PAR LES LES ET PRATIQUES SOCIALES

Figure éclairée, Regard étrange



Cheb (1991)

No 39 - Avril/Juin 1992 - 40 F

DOSSIER

p 5 Avant propos

MEMOIRE

p 6 Les apports successifs de l'immigration, de l'ethnie à la nation par Raymond CURIE

p 10 De la savane à la ville, les migrations en Afrique,

par Jorge de la BARRE

p 16 Rapports de domination, des anciennes galères aux nouveaux galériens,

par Hugues BAZIN

REGARD

p 22 Lettre Persane par Mehdi FARZAD

p 27 Arrêt sur image, immigration et racisme dans le cinéma par Guy JOUANNET

p 32 La communauté Zaïroise, une particularité par Damien MABIALA

PRATIQUE

p 37 Travail social en interface, projets des associations villageoises par Daniel CURBELO et Jean Luc DUMONT

p 42 Rencontre avec des enfants Kurdes, Culture de résistance et par Sylvie FEVRIER

action collective

p 48 Les couleurs de l'Ecole, accompagnement social et scolaire d'un par Cheikh Oumar BA groupe d'enfants par Cheikh Oumar BA

RUBRIQUES

ACTUALITE SOCIALE

p 52 Los Angeles, la rue rend la justice par Damien MABIALA

p 55 Un toit, un droit!, expulsion de familles africaines par Jorge de la BARRE

TRAVAIL SOCIAL A L'ETRANGER

p 56 Récit de voyage au Brésil par Michel TALEGHANI

DEVELOPPEMENT URBAIN

p 58 Prenons en acte, Forum Les Cultures de la Rue par Mustapha BOUDJEMAÏ

p 59 Intelligences de banlieues, un collectif associatif

RELATION EDUCATIVE

p 60 Espoirs et limites des Etats Généraux des Educateurs par Jean Pierre VIVIER

ACTION SOCIALE

p 62 De la crise, dans le travail social

par Jean Jacques DELUCHEY

EDITORIAL

«Immigration», dans quel sens?

Encore un dossier sur l'immigration! st-il question de se livrer à un exercice intellectuel, d'élaborer un discours, après tant d'autres, sur un «sujet intéressant» souvent exploité par les médias, ou bien s'agit-il de produire des outils, susciter des actions afin de transformer une situation impossible?

A quoi sert, en effet. de parler des gens si, en même temps, on leur refuse le droit de cité à Paris, Vincennes, et en d'autres lieux où les étrangers originaires d'Afrique, en particulier, n'ont pas leur place ? Il en est d'ailleurs du logement comme de l'école, de l'emploi, de la citoyenneté...

Et comment aussi ressaisir l'immigration dans ses différentes figures ? Ce terme a tous les sens que le pouvoir trouve avantageux de lui donner (étrangers, résidents en foyers, sans papiers...). là où des enjeux économiques ou politiques sont présents. «L'immigré» n'est alors qu'un mot et un prétexte. Mais un peuple n'est-il pas le produit de mouvements successifs de populations venant d'ailleurs ? Sa culture ne représente-t-elle pas. pour l'essentiel, une mémoire qu'il a construite. façonnée peu à peu ? En parlant d'immigrés, nous prenons nos distances par rapport à un groupe d'hommes et de femmes qui nous ressemblent, comme si nous avions un peu honte d'une part de nous-mêmes. Il faut pourtant en convenir : nous sommes tous des immigrés...

On associe souvent immigration à une nécessaire intégration, mais là encore la question du sens se pose. Si l'on entend par intégrer, rendre conforme à un modèle assimilateur, c'est une imposition idéologique, une violence faite à des personnes. Si, à l'inverse, intégration signifie que des étrangers ont des projets sur une terre d'accueil comme ils en ont également chez eux et que ces projets peuvent être reconnus comme porteurs de valeurs novatrices, alors l'intégration est synonyme d'alternative, échange et changement en ce qu'elle relève d'une logique d'action créatrice.

La présence des «immigrés» fait peur. Cependant, car elle nous renvoie à nousmêmes, à notre mémoire de colonisateurs, voire d'esclavagistes. Elle, ébranle nos certitudes. Un débat s'impose sur cette question et sur d'autres interrogations, notamment celle relative au travail social dans le champ de l'immigration : quelles sont les attitudes et les pratiques des T.S. ? Nous espérons que ce débat ait lieu à PEPS pour définir le contenu du dernier dossier sur ce thème, en octobre 1992.

Il faut penser les immigrés autrement et, pour cela en parler, mieux : leur donner la parole.

Alors ils seront peut-être perçus et nommés autrement ou, tout simplement, on ne les nommera plus. Parler de l'immigration pour ne plus avoir à en parler, voilà l'idéal!

Jean Luc Dumont

Assistants Sociaux, Educateurs, Animateurs et Formateurs ont écrit sur l'Avenir du social

LES ELUS FACE AU SOCIAL: CONCURRENTS OU PARTENAIRES?

Travail Social en Inde et en France. Justice et secret professionnel

.SYNDICATS, ASSOCIATIONS: REPONSES FACE AUX MUTATIONS DU SOCIAL?

L'insertion douce. Quel avenir pour la désectorisation? Militants ou Fonctionnaires?

No 13:....POLITIQUE SOCIALE ENVERS LES IMMIGRES: LES T.S. SE MOBILISENT A PARIS

 $Du\,centre\,d'accueil\,et\,d'orientation\,au\,placement famillal,\,R\'eflexion\,\'educative\,en\,milieu\,ouvert$

No 14:....TRAVAIL SOCIAL EN MILIEU PSYCHIATRIQUE

No 15/16:. A PROPOS... DE NOUVELLES PRATIQUES SOCIALES ET ECONOMIQUES »

Economie Sociale. Relation Educative. Mutations dans le travail Social.

No 17:....PARTIS POLITIQUES ET TRAVAIL SOCIAL

Banlieues 89, des réponses de R. Castro. Rapports Psychologues-travailleurs sociaux

No 19:...SOYONS CREATIF!

Insertion par l'économique? L'avenir de l'Education Surveillée. Centres de Loisir en milieu ouvert No 20.....TRAVAIL SOCIAL ET TRAVAIL POUR LA PAIX

Formation en marketing social. Travailleurs sociaux acadiens. L'image de l'AS en entreprise

No 21:...LES FORMATIONS INITIALES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX Approches de la toxicomanie. Les régies de quartier. La formation des Travailleurs sociaux.

LE DEVELOPPEMENT SOCIAL EN MILIEU RURAL

Travail en milieu psychiatrique. Service Social et réhabilitation. A.S. sanctionnées à Paris

No 23:...LE CODE DE LA NATIONALITE

Réseaux en travail social. L'aide alimentaire à Los Angeles. Réforme du diplôme d'A.S.

No 24:....QUE DITES VOUS APRES AVOIR DIT TOXICOMANIE?

Des travailleurs sociaux et chercheurs s'expriment ; éléments théoriques et pratiques.

No 25:....TRAVAIL SOCIAL ET RESEAUX

Répression de travailleurs sociaux au Chili. Insertion et emploi. La sécurité sociale en question.

No 26....LIBERERLES IDEES POUR SORTIR DES PRISONS

T.S. et chercheurs s'interrogent sur les «pratiques prisonnières» et les effets de la prison.

No 27:....FORUM SUR LE R.M.I.

Enfance en Danger

No 28: BANLIFUE CENT VISAGES

Actions menées par des jeunes dans des quartiers, analyse des politiques locales.

..REUSSITE SCOLAIRE

Formation des T.S. en Grèce. Le secret professionnel. Accompagnement en milieu carcéral.

No 30:....TRAVAIL SOCIAL ET BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION

Révolution et droits de l'homme. Révolution et institutions. Révolution et minorités.

MALAISE DANS LETRAVAIL SOCIAL

La vidéo sociale. Valse et travail social. Critiques culturelles

INSERTION DES HANDICAPES ETTRAVAIL SOCIAL

La catégorisation des pauvres, Pratiques informelles en service social

No 36 ... LES CULTURES DE LA RUE

Réflexion collective sur les pratiques culturelles des jeunes et les mutation sociales

. EPUISEMENT PROFESSIONNEL DANS LE TRAVAIL SOCIAL

La mobilisation des assistants sociaux, police et politiques de préventions No38....LESTRAVAILLEURS SOCIAUX DOIVENT-ILS DISPARAITRE?

Mémoire & culpabilité, quels rôles & quels statuts, formation d'une identité

VIDEO

Une cassette vidéo retrace les temps forts de la RENCONTRE BANLIEUE CENT VISAGES (VHS. 35 mn). Voir aussi No 28 Banlieue Cent Visages

PEPS

Trimestriel - Association PEPS -Lai 1901 - J.O. du 11,04.82 - 163, rue de Charenton 75012 PARIS -Tél: 16 (1) 40 02 09 56

DIR. DE PUBLICATION:

Hugues BAZIN

COMITE DE REDACTION:

Eric Auger, Hugues Bazin, Mustapha Boudjemaï, Catherine Boulenger, Raymond Curie, Jean Luc Dumond, Medhi Farzad, Nelly Gaugain, Guy

> Nous remercions pour leur participation à ce numéro :

Jorge de la Barre, Damien Mabiala, Daniel Cuberlo, Sylvie Février, Cheikh Oumar Ba, Jean-Marc Oisel, Michel Talégnani, Jean-Pierre Vivier, Jean-Jacques Deluchey

Secrétariat & Promotion :

Mustapha Boudjemaï

Conception Graphique:

Hugues Bazin

Imprimerie:

Rotographie 48.57.03.21

Reproduction des atticles et illustrations autorisée avec mention de leur origine et

CPPAP 64819 - ISSN 0754-8761 -Dépôt légal:juin 92

attention !

TOTAL :

PEPS change d'adresse : 163 rue de Charenton - 75012 PARIS Tél: 16 (1) 40 02 09 56

ONDITIONS

(Chèque à l'odrede PEPS)

Nom/Prénom

Abonnements: Individuel (160 Frs), Institutionnel (230 Frs), Soutient (300 frs) Numéro : 40 Frs (port payé)

Cassette vidéo "Banlleue Cent Visages": 150 Frs (+ 20 Frs de port)

retourner à PEPS - 163 rue de Charenton - 75012 PARIS

| Adresse | | |
|----------|--|---------|
| Je commo | orendre abonnement(s) : unde les Numéros suivants ; | Frs Frs |





AVANT PROPOS

Intervenir sur le champs social, requiers une bonne appréhension des mécanismes sociaux, économiques, culturels; c'est s'attacher à comprendre les mutations et agir dans le cadre d'un développement social global.

PEPS participe à cette formation continue par la circulation de l'information, dans un rôle de relais et d'observateur.

On ne débite pas de l'action sociale comme on débite des voitures. ETRE travailleur social, c'est aussi une forme d'engagement et de conviction, qui passe par le droit à l'expression, le droit à l'information.

L'immigration devient un point d'ancrage d'une sorte de fracture morale et politique de la société, un sujet de crispation un cheval de bataille, pour des apprentis sorciers qui agitent sans cesse les démons de l'invasion, jusqu'à en faire leur fond de commerce.

Consciemment ou inconsciemment, le rapport à l'étranger intervient dans notre parole, notre pratique; il nous oblige à nous positionner, pas seulement dans l'affichage de valeurs humanistes, universelles mais aussi dans le moindre de nos actes quotidiens. En tant que profèssionnel du champs social il nous interroge et pousse à faire évoluer notre attitude, notre intervention.

Pour ces raisons, PEPS a décidé de consacrer trois dossiers sur ce thème dont ce numéro constitue le premier.

Ces dossiers s'insèrent dans un projet* à plusieurs dimensions :

 travail d'investigation et d'analyse au niveau d'un collectif de rédaction et de recherche,

- rencontre avec des publics : lieux de formation, de travail, quartiers...,
- sensibilisation à travers la mise en place d'un forum débat, une manifestation inter-culturelle.

Le troisième numéro de PEPS (sortie en décembre 92) sera le reflet de la démarche engagée, il complétera les deux premiers dossiers sut le thème de l'immigration.



* Mhésitez pas à nous contacter pour en savoir plus : PEPS - 163 rue de Charenton -75012 PARIS - Tél : 40 02 09 56

DE L'ETHNIE A LA NATION

LES ETHNIES DES ORIGINES

Si on remonte aux origines de la nation française, on constate que d'importants flux migratoires se sont produits entre -500 av JC et 500 ap JC sur un territoire dont les frontières naturelles sont les Ardennes au Nord, l'Atlantique à l'Ouest, les Pyrénées au Sud et les Alpes à l'Est.

Les Celtes au V° siècle avant JC résidaient sur des territoires situés près du cours supérieur du Rhin et du Danube (Civilisation de la Tène). A cette époque une grande partie va émigrer à l'Est et à l'Ouest de cette région.

Sur le territoire actuel de la France, ces derniers vont rencontrer d'autres peuples très disséminés qui se soumettront petit à petit au nouvel occupant, dans certaines régions cependant ces peuples et les tribus celtes vivront longtemps côte à côte sans trop se mélanger (1). Une civilisation celtique se mettra en place petit à petit.

Avec la période de la colonisation romaine, une nouvelle ère va commencer et apparaîtra ainsi une culture gallo-romaine; les dialectes des différentes régions de France remontent à cette époque. Puis viendront les invasions des Burgondes, des Alamans, des Wisigoths, des Francs et des Vikings pour ne citer que les peuples qui laisseront des traces historiques. Cependant seuls les Francs seront assez nombreux pour occuper et modifier durablement le nord de la France; les autres peuples s'assimileront dans les différentes régions occupées.

C'est de cette région, notamment l'Ile de France que naîtra le pouvoir des rois, tous issus de leur ancêtre commun : Clovis roi des Francs.

Tout au long du Moyen Age et jusqu'à la Révolution française, le royaume de France sera très diversifié avec des composantes ethniques différentes. L'ethnicité selon FM Raveau (2) se caractérise par sept indicateurs: bio-génétique, territorial, linguistique, culturel, économique, politique et religieux.

Pendant de nombreuses années des régions entières échappaient au pouvoir royal, certaines étaient autonomes d'autres rattachées à des puissances étrangères. Petit à petit cependant les rois de France vont construire un état qui s'attaquera aux différences ethniques régionales: Philippe Auguste, Saint Louis et Louis XIV en seront les principaux artisans.

La croisade contre le Languedoc et le catharisme menée par Philippe Auguste et Saint Louis marque une volonté expansionniste de construire un état autour d'une seule langue, d'une seule culture et d'une seule religion dominante.

Avant 1789 la France était divisée en Provinces :

Au nord de la Loire : Celtes, Romains et Francs ont façonné un mode de vie et une culture spécifique. La langue française ancienne n'est parlée qu'à la cour et par les élites locales des régions, les gens du peuple parlent les dialectes régionaux répartis en patois (langue d'oïl), c'est la France du nord ou

Si on remonte aux origines de la nation française, on constate que d'importants flux migratoires se sont produits entre -500 av JC et 500 ap JC sur un territoire dont les frontières naturelles sont les Ardennes au Nord. L'Atlantique à l'Ouest, les Pyrénées au Sud et les Alpes

à l'Est.



Francie. En Bretagne et en Flandres, les habitants ont une origine ethnique différente, ils parlent le breton et le flamand. En Alsace ainsi que dans le nord de la Lorraine ethnies et dialectes sont issus du monde germanique.

Au sud de la Loire: c'est l'Occitanie, Celtes et Romains ont contribué au développement d'un immense territoire. Au fil des siècles une civilisation très évoluée s'est épanouie, ouverte aux échanges et aux autres cultures. Le libre accès était toléré aux étrangers, les juifs y étaient très bien intégrés. Cette culture sera enrichie grâce aux activités et aux déplacements des trouba-dours. Les habitants parle l'occitan (langue d'Oc) réparti en différents dialectes et patois.

Au Pays Basque une identité nationale existe depuis long-

temps, en Catalogne la culture et la langue sont d'origine romane mais la région fut longtemps rattachée au royaume d'Aragon ce qui donne ainsi une identité différente de l'Occitanie; quant à la Corse ethnie, culture et langue sont caractéristiques.

L'IMMIGRATION SOUS L'ANCIEN REGIME (3)

La faiblesse de l'accroissement de la population française due aux maladies, à la famine et aux guerres et qui la maintenait parfois au dessous des ressources possibles du pays a été favorable à l'immigration étrangère.

C'est notamment dans les activités nouvelles comme l'industrie et le commerce que le besoin s'en fait sentir.

Les preuves de cette faveur pour l'immigration abondent. Dès 1309, Philippe le Bel accorde des priorités aux Portugais qui s'établissent dans les ports français. Louis XI donne toute liberté aux Flamands qui s'installent à La Rochelle, aux Florentins banquiers à Lyon, aux Italiens et aux Grecs attirés pour les soieries de Tours. Henri IV multiplie les privilèges pour les

Hollandais qui s'établissent en Vendée et au Poitou. Colbert donne aux Grecs et aux Arméniens qu'il installe à Marseille le titre de «bourgeois d'icelle ville et tous droits et privilèges et exemptions». Jusque sous Louis XVI un arrêt du Conseil(1785) donne latitude aux fabricants de mousseline, de draps et de toiles, aux tanneurs et aux quincaillers étrangers de s'installer en France. Pour retenir l'homme on s'efforce même de faire venir sa famille. Colbert s'occupe du sort des femmes des mineurs allemands et de celles des charpentiers hollandais qu'il établit dans différents ports. Les ambassadeurs français essaient d'obtenir de

Venise qu'elle laisse par-

tir pour la France les familles des verriers de Murano qui ont été s o u doyés die el la Fr

et attirés à Paris Les artistes, savants, imprimeurs, érudits bénéficient à toutes les époques de faveurs spéciales, afin selon l'expression de Louis XIV, confirmant en 1671 le privilège des artistes logés aù Louvre «d'attirer plus facilement les étrangers qui étoient pour lors dans la plus grande réputation d'y exercer soit pour la peinture, sculpture, gravure, orfèvrerie et autres travaux».

Dans l'armée, les étrangers furent appelés en grand nombre et cons-

tituèrent souvent plus du tiers des effectifs; on leur accorde honneurs et avantages pour les inciter à rester en France et à y fonder une famille. Dès 1346 à la bataille de Crécy, l'armée française compte 15000 archers génois. De 1480 à 1589 la royauté opère 45 levées en Suisse totalisant 300 000 hommes. Richelieu recrute des Weimariens. des Suisses, des Italiens et des cavaliers hongrois. Au XVIIe et XVIII^e siècles, 1/3 au moins de l'armée française est composée de régiments allemands, irlandais, suisses, italiens, wallons, polonais etc...Le rôle général des effectifs en 1748 indique 68 420 étrangers sous les drapeaux.

A coté de cette politique des autorités, d'autres causes favorisaient en France l'établissement des étrangers : occupation de certaines régions telles que la Normandie et la Guyenne par les Anglais ; la Franche Comté par les Espa-

gnols; l'apport de population étrangère par osmose dans les Marches frontières, les provinces venant au Pays par héritage ou conquête et entraînant des éléments étrangers avec elles.

La population française, d'ailleurs se montrait d'ailleurs très accueillante pour les étrangers. Suivant une phrase du Mercure en 1614 : «Notre France est une mère commune de tout le monde qui ne refuse nourriture et accroissement à personne» Il y avait même un véritable engouement pour tout ce qui était étranger. Saint Simon dit en parlant de Rosen brave militaire de Livonie désireux de

pousser son fils à la Cour de Louis XIV «Il connaissait le Roi et son faible et celui de la Nation pour les étrangers»

Cependant cela ne voulait pas dire qu'on ne trouva pas parfois excessif le nombre des étrangers. Les Annales de la Cour et de Paris pour 1697 et 1698 se plaignent du renchérissement des logements dù à l'afflux des étrangers. La concurrence amène des difficultés entre Nantais et commerçants hollandais installés dans cette ville, entre



ouvriers métallurgistes allemands et français et les corporations parfois se plaignent du trop grand nombre de travailleurs et fabricants étrangers. Mais ces plaintes restent rares.

La Royauté surveillait et contrôlait la venue des étrangers, elle travaillait à leur assimilation (Interdiction du droit d'héritage, encouragement aux mariages français/ étrangers, naturalisations de plus en plus fréquentes, francisation des noms mais régime spécial pour les Juifs)

LA CITOYENNETE ET LA NATION

Avec la Révolution française les choses vont évoluer encore plus rapidement que du temps des rois. Tout d'abord des mesures progressistes dans la constitution de 1793 : comme celles concernant l'obtention de la citoyenneté française pour des immigrés résidant en France depuis un an.

Texte de juin 1793 (Constitution de l'an 1):

«Tout homme né et domicilié en France âgé de 21 ans accomplis. Tout étranger âgé de 21 ans accomplis qui domicilié en France depuis une année y vit de son travail ou acquiert une propriété ou épouse une française ou adopte un enfant ou nourrit un vieillard. Tout étranger enfin qui sera jugé par le Corps Législatif avoir bien mérité de l'humanité est admis à l'exercice des droits de citoyen français.»

Mais cependant l'esprit jacobin favorisera aussi un centralisme exacerbé (création des départements) au détriment du régionalisme, la guerre aux frontières renforçant cet état d'esprit. C'est la véritable naissance de la nation française. A savoir qu'une nation est composée d'une communauté humaine ayant des origines géo-historiques communes ainsi qu'une langue commune avec des liens culturels et économiques plus ou moins forts. Des deux mesures citées plus haut (La citoyenneté pour les étrangers et le centralisme des départements) le Directoire mais surtout l'Empire qui marquent la fin de la Révolution Française ne conserveront que la deuxième. Désormais une seule

norme culturelle, administrative, judiciaire et politique sera appliquée aux différents départements français.

A l'heure actuelle malgré tout, des différences ethniques régionales continuent toujours d'exister, bien que la culture française domine l'ensemble du pays. C'est surtout après l'année 1968 que différents mouvements régionaux ont revendiqué des droits spécifiques et ont fait redécouvrir à beaucoup des cultures très riches. Dans deux régions (Pays Basque et Corse) le droit à l'autodétermination est revendiqué par des organisations nationalitaires. Il semblerait aussi qu'avec la mise en place de la décentralisation, les responsables politiques constatent que le centralisme à tout crin ne soit plus la solution idéale.

Comme le montre F Braudel (3) l'identité de la France est plurielle, elle n'est pas issue d'une seule ethnie. Pour être très clair je pense qu'il faut bien différencier les deux termes ethnie et nation : tout en sachant que différentes ethnies peuvent constituer une nation ; qu'une ethnie peut être partagée entre deux ou plusieurs nations différentes mais aussi qu'une nation peut exister sans état.

Le sociologue M Mauss (5) donne trois exemples pour caractériser selon lui une nation :

a) «Nous confondons, en effet sous ce nom (nation) des sociétés très différentes (...) d'une part ce qu'Aristote appelait des peuples (ethné) et d'autre part ce qu'il appelait des cités (poleis) et que nous appelons des états ou des nations»

- b) «Il n'y avait nation que là ou le citoyen participait par délégation parlementaire à l'administration de l'état. Et ce furent les deux premières grandes républiques du monde occidental, celle des Etats-Unis et celle de la France révolutionnaire qui firent passer la doctrine (...) à la dignité de doctrine fondamentale et exclusive de la vie publique»
- c) «L'idée force de nation (...) est l'oeuvre spontanée de générations qui ont étendu au peuple, par le moyen du système de la délégation populaire et parlementaire, le partage de la souveraineté et de la direction.

Comme nous venons de le voir, ce sont des personnes d'origines ethniques différentes qui ont participé à la création de la nation française. Cependant pour un individu ayant quitté son pays d'origine, il ne faut jamais oublier que la formation de son identité basée sur ses origines reste souvent la chose à laquelle il tient le plus. Voici ce que M Weber dit à ce sujet (6) :

«Un sentiment de communauté ethnique très spécifique et souvent d'une grande portée existe là ou est demeuré vivace pour quelque motif que ce soit, le souvenir de l'origine d'une communauté extérieure formée par une séparation spécifique ou une émigration à partir d'une communauté mère (Colonie ou processus analogue)»



- 1- Jean de Vries «La religion des Celtes», Ed Payot (1998)
- 2- F.M. Raveau «Ethnicité, migration et minorité» Document de l'Ecoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales (1985)
- 3- Georges Manco, «Les étrangers en France», Librairie A. Colin (1932)
- 4- F. Braudel «L'identité de la France», Ed. Fayard (1986)
- 5- M. Mauss «Théorie des civilisation» (oeuvres, 2, réf citée p 451 et suivantes)
- 6- M Weber «Economie et Société», Ed Plon (Réed 1979)
- 7- D. Schnapper «L'Europe des immigrés», Ed F. Bourin



La richesse d'un pays comme la France se caractérise en particulier par des apports successifs dus à l'immigration ; apports qui n'ont jamais remis en cause la culture française mais au contraire l'ont enrichie. Une culture dominante peut très bien cohabiter avec des cultures minoritaires à condition que ces dernières soient respectées. Selon Dominique Schnapper (7), l'immigration a toujours représenté en tant que telle un défi pour la nation, mais sa politisation dans le débat public est récente. Elle date du début des années 80 au moment ou a commencé à grossir un parti d'extrême droite. Jusqu'alors un compromis efficace avait fonctionné qui avait permis le recours à l'immigration à la fois comme «politique de peuplement et politique de main d'oeuvre «. Car entre le début des années soixante et le milieu des années soixante dix, «l'émigration a été à la fois économique et culturelle» et la majorité des migrants étaient alors porteurs d'un projet de mobilité, d'aspiration à la modernité, avec toutes les valeurs qui lui sont attaché. Leur départ était le fruit d'une rupture avec les sociétés paysannes et traditionnelles.»Ce sont d'ailleurs ces éléments qui ont facilité largement l'intégration, dans le sens que Dominique Schnapper lui donne dans son livre» L'Europe des immigrés» lorsqu'elle la définit comme»le processus par lequel les individus participent à la vie collective par l'activité professionnelle, l'apprentissage des normes de consommation, l'adoption des comportements familiaux et sociaux, l'établissement de relations avec les autres».

A l'heure actuelle en France plusieurs solutions sont offertes aux personnes immigrées dont les deux pôles extrêmes sont soit l'adaptation sans perte de la nationalité, pour une durée limitée et sans accès à la citoyenneté; soit l'adaptation avec obtention de la nationalité française donnant accès à la citoyenneté. A l'heure actuelle tout le monde parle d'intégration, pourtant il est important de revenir sur les définitions exactes :

Dans l'Encyclopaedia Universalis,

Raymond Boudon donne ces explications.

«En ce qui concerne le concept d'adaptation sociale, on peut dire que celui ci va de paire avec celui d'intégration sociale : l'adaptation décrit les mécanismes par lesquels un individu se rend apte à appartenir à un groupe ; l'intégration ceux par lesquels le groupe admet un nouveau membre. L'adaptation insiste sur les changements chez l'individu, ainsi pour être accepté l'individu doit partager jusqu'à un certain point les valeurs opinions et attitudes du groupe. Quant à la probabilité que l'individu accepte ces valeurs, elle dépend de plusieurs conditions. Il faut d'abord que les opinions et attitudes du groupe ne viennent pas contredire celles auxquelles l'individu tient parce qu'elles lui permettent de confirmer son appartenance à d'autres groupes. En second lieu, il est nécessaire que les opinions et attitudes du groupe ne viennent pas contredire des positions profondes chez la personne en question.»

Dans un état réellement démocratique, trois possibilités devraient être offertes aux ressortissants immigrés avec un certain nombre de situations intermédiaires et transitoires.

- a) La possibilité de s'insérer dans une société en gardant sa nationalité et sa culture d'origine tout en respectant publiquement le mode de vie et les lois du pays d'accueil et en bénéficiant d'un apport culturel nouveau et de la citoyenneté.
- b) La possibilité de s'intégrer en adoptant la nationalité du pays d'accueil tout en gardant des références de sa culture d'origine et en adoptant des valeurs culturelles du nouveau pays en choisissant d'y vivre définitivement.
- c) La possibilité de s'assimiler complètement en ne gardant que quelques caractéristiques de sa culture d'origine.

Ces possibilités rendraient possibles le développement d'une Nouvelle Citoyenneté comme plusieurs associations de jeunes issus de l'immigration l'ont revendiquée.

Raymond CURIE

Publicité

Le Comité National de Liaison des Associations de Prévention spécialisée, en collaboration avec le Conseil Technique des clubs et équipes de Prévention Spécialisée(*), organise une manifestation d'envergure sans précédent pour la prévention spécialisée:





VOIR PLUS LOIN, PENSER PLUS LARGE

les 3 - 4 - 5 et 6 Juillet 1992 à Strasbourg.

Organisée à une date anniversaire : 20 ans après la signature de l'arrêté du 4 Juillet 1972 qui a reconnu officiellement les clubs et équipes de prévention spécialisée, cette manifestation a 4 objectifs :

- Ouvrir une réflexion sur le devenir de l'action de prévention spécialisée en tant que réponse à l'exclusion sociale et à la délinquance des jeunes. C'est la partie congrès d'AGORA 92
- Mettre en valeur l'action des clubs et équipes de prévention spécialisée avec les jeunes dans les quartiers, sous forme d'expositions, de prestations publiques (théâtre, danse, musique, vidéo, etc...) dans différents lieux de la ville. C'est la partie communication d'AGORA 92.
- Mettre en perspective l'action des clubs et équipes de prévention spécialisée pour les années à venir. C'est la partie signature d'une Charre d'objectifs au cours d'AGORA 92.
- Constituer un réseau d'échanges européens pour les opérateurs sociaux de quartiers (formation, visites de sites, expériences pilotes, etc...) et les jeunes issus des quartiers (chantiers, rencontres, camps, formation, projet d'insertion, etc..) C'est la partie ouverture européenne d'AGORA 92.

Contact: Christian GUILLAUMEY

Tél: 88 36 77 48 - Fax: 88 37 97 25

(*) Organisme consultatif auprès du Ministère des Affaires Sociales.

«Regards croisés sur les réalités» :

Le foyer d'Alfortville ouvre ces portes le 4 juillet 92,

Un foyer organise une journée porte ouverte pour «d'autre porte s'ouvrent.»

Les résidents originaires de la vallée du fleuve Sénégal veulent se faire connaître par leur histoire, et présente leurs réalisations...

Rue des Alouettes - 94140 ALFORTVILLE Renseignements: 48 93 11 60 ou 43 68 80 22





Entre les années 1960 et 1980, les villes africaines connaissent un taux de croissance de l'ordre de 6% à 10% par an. Elles ont connu depuis le début du siècle une urbanisation rapide avant même qu'une infrastructure industrielle ne soit mise en route.

Cette urbanisation massive est le témoignage d'un inégal développement des régions dont les plus pauvres ont été délaissées au profit des «comptoirs coloniaux» qui n'ont cessé de se développer depuis le début du siècle.

Ce développement inégal a pour conséquence des mouvements de population difficilement contrôlables vers les villes les plus développées (Abidjan, Dakar, Yaoundé ...) dans l'espoir d'y trouver du travail.

Pendant la période coloniale, les migrations étaient dirigées par les administrations coloniales, notamment pour les travaux forcés de constructions diverses. C'est de période que «l'enclenchement» d'un processus migratoire appelé à durer, et qui s'étend désormais au niveau international. C'est notamment de cette période coloniale dont il sera question ici car elle détermine en grande partie, nous le verrons, l'extension des mouvements migratoires en Afrique de l'Ouest.

Des comportements nouveaux et des habitudes de consommation nouvelles sont apparus, motivés par le développement du salariat et par l'exclusivité grandissante d'une économie de marché monétaire rendue d'autant plus pesante que les pouvoirs coloniaux se réappropriaient une partie de ce salaire (impôts, taxes diverses..).

Dans certains cas, l'administration coloniale tirait profit de l'économie traditionnelle de servage. Dans le Cameroun des années 1920, 30 par exemple, la souveraineté de l'aristocratie peule n'était pas remise en cause ; elle fut coiffée d'une administration européenne qui maintenait le statu quo.

La disponibilité de la main d'oeuvre était garantie par la souveraineté peule qui, de fait voyait la situation coloniale sous un jour plutôt positif: «celui qui ne s'oppose pas à eux et à leurs lois vit en paix sous leur règne «. L'arrivée des européens, anglais et français, au Cameroun, n'a certes pas entraîné une dépossession des terres. Elle n'a pas non plus favorisé la suppression de l'esclavage.

Et l'européen avait d'autant plus de pouvoir qu'infidèle, il ne pouvait être rendu coupable d'actes sanctionnés par la justice coranique.

Par contre, le colonisé se trouvait sous le coup d'une double juridiction : coranique et administrative. En venait-il à imiter le comportement du blanc qu'il était tout de suite puni.

L'ETUDE DES MIGRATIONS

Disponibilité de la main d'oeuvre, développement inégal des régions, organisation des flux migratoires:



autant de traits qui caractérisent la période coloniale.

A sa suite, la période des indépendances voit les mouvements de population s'accentuer. L'intégration, depuis les années 1960, des pays non industrialisés à l'économie capitaliste mondiale a souvent été vue sous l'angle des mouvements de capitaux partout où le taux de profit est maximal. Elle l'a moins été sous l'angle des mouvements de population qu'elle implique. A ce titre, géographes et économistes ont ceci de commun d'analyser les phénomènes migratoires en tant que déplacement de population dans l'espace. En ce sens, ils réduisent la migration à sa pure expression physique.

L'opposition classique entre migrations rurales et migrations urbaines par exemple, relève d'une problématique spatiale qui est loin de recouvrir des rapports sociaux réels.

Rendre compte du phénomène migratoire suppose l'adoption d'une perspective historiciste (1), seule à même d'éviter les explications hasardeuses. On ne peut en effet considérer les migrations comme une simple extension géographique de la population concernée, car les migrations produisent des conditions nouvelles; elles se traduisent par des changements dans les pratiques sociales. Aussi, les migrations de colonisation et les migrations de travail peuvent avoir des causes et des conséquences identiques.

On a souvent expliqué la migration par la surpopulation du milieu d'origine. La surpopulation explique-telle le choix de la région ou du pays d'accueil ? Explique-t-elle les conditions de vie nouvelles rencontrées par les migrants ?

La surpopulation peut certes être une des causes de migration, mais elle ne suffit pas à en rendre compte.

J.P. RAISON (1968) fait remarquer qu'il est rare que la surpopulation joue seule car il est rare qu'«elle soit nettement ressentie tant que la découverte du monde extérieur ne permet pas de

connaître les avantages qu'on peut tirer de l'émigration».

Parfois, dans l'exemple africain, on tend aussi à expliquer une situation sociale liée à la pénétration du capitalisme pas des caractéristiques propres à des sociétés dites pré-capitalistes. Par exemple, l'opposition aîné-cadet en tant que conflit intervenant entre les jeunes et les vieux à l'intérieur de certaines sociétés est - à juste titre souvent considéré comme étant un facteur de départ en migration. Pourtant, si l'antagonisme entre les aînés et les cadets rend compte du départ de ceux-ci en migration, il n'explique en aucune façon leur destination. Les conflits aînés-cadets étant le principe même du fonctionnement de nombreuses sociétés africaines et à ce titre. ayant une existence très ancienne, ils ne peuvent rendre compte du phénomène éminemment actuel que sont les migrations.

Aussi, n'est-ce pas l'opposition aînés-cadets qui est la cause directe des migrations mais plutôt le processus de transformation qui affecte l'ensemble des sociétés africaines.

Sans l'impact du capitalisme sous sa forme coloniale ou néo-coloniale, il n'y aurait pas de migrations modernes. Mais celles-ci ne peuvent se perpétuer que par l'existence des oppositions présentes dans les sociétés qui engendrent les migrants.

Dès lors que le déclenchement des migrations modernes s'est effectué, les conflits aînés-cadets ne font qu'entretenir le processus migratoire.

Dans un même ordre d'idées, il existerait selon certains, chez certaines ethnies, une propension particulière à migrer. Des caractéristiques observées localement et à une date déterminée sont érigées en essences propres à une ethnie donnée. Ainsi, on aura des ethnies dynamiques (ex: Wolof du Sénégal) opposées à des ethnies conservatrices (ex: Bassari du Sénégal).

L'anthropologie culturelle tente d'appréhender les phénomènes sociaux à travers la saisie de la personnalité de base des membres de l'ethnie ou le modèle culturel de la société. On estimera par exemple qu'il y a un modèle culturel (pattern) propre à telle ou telle population qui opérait autrefois pendant la période pré-coloniale et qui est réutilisé ou réactualisé à l'époque contemporaine, induisant certains effets sociaux, par exemple les migrations.

Cette théorie met l'accent sur l'aspect interne et non économique des mécanismes sociaux régissant les sociétés traditionnelles ou précoloniales.

A titre d'exemple, les Soninké de la vallée du Sénégal, engagés depuis des siècles dans des activités commerciales se sont trouvés confrontés, à la fin du XIXème siècle, à une situation de délaissement économique (disparition du commerce de la gomme). Cette situation, ainsi que la perception de l'impôt par les Français, les ont contraint à se reconvertir dans le navétanat (voir plus loin), et ensuite à émigrer vers la France.

Aucune société n'a jamais vécu à quelque époque que ce soit de façon isolée et repliée sur ellemême. Toutes les sociétés ont toujours été insérées dans des ensembles socio-économiques qui les débordaient largement et qui influaient sur elles. Les analyses psychologisantes ou culturalistes pêchent par «fétichisme» de la société ou de l'ethnie car, selon elles, les ethnies africaines élaborent des stratégies de réponses différentes en fonction d'une situation coloniale ou post-coloniale unique.

Le comportement différenciel de chaque ethnie en face des mouvements de population doit plutôt être cherché dans les compatibilités et incompatibilités entre le système pré-colonial (développement inégal des contradictions au sein de ces sociétés) et le système colonial (politique coloniale en matière de main d'oeuvre et d'aménagement du territoire). En tout état de cause, il faut comprendre les mouvements de population dans les sociétés traditionnelles sous leur forme coloniale.



Les migrants se trouvent confrontés, notamment en milieu urbain, aux exigences de l'économie moderne. Cette expérience leur permet d'élaborer des stratégies qui se révèlent souvent plus importantes dans leur attitude au sein de la zone d'accueil que le comportement qu'ils doivent à leur milieu d'origine.

Que l'économie marchande organise et planifie les migrations sous leur forme moderne ne doit pas masquer pour autant les stratégies de réponses des sociétés productrices de migrants face à une situation économique donnée.

Toute la question est en effet de savoir par rapport à quoi une migration est organisée ou planifiée.

Les Soninké du Sénégal par exemple, organisent la migration pour répondre de façon optimale à la situation économique qu'ils ont à affronter. Des familles comprenant plusieurs fils organisent volontiers un roulement de façon à ce qu'il y ait à tout moment un ou deux travailleurs à l'étranger, tandis que le reste des fils et des frères cadets demeurent au village pour s'occuper des cultures.

Dans ce réseau *migratoire* très structuré, l'information circule constamment entre les différents points, et le rôle joué par les travailleurs migrants dans la prise de décision concernant leur village est très importante.

Parallèlement, l'étude de la genèse des migrations nous renvoie à un fait qu'une étude non historique risquerait de nous faire oublier : le rôle de la coercition, de la contrainte voire de la violence comme mécanisme déclencheur de nombreuses migrations.

Il a fallu tout le poids de l'administration coloniale pour institutionnaliser les migrations de travail chez les Mossi de Haute-Volta. L'émigration des Peuls de Guinée n'est pas à séparer des effets destructeurs exercés par le régime colonial et post-colonial sur le Futa-Jalon.

Plus qu'un déplacement dans l'espace, la migration apparaît alors comme un changement d'état ou de condition sociale : il y a rupture entre le milieu de départ et la zone d'arrivée, notamment au niveau des rapports de production.

Aussi, étudier les migrations, c'est apprécier l'efficacité du déplacement sur la perpétuation et la transformation d'une société; c'est mesurer l'effet que la mobilité fait peser sur le fonctionnement et l'évolution des rapports de production.

LES MIGRATIONS LOBI EN COTE D'IVOIRE

Les migrations Lobi qui ont pris place depuis le début du siècle - pendant la période coloniale et depuis l'indépendance - semblent la continuation et le prolongement de mouvements plus anciens.

Conséquence des migrations, l'extension territoriale des Lobi vers le Sud-Ouest de la Haute-Volta et le Nord-Est de la Côte d'Ivoire dure en fait depuis plus de deux siècles. Il s'agit de migrations qui affectent, non des individus, mais des groupements qui cherchent à reproduire un tissu social analogue à celui de leur milieu d'origine.

En ce sens, ni la demande de main d'oeuvre provenant des entreprises coloniales, ni le développement du capitalisme en basse Côte d'Ivoire et son corollaire, l'urbanisation, n'ont eu d'impact direct sur l'ampleur et la direction de ces migrations qui sont restées à caractère rural-rural.

Quels sont les facteurs qui déterminent le départ des Lobi de leur lieu de résidence ? Comment cette société lignagère arrive-t-elle à concilier la dislocation fréquente des unités villageoises avec le fait que tous se reconnaissent Lobi ?

La première étape historiquement connue des migrations Lobi est celle de la traversée de la Volta qui donne à la tradition orale son point de départ. La tradition associe cette traversée aux attaques menées par des «cavaliers invincibles» ; référence probable aux événements qui ont troublé à cette période les royaumes Dagomba et Gonja au Nord Ghana (fin XVIIIème siècle).

Leur infiltration vers la Côte d'Ivoire depuis la fin du XIXème siècle au début de l'occupation coloniale marque le refus d'être soumis au royaume Koulango, maîtres de la terre.

En apparence très organisée, la communauté Lobi s'est forgée une réputation d'archaïsme et de rudesse renforcée par leur résistance à la pénétration française, leur lente soumission aux autorités coloniales.

En retour, le programme appliqué par l'administration coloniale en Haute Volta de façon autoritaire et parfois répressive, devient vite d'assurer la «prise en main d'une population arriérée» ; de «pacifier» le Lobi.

Du côté ivoirien par contre, les Lobi, dont l'implantation est plus récente, bénéficient d'une politique d'intervention modérée en raison de l'intérêt que pouvait représenter leur immigration en grand nombre, tant pour l'économie de la région que pour celle de la ville. Les migrations yers la Côte d'Ivoire s'en trouvent favorisées, notamment dans les années 1920.

Les Lobi deviennent les seuls cultivateurs du pays possédant et produisant les ressources permettant aux autres de vivre. Les autochtones de la région de Bouna, les Koulango laissent en effet les Lobi acquérir les terres. Ce mouvement se perpétue jusque dans les années 1950.

Quelles sont les causes qui ont déterminé l'expansion Lobi ?

On pourra distinguer deux séries de causes en fonction des périodes pré-coloniale et post-coloniale.

Pour la période précoloniale, les récits des Lobi traitent de la recherche de sites fertiles et giboyeux comme étant à l'origine de la fondation de villages. Mais d'autres causes, inhérentes aux structures sociales Lobi peuvent être dégagées.

Un événement particulier dans la vie des Lobi ne prend son véritable sens que dans la mesure où il est le révélateur de certaines relations avec leurs parents, leurs co-villageois et même leurs proches ancêtres défunts.



De fait les causes apparemment économiques et les causes apparemment magico-religieuses ou conflictuelles sont difficiles à distinguer.

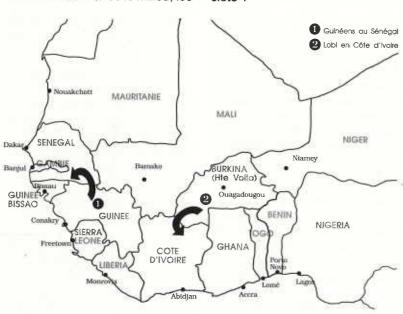
Plusieurs domaines de la réalité sociale viennent par conséquent interférer. Par exemple, l'expression assez vague de «manque de terre» peut recouvrir des situations assez différentes (insuffisance et épuisement des sols, querelle foncière, conflits entre père et fils, etc...); des circonstances fortuites (mort d'un enfant, accident de chasse, ...) qui peuvent rendre inéluctable un départ si elles sont perques comme les signes d'une tension, d'une opposition ou d'un possible désaccord avec le milieu, les

jours mais la recherche de terres vacantes devient plus importante.

A partir des années 1940-50, les cultures nouvelles (igname, riz) deviennent des sources importantes de revenus. de plus, une administration et une fiscalité légère jouent en faveur de la Côte d'Ivoire.

Toutefois, les déplacements n'affectent pas l'existence des Lobi en tant qu'ensemble ethnique : la formation des villages et la résidence s'inscrit dans une certaine durée d'au moins 5 ans.

Les migrations Lobi se soldentelles par une simple extension territoriale ou bien entraînent-elles certaines transformations de la société ?



puissances tutélaires, la terre, les co-villageois.

Rester ou même s'attarder dans un lieu qui n'engendre qu'incidents, maux ou malheurs serait pour les Lobi un début de déraison : selon leurs propres paroles, ils ne sont ni «enchaînés à leurs champs ou à leurs maisons», ni «des arbres pour rester à la même place toute la vie» lorsque tout leur semble devenir néfaste.

Durant la période coloniale, on a vu que la politique coloniale accélère les déplacements vers la Côte d'Ivoire. Les circonstances précédentes, nées entre autres de la vie quotidienne au village et des rapports de parenté, interviennent touLa migration semble répondre à deux ordres de fait souvent indis-sociables: d'une part, elle traduit les rapports institutionnalisés entre les clans (alliés, ennemis) et les conduites sociales prescrites par le clan; d'autre part, elle correspond d'une certaine façon au contexte politique et économique de l'époque dans laquelle elle se déroule.

De fait, les Lobi semblent surtout avoir prolongé, durant plus de 150 ans, les voies tracées par leurs ancêtres à partir de la Volta noire, des voies susceptibles d'éloigner dans l'espace groupes alliés et groupes ennemis. La reproduction de certains mécanismes sociaux (organisation de village, mode d'obtention

de l'autonomie économique) favorise une certaine homogénéité du pays Lobi indépendamment des frontières politiques.

La politique ivoirienne toutefois, favorise, à la différence de la Haute Volta, la modernisation de l'habitat en concessions au niveau des unités villageoises.

En Côte d'Ivoire, les Lobi s'inscrivent également dans une nouvelle organisation du travail (emploi d'une main d'oeuvre salariée) et dans des rapports d'échange commercial avec les populations non Lobi (ignames, riz, bétail).

Les déplacements des Lobi vers le sud de la Côte d'Ivoire répondent à des raisons socio-économiques, mais il existe un autre mouvement périodique et sacralisé : une remontée vers les lieux de la traversée de la Haute Volta, aux sources mêmes de leur histoire.

Ainsi, le passage de la frontière ivoirio-voltaïque n'entraîne pas la création de deux régions différentes: l'insertion des Lobi dans un contexte politique et économique différent n'engendre pas une nouvelle conscience nationale.

Leur système de référence ne s'ajuste pas forcément aux divers moyens qui sont mis à leur disposition pour qu'ils se reconnaissent ivoiriens (carte d'identité, bulletin pour l'élection du député lobi, insertion dans l'économie marchande).

En effet, ils se reconnaissent avant tout comme des «habitants du pays de la brousse», et par là même se distinguent des Lobi installés en Haute Volta, «habitants du pays».

L'IMMIGRATION DES GUINEENS AU SENEGAL

Le Sénégal et la République de Guinée sont deux pays que l'histoire a étroitement liés. Intégrés dans un même ensemble étatique pendant de longues périodes (l'Empire du Mali), ils furent réunis au début du siècle dans le cadre de l'ex-AOF (Afrique de l'Quest Francophone) dans un même ensemble administratif ayant Dakar pour capitale.



Après l'éclatement de la fédération, certains Guinéens (cadres civils et militaires) choisirent de rester au Sénégal. La migration paysanne toutefois, reste de loin la plus importante. Des milliers de paysans fuyant les exactions de la chefferie qui s'était mise au service du système colonial, cherchèrent refuge dans le Sénégal oriental.

Comme pour le cas des Lobi en Côte d'Ivoire, on assiste ici à deux mouvements migratoires correspondant aux périodes pré-coloniale et post-coloniale.

1- La culture de l'arachide au lendemain de la première guerre mondiale fut très demandeuse en main d'oeuvre saisonnière (navétanes) provenant de Guinée et du Soudan, deux territoires d'agriculture de subsistance.

Les indépendances de la Guinée et du Mali (1958/60), le déclin du navétanat n'ont pas stoppé les mouvements migratoires vers le Sénégal; pour raisons internes principalement (inflation monétaire, pénurie, sous-développement chronique, instauration à la campagne de rapports de production de type capitaliste).

La crise économique que traverse la Guinée entre deux guerres eut, de fait, un «effet d'expulsion» sur les paysans. A cette cause principale de fuite du pays ajoutent d'autres (obligation faite aux paysans de s'acquitter de l'impôt de capitation en espèces, alors que le caoutchouc - seul produit de traite - perdait toute valeur commerciale, réquisitions de l'administration pour les «travaux» des chantiers (routes et bâtiments), recrutement militaire). Les griots évoquent dans leurs chants cette «triste époque».

2- Ce premier mouvement migratoire vers l'est du Sénégal était une fuite des exactions de la chefferie sous le régime colonial.

A partir de 1956, on assiste à un changement de direction du mouvement migratoire : les paysans viennent s'installer en haute Casamance. Il ne s'agit plus pour eux de refuser la soumission, mais plutôt de s'intégrer à l'économie et au monde moderne.



AMSELLE, J.L. (Dir), Les Migrations Africaines, Maspéro, Paris, 1976.

BALANDIER, G., Sociologie des Brazzavilles Noires, Presses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1955 (1 ère édition), 1985, Paris.

DENIEL, R., De la savane à la ville, Paris, Aubier, 1968.

RAISON, J.P., «La colonisation des terres neuves inter-tropicales», Etudes rurales, 31, 1968

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale en effet, la «fièvre arachidière» bat son plein. Certes, les causes de l'immigration sont également politiques : les anciennes grandes familles, déclassées socialement par l'accession au pouvoir du PDG (Parti Démocratique Guinéen) en 1956 préférèrent s'exiler plutôt que d'être commandées par leurs anciens sujets.

Mais la majorité des immigrés plus de 2/3 - se recrute dans la classe des paysans pauvres (anciens esclaves, simples cultivateurs et éleveurs). Pour ces derniers, les causes de départ ne sont pas tant politiques qu'économiques. L'échec de l'expérience de coopération agricole (1960-62), les difficultés de ravitaillement, l'inflation et le trafic accrus par la politique d'austérité furent autant de causes qui déterminèrent l'émigration des paysans.

Pourquoi choisirent-ils la Haute Casamance? En raison de la proximité de la région et des conditions de vie très favorables.

Le Guinéen arrivant en Casamance n'éprouve pas l'impression de changer de pays. Le plus souvent, il vient pour retrouver des parents. Il ne change pas non plus de mode de vie. Il habite le même type de case.

Entre les années 1920 et 1930, la construction du chemin de fer reliant Dakar à Saint-Louis incite les

paysans à se rapprocher de ses centres commerciaux : les escales.

La culture d'arachide se répand et, à la fin de la 1 ère guerre mondiale, le besoin en main d'oeuvre saisonnière se fait de plus en plus pressant ; ce jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale : en 1938, sont enregistrés quelques 75000 navétanes.

Comment s'effectue le voyage vers le Sénégal ?

L'expédition concerne tous les jeunes d'une même classe d'âge. Du Soudan ou de la Guinée, ils viennent au Sénégal dans un but bien précis : gagner de l'argent. Les besoins les plus urgents (impôt, mariage, habits) ne s'acquittent en effet qu'avec l'argent des blancs.

Au village, le navétane est considéré comme un membre de la famille, non comme un domestique ou comme un manoeuvre.

Son contrat est de type coutumier, tacite et ne saurait être remis en cause.

Le navétane doit à son jatigi (hôte bienveillant et non patron) quatre matinées de travail effectif par semaine; il dispose pour son propre champ des après-midi et de trois journées entières. Il reçoit du jatigi le logement, la nourriture, un champ d'un hectare au moins, et des outil.

La deuxième guerre mondiale entraîne une chute vertigineuse de



l'arachide. Aussi, dès 1943, le mot d'ordre est lancé par l'administration : «l'arachide pour la victoire» ; et le ton aussi : au Soudan et en Guinée, les navétanes sont recrutés par force.

On trouve ainsi 35000 navétanes en 1945. Les Guinéens deviennent majoritaires par rapport aux Soudanais; la culture de l'arachide s'étend d'autre part à travers tout le Sénégal.

Le navétane cultive l'arachide dans l'espoir de «bien vendre» sa récolte et de se procurer le plus d'argent possible pour payer notamment l'impôt de la famille et engager des dépenses en vue de son mariage. Chaque année, ces besoins se reposent avec la même acuité; aussi, la plupart des navétanes ne peuvent se contenter d'un seul voyage.

Ils entrent, de ce fait, dans un cycle infernal de va-et-vient entre le Sénégal et la Guinée qui ne connaît d'arrêt que lorsque le navétane n'a plus la force de continuer.

Après l'indépendance, le navetanat connaît un déclin. Il se verra supplanté par une migration de type nouveau, concernant les éléments scolarisés qui cherchent à s'employer à Dakar comme domestiques, infirmiers, enseignants, gendarmes, garde-cercles.

En 1961, c'est la suppression officielle du navétanat au Sénégal. En Guinée et au Mali se développait la campagne contre «l'exode des bras valides». L'émigration vers la France devient à ce moment-là un exutoire ; le courant migratoire guinéen vers le Sénégal se tarissant d'année en année.

Cependant, les formes de reconversion des navétanes sont multiples : bien avant l'indépendance et la crise de l'arachide, certains saisonniers avaient cherché à rompre le cycle de va-etvient en se fixant au Sénégal pour longtemps.

Les formes de solidarité dans le village d'accueil, le rôle attractif de la personnalité de l'aîné sont autant de facteurs qui encouragent - ou non-l'installation. Les rapports qui existent entre le navétane et son

hôte sont reproduits pour la production de charbon ou la coupe du bambou.

L'immigration urbaine

On assiste dans la période postcoloniale à une intensification sans précédent de la migration vers Dakar, ex-capitale de l'AOF. Après l'indépendance, une majorité de Guinéens avaient regagné leur pays, dans un élan de fierté nationale, mais beaucoup durent revenir au Sénégal une fois leurs économies épuisées; la situation de la Guinée ne leur permettant pas d'y vivre.

Se trouvent ainsi, des exilés politiques (des milliers d'opposants au régime), des scolaires et universitaires, mais surtout, une masse de jeunes ruraux et de citadins ayant peu ou prou fréquenté l'école francaise.

Après l'indépendance donc, l'immigration urbaine concerne en majorité les hommes jeunes ; la principale cause d'émigration est l'obligation dans laquelle se trouve le jeune paysan d'accumuler suffisamment de biens pour fonder un foyer.

La dot, la cérémonie de mariage, les cadeaux à la famille de la jeune fille:tout ceci coûte excessivement cher, même après la réforme du mariage en 1960.

D'autres raisons d'émigrer viennent se greffer à cette raison principale: le manque de terre, la constitution d'un capital commercial, le besoin de construire une belle case...

A Dakar, le jeune Guinéen non scolarisé trouvera à exercer divers petits métiers journaliers avec quelques mots de Wolof appris pour les besoins de la cause.

Le commerce est le secteur où les Guinéens sont le plus représentés: plus de la moitié d'entre eux y mènent une activité (vente de fruits, de charbon, colportage ..). Le tertiaire est le second secteur: employés de bureau, chauffeur, «boy» dans une famille sénégalaise, libanaise ou française. Les Marabouts et Griots, qui s'étaient exilés au Sénégal aussitôt après la suppression de la chefferie, continuent de

rendre visite aux «gens bien nés», lors des fêtes et cérémonies diverses.

Le problème majeur pour l'ensemble des guinéens installés au Sénégal est de rentrer au pays. La Guinée a longtemps constitué pour le Sénégal un «réservoir de main d'oeuvre» mais les Guinéens exilés restent conscients d'appartenir à une communauté de type nouveau : la nation guinéenne ; qu'ils soient Peul, Malinke, Susu, Konyagi, Basari, Jalouke.

Il était question au début de cet article de développement inégal des régions lors de la période coloniale. Aujourd'hui, 30 ans après les indépendances, ce schéma reste plus vrai que jamais : il n'est que de constater par delà les frontières, un déséquilibre flagrant.

La migration ouest-africaine (mais aussi, bien évidemment nord-africaine) résulte d'un contraste, sans pareil au monde, entre un Nord riche, mais à la démographie léthargique, et un Sud où la croissance de la population exerce une fonction forte sur des économies aux perspectives incertaines.

Cependant, la migration ne répond pas seulement. nous l'avons vu, aux difficultés vécues dans le pays de départ, mais également à l'appel des pays récepteurs. L'économie coloniale a tracé en Afrique occidentale les chemins migratoires qui continuent aujourd'hui d'être empruntés par des populations qui ne demandent qu'à entrer dans l'économie mondiale.

Aussi, le processus migratoire est, au-delà de l'exemple africain, un processus unique : il doit être analysé sous l'angle d'une métamorphose, d'un changement de condition général qui unit structures sociales traditionnelles et rapports socio-économiques nouveaux.

Jorge de la BARRE

(1) Voir AMSELLE, J.L., «Aspect et signification du phénomène migratoire en Afrique», in Les migrations Africaines, Paris, Maspéro, 1976.

Des anciennes galères aux nouveaux galériens

Tout immigré est un ancien colonisé, peut être cet appel au passé aiderait à mieux comprendre ce que nous vivons aujourd'hui.

Je m'attacherai dans les numéros consacrés à l'immigration à décrire les rapports de domination et leur reproduction à travers deux principaux axes historiques : l'esclavage et la colonisation; comment ils déterminent toujours aujourd'hui nos rapports dans la société dite moderne.

Si nous mettons les différents types de rapports de domination dans une perspective historique, nous nous apercevons qu'ils répondent à un certain nombre de critères. Qu'il s'agisse de l'esclavage, du servage, de la domesticité, de la colonisation du sous-prolétariat et du prolétariat, ces produits de la domination, au delà des contextes particuliers, correspondent à des conditions d'exploitation d'un peuple sur un autre, et-ou d'une catégorie sociale sur une autre.

Ces conditions peuvent être résumées en trois principales :

- 1- Le dominé doit participer à son assujettissement (*sujétion*), pour cela l'exploiteur s'évertuera à rendre le «corps docile» (*aliénation*)
- 2- Le gain tiré de l'exploitation doit être supérieur au coût d'investissement dans l'asservissement des exploités (séparation et stratification)
- 3- Le dominateur doit faire apparaître comme *légitime* la domination et tentera continuellement de se justifier (*idéologie et mythologie*)

Dans le système (ou complexe) de la domination ces trois conditions sont intimement mêlées dans le temps et l'espace puisque c'est une de ses caractéristiques de s'ingénier à la con-fusion entre le «faux» et le «vrai», ou encore, entre le mythe et le fait objectif. Je chercherai donc à les séparer dans un premier temps.

Si la troisième condition, l'idéologie, chapeaute l'ensemble, c'est la seconde, l'aspect économique, qui en constitue le pivot et imprime son évolution à la première, la technologie du pouvoir. C'est donc par cette seconde que nous commen-

cerons : le rapport économique constitue l'objet de ce premier article.

Le dominateur est avant tout un exploiteur et le dominé un exploité. Ceci ne veut pas dire pour autant que l'exploitation économique est la seule motivation du dominateur et la seule caractéristique du rapport de domination.

Il existe d'autres aspects que ne couvre pas l'analyse marxiste puisque la relation esclavagiste ou coloniale est avant tout une relation de peuple à peuple avant d'être de classe à classe, et la séparation cause de l'aliénation - dépasse celle d'avec l'outil de production pour rejoindre une séparation absolue, au plus profond de l'être «épidermique».

Le colonisé ouvrier, l'ex-esclave, est doublement exploité : avant tout comme colonisé (ou homme de couleur) puis ensuite comme travailleur. La différence est importante : le dominateur blanc, de même classe sociale, lui aussi exploité, sera comparativement un privilégié car il bénéficiera en tant que Blanc des avantages inhérents au système d'oppression raciale.

En fait, c'est dans la période néoesclavagiste et néo-coloniale qu'apparaîtra une relation de classe à classe à travers la *stratification ethnique*, mais là encore, la classe sociale ne pourra à elle seule, rendre compte de toutes les conditions de l'exploitation.

LES SYSTEMES AUTORITAIRES

Esclavage et colonisation de peuplement

Tant que l'activité humaine était plus destructrice (cueillette) que productrice (culture, industrie), la

10



force du travail humain ne produisait pas d'excédents appréciables. L'étranger était un concurrent et la guerre servait à accroître les zones d'exploitation. L'introduction du bétail, du travail de la terre, des métaux dégagea une production positive: la richesse pouvait naître de l'utilisation du travail d'autrui et corrélativement de l'inégalité de ces conditions de travail. L'étranger devenait une main d'oeuvre potentielle et la guerre constituait un «mode d'acquisition naturel», on chassait les esclaves comme pour la chasse avec les bêtes fauves.

Ainsi est née l'idée «d'homme cheptel»: pareil au bétail, l'homme pouvait être loué ou cédé à bail. Ses risques de fuite étaient couverts par le système d'assurance spécial. Et quand il devenait plus difficile de se procurer des têtes, on développait l'élevage.(1) On établissait encore au 18ème siècle des listes des races d'esclaves avec leurs caractéristiques du point de vue de leur emploi possible.

La facilité de ce mode d'exploitation explique sa longévité puisque ce n'est qu'au milieu du 19ème (1848 pour la France) qu'il fut officiellement aboli mais il continua sous la forme du «travail forcé», lui même aboli en 1946. La déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948 confirma la suppression de toute forme de travail esclave qui pourtant maintient encore aujourd'hui beaucoup d'hommes dans la servilité.

L'esclavage dans la société antique faisait partie de l'économie domestique. Les esclaves formaient la base matérielle du corps social : la cité fonctionnait par eux mais pas pour eux. Il fallait décharger les citoyens des occupations domestiques.

Dans l'ère moderne c'est la colonisation de peuplement qui fournit à l'esclavage une force redoublée produisant une des plus grande déportations humaines de l'histoire.

«Je ne sais pas si le café et le sucre sont nécessaires au bonheur de l'Europe, mais je sais bien que ces deux végétaux ont fait le malheur de deux parties du monde. On a dépeuplé l'Amérique afin d'avoir une terre pour les planter; on dépeuple l'Afrique afin d'avoir une nation pour les cultiver.»(2)

Ainsi les trois traits principaux de la colonisation de peuplement sont : (3)

- le massacre des population autochtones
- la mise en place d'un régime d'autophagie
- la déportation des populations d'Afrique

La politique de la terre brûlée est systématique dans les entreprises coloniales sauf quand évidemment le Blanc n'a pas la supériorité démographique ou militaire.

L'évêque Bartholome de Las Casas raconte en 1620 l'histoire de la conquête de Cuba par les espagnoles : «Les hommes (indiens) mouraient au travail et faim en les mines et les femmes en labeurs des terres; ainsi se perdait entièrement l'Île en peu de temps. C'était la vraie mode d'extirper le genre humain par tout l'univers».

Face à la disparition des Caraïbes et populations amérindiennes par l'implantation et le développement de gigantesques plantations (canne, tabac, coton, caoutchouc) qui brûlaient la terre et anéantissaient ceux qui étaient forcés à la servir (autophagie), une main d'oeuvre extérieure, abondante et servile fut exigée.

La traite permit de remplacer le travail des Indiens décimés par celui des Noirs. Elle fut invoquée

Le colonialisme sous Bonaparte

La politique colonialiste aux Antilles de Bonaparte représente une illustration exemplaire

C'est la question économique, sous le consulat de Bonaparte au début de l'année 1802, qui sert de prétexte à la répression la plus sanglante que connurent les Antilles.

Les colonies sont vues avant tout comme un moyen d'enrichir la métropole. Les Antilles, en 1787, représentent 30% du commerce totale de la métropole, 2/3 de son commerce extérieur.

En guerre avec les anglais, la France n'a pas la maîtrise des mers, c'est naturellement que les Antilles développent les échanges avec les Etats Unis. En échappant à la préférence nationale sur le plan économique («Exclusive»), elles renforcent leur sentiment d'indépendance.

L'abolition de l'esclavage par la Convention le 4 février 1794 contribue à unifier ce sentiment, même si la volonté des ex-esclaves devenus cultivateurs se heurte au maintien des grandes propriétés et de l'économie coloniale qui privilégie la culture d'exportation à la culture vivrière.

Une fois la paix avec les anglais signée, plus rien n'empêche Bonaparte d'assouvir sa soif de domination.

Malgré les nombreuses tentatives de dissuasion insistant sur le caractère désastreux d'une campagne militaire sur le plan humain et économique, l'inefficacité d'un assujettissement des Noirs qui ont conquis leur liberté, les contradictions avec la morale républicaine héritière de la Révolution, Bonaparte, en s'engageant dans une répression sanglante, révèle le caractère ouvertement raciste de sa politique. (6)

Sous le prétexte de refuser le mouvement d'autonomie des Antilles qui se dirige vers une indépendance (sans instituer cependant une rupture avec la France qui reste une référence), se dévoile la volonté à peine cachée du rétablissement de l'esclavage sous la domination d'un système colonial pur et dur.

Plusieurs généraux s'emploient à la destruction systématique des Iles.

Accueillis souvent cordialement - car il n'est pas concevable que la France trahisse l'idéal républicain et bafoue les droits de l'homme -, ils font entendre la seule parole qu'ils connaissent, celle des canons dont la philosophie rudimentaire se résume à «un bon nègre, est un nègre mort».

Le massacre des populations noires offre un argument pour la reprise de la traite des indigènes d'Afrique, première étape vers le rétablissement de l'esclavage qui est décrété le 19 mai 1802.

La politique consulaire puis impériale qui dirigea ce drame, ne fut pas le seul fait d'un homme mais aussi d'un système économique et idéologique qui imprima sa marque bien après le départ du dictateur et l'abolition définitive de l'esclavage par le décret du 4 mars 1848. (7)

Une loi fédérale interdit à partir de 1808 l'importation d'esclaves aux Etats Unis. Les plantations, se livrèrent à l'élevage humain pour pouvoir revendre le surplus sur le marché.

⁽¹⁾ Si le prix de l'homme importé coûtait plus cher que son entretien, on développait l'élevage. Dans les colonies portugaises on demandait aux femmes un enfant par an : «le ventre qui donne des enfants est la partie la plus productive de la propriété esclave» (Manifeste esclavagiste au Brésil).

⁽²⁾ Bernardin de St Pierre (Voyage à l'Île-de France, lettre XII) , 18ème siècle.

⁽³⁾ Si toutes les Amériques connurent une colonisation de peuplement, les principaux pays d'importation des noirs sont les Etats Unis, le Brésil et les Antilles.



comme une décision «humaine» pour préserver les autochtones survivants à l'oppression et les maladies des Blancs. Le même Evêque Las Casas cité précédemment - pris entre la défense des indiens et la pression des colons cherchant des captifs-, justifia et recommanda le trafic des premiers bâtiments négriers.

La traite offrit donc le plus simple moyens de se procurer un cheptel humain, d'où l'importance pour les grandes métropole de garder des comptoirs («établissements») en Afrique qui assuraient la traite des marchandises humaines (Golfe de Guinée pour la France) : ces établissements sont nécessaires au «transport de ce qu'il y a excédent à la population africaine pour remplacer dans nos îles ce qui manque à la population des cultivateurs». (4)

Entre 1776 et 1800 on estime à 74000, le nombres d'esclaves importés par an dans les colonies du Nouveau Monde. La population noire aux Antilles françaises atteindra environ 630000 en 1789. Bien que le chiffrage total soit difficile, on évalue entre 5 et 12 millions le nombre d'hommes introduits d'Afrique dans le Nouveau Monde. (5)

Colonisation d'exploitation

Si la colonisation de peuplement concerne essentiellement le continent Américain (et Antilles), la colonisation d'exploitation touchera l'Afrique et l'Asie.

L'histoire coloniale française connaît plusieurs époques. Les premières bases sont lancées avec François 1er en 1540. Mais c'est l'époque impérialiste qui débute vers 1830 et dont l'apogée se situe vers 1930 qui nous concerne pus directement.

La colonisation, «consiste dans la domination d'une race par une autre en vue de l'exploitation à la fois du pays colonisé et de la main d'oeuvre dominée.»(8)

Pour arriver à ses fins, elle cherche à s'implanter durablement, elle veut «habiter» le pays. Elle emploiera pour cela différente formes d'assujettissement afin de rendre irréversible le processus de domination. Ce qui compte c'est la structure sociale domination-subordination: «Le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison. Il est de violence à l'état de nature et ne peut s'incliner dans une plus grande violence». (9)

Le pacte colonial

La domination s'opère sur deux niveaux : du colon vers le colonisé et de la métropole vers la colonie.

L'idée coloniale se fonde sur l'intérêt. Ce qui importe, c'est le dégré d'utilité, la somme d'avantages et de profits devant en découler pour la métropole.

Ainsi, une grande partie de l'économie de la colonie est tournée vers la «mère patrie» qui cherche par une politique protectionniste et un développement orienté (produits manufacturés pour la métropole contre denrées premières pour la colonie) à tirer le maximum de profit. C'est l'esprit du pacte colonial: Il faut «décourager par avance les tentatives industrielles qui pourraient se faire jour dans nos colonies, obliger en un mot nos possessions d'Outre Mer à s'adresser exclusivement à la métropole pour leurs achats de produits manufacturés, et remplir, de gré et de force, leur office naturel de débouchés réservés par privilège à l'industrie métropolitaine». (10)

La bourgeoisie colonisée
Cette domination économique s'accompagne d'une panoplie de moyens d'asservissement empêchant la formation d'une élite.

La bourgeoisie colonisée ne sera parune bourgeoisie d'encadrement et inventive, liée à l'industrie, mais une bourgeoisie administrative et marchande inféodée au pouvoir blanc:

«La bourgeoisie est avant tout le produit directe de réalités économiques précises. Or dans les colonies, la réalité économique est une bourgeoisie étrangère. La bourgeoise (colonisée) est sous développée, sa puissance économique est presque nulle». (11)

Ceci explique, pour une part, qu'à leur libération, les pays «indépen-

dants» entrèrent directement dans le néo-colonialisme. Le faible développement des industries de transformation, et l'absence des cadres nécessaires à son développement, les rendaient tout autant dépendants de l'ex-métropole. Ainsi Fanon (1961) continue sur la bourgeoisie en ces termes :

«Elle est une bourgeoisie sans esprit tournée vers l'Europe : les bénéfices énormes qu'elle retire de l'exploitation du peuple sont exporté à l'étranger.»

La concentration urbaine

A l'exception de l'Afrique du Nord marquée par une volonté d'investir la campagne, l'implantation des Blancs se limite aux villes, en Afrique équatoriale, la plupart sont entièrement des créations de la colonisation. La migration des populations rurales augmentera le sousprolétariat urbain, achevant de détruire les structures culturelles et sociales des peuples colonisés :

C'est la «fraction de la paysannerie bloquée à la périphérie urbaine, celle qui n'a pu encore trouver un os à ronger dans le système colonial. Cette cohorte d'affamés détribalisés, déclanisés constitue l'une des forces la plus spontanément et la plus radicalement révolutionnaire d'un peuple colonisé... Elle signifie la gangrène, le pourrissement irréversible installé au coeur de la domination coloniale». (12)

Profits et contrôle

Le souci du pouvoir métropolitain est de perdre le moindre d'argent possible dans l'investissement colonial. Il développera le protectorat, et les administrations régionales (gouverneurs), cherchera à faire progresser une autonomie partielle des colonies tout en maintenant sous le joug les colonisés :

«La plus grande somme d'indépendance administrative, économique et financière qui soit compatible avec la plus grande dépendance politique possible». (13)

En fait, ce sont les milieux d'affaires privés qui tireront profit plus que l'Etat, de la colonisation. La transformation des capitaux publics en capitaux privés bénéficia plus



au contribuable qu'à l'industrie ou le commerce.

Les assimiliasionistes rêvaient de transformer toutes les colonies en départements français, les intégrationnistes imaginaient une citoyenneté partagée. La réalité est plus prosaïque : l'assujettissement prima sur l'autonomie.

L'apartheid

L'apartheid est un cas à part, à la fois un archaïsme et l'aboutissement absolu de la domination. Aujourd'hui l'apartheid est aboli officiellement, mais la route sera longue pour qu'il le soit dans les faits et les mentalités.

Les premiers Blancs arrivèrent en Afrique du Sud en 1652. Ils appartenaient à la compagnie hollandaise qui faisait route vers les Indes. Des calvinistes hollandais et Huguenots français commencèrent à s'établir en tant que fermiers.

Les familles protestantes vivent une politique d'isolement autour du culte familial séparé des serviteurs et esclaves noirs

En 1806 la colonie tombe aux mains des anglais qui suppriment l'esclavage en 1828 et établissent un gouvernement où, en 1858, les Noirs peuvent être représentés. Les mines de diamant et d'or sont découvertes (respectivement en 1870 et 1896). L'économie en sera transformée (transports, villes, industries), rendant nécessaire l'embauche d'une main d'oeuvre africaine (bantoue)

Deux tendances se dégageaient :

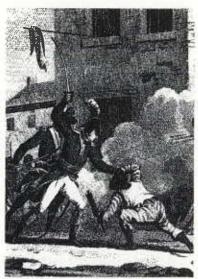
- le libéralisme anglo-saxon dont l'intérêt est de garder une main d'oeuvre mal payée (migration bantoue dans les villes). C'était une société de type concurrentielle et de stratification raciale.
- le racisme afrikander traduisant l'intérêt des ouvriers blancs (anciens cultivateurs spoliés de leur terre) et boers. Ils voulaient enga-

ger une société de type paternaliste de défense des valeurs occidentales regroupées autour de la famille (seff-preservation) qui exclue totalement l'africain.

La stratégie des boers l'emporta à partir de 1924 sur celle des anglais, marquant la politique de l'apartheid.

Elle est présentée par les afrikanders comme une possibilité de développement séparé «respectant» la culture bantoue face à «l'agression» du capitalisme sauvage. Il s'agissait surtout pour les Blancs de préserver leur culture et leur race.

La séparation des peuples et de leur civilisation se fait donc au nom de la non-discrimination, des relations plus «harmonieuses» entre des groupes «autonomes».



Le général Gobert à la Guadeloupe en 1802 (gravure anonyme)

La ségrégation doit s'effectuer dans l'égalité. L'apartheid se veut donc l'apologie d'une véritable intégration séparée reposant sur la coordination des industries et des agricultures bantoues et non bantoues en un seul marché. C'est en réalité la volonté de rendre permanente l'inégalité des opportunités, mettre les Noirs dans une situation perpétuelle d'infériorité.

LES RELATIONS DE DOMINATION

L'évolution économique poussait à une remise en cause des systèmes traditionnels esclavagistes et coloniaux. A court terme, elle allait signer la mort du premier et une profonde mutation chez le second, prélude à la décolonisation. L'important était alors de garder en vigueur les principes du rapport de domination nécessaire à toute exploitation. Il s'agira en fait d'un transfert du système de domination d'une société archaïque à une société en voie de modernisation (première moitié du 20ème siècle). Les propriétés du système resteront donc inchangées.

Seront préservées les trois principales : la soumission de l'exploité, la hiérarchisation dans la relation de travail, le gel (ou le contrôle) de la mobilité sociale et spatiale des groupes dominés.

L'exemple de l'abolition de l'esclavage cité comme avancée du «progrès humain», ne sera qu'un leurre dont se joueront les dominateurs.

Suivant le genre de société vont se conformer des types de relations. La relation paternaliste correspond aux régions peu industrialisées post-esclavagistes ou colonialistes où le modèle familial traditionnel s'impose (Est du Brésil, Sud des Etats Unis, et colonies)

La relation concurrentielle constitue une adaptation à la société industrielle centrée autour des zones urbaines.

La relation paternaliste

L'abolition de l'esclavage réduisait de fait l'éloignement social imposé par le lien de servitude. La relation paternaliste permettra de maintenir l'écart utile à l'exploitation économique et garantir la stabilité du système.

Ainsi la relation paternaliste préserve la rupture instaurée par l'esclavage dans la division du travail,

- (4) Forfait, ministre de la marine, octobre 1801.
- (5) Estimations tirées de R. Bastide, Les Amériques Noires, 1967.
- (6) Pour la Guadeloupe, la plus basse estimation fait état de 10000 victimes soit 10% de la population Noire de l'île. (Estimation tirées de Y. Benot, La démence coloniale sous Napoléon).
- (7) La Révolution de 1848 libéra par ce décret 500000 esclaves.
- (8) Bastide, Le prochain et le lointain, 1970.
- (9) F. Fanon, Les damnés de la terre, 1961.
- (10) Méline, chef du gouvernement entre 1896 et 1898.
- (11) F. Fanon, Les Damnés de la terre, 1961.
- (12) F. Fanon, op. cit.
- (13) Jules Harmand, Domination et colonisation.

Mémoire

le niveau de vie, l'éducation, elle se comprend comme une continuation de la société esclavagiste.

Grâce au maintien de l'écart social, le groupe dominant reste une classe homogène tandis que le groupe dominé est maintenu dans un statut déterminé : toute forme de lutte, de compétition, de mobilité collective est rendue impossible.

Le paternalisme institutionnalise la relation de domination en assignant à l'ancien esclave ou le colonisé ce qui doit être sa place et le «savoir rester à sa place».

Le rôle du préjugé sauvegardera l'écart en adaptant simplement les anciens stéréotypes esclavagistes aux nouvelles conditions d'exploitation. D'institution légale, l'esclavage évoluera en tant qu'institution idéologique. Il se produit une institutionnalisation des attitudes par le truchement de l'éducation scolaire, familiale ou des partis politiques : «Il y a une homogénéité des représentations collectives, des valeurs et des idéaux de relations inter-raciales constituant un pattern des relations raciales héritées de l'esclavage». (14)

Malgré l'évolution technologique ce type de relation se maintiendra dans les zones rurales des plantations, formant des poches de résistance. Dans cette résistance, la structure familiale joue un rôle important. Elle est constituée comme un îlot blanc, «gardienne de l'intégrité et de la pureté».

La relation concurrentielle

Le capitalisme industriel imposa sa logique : ce n'est pas sous l'impulsion d'une morale charitable mais par nécessité économique que la société esclavagiste s'effondra. (15) Le salariat permit d'accroître la capacité de consommation indispensable à l'écoulement des produits. Face aux nouvelles technologies et organisations du travail, le capital, mobilisé dans l'achat et la manutention des esclaves, se révèla improductif, l'esclavage inadapté. Le travail libre, l'investissement publique ou privé. se montrait plus lucratif.

La révolution industrielle allait bouleverser les données : phénomène urbain, elle produisit des flux migratoires en direction des villes et un brassage des populations.

La possibilité d'ascension sociale pour un nouveau prolétariat de couleur instaura une rel a t i o n concurrentielle.

Ainsi nous passons de la relation figée du paternalisme, aux mouvements de

poussée de la compétition, du statut quo social, à la mobilité sociale verticale.

La classe dominante se devait d'instaurer de nouvelles barrières (mentales et morales) pour garder le pouvoir. Elle s'attachera à réduire la liberté de locomotion sociale gagnée par la l'abolition de l'esclavage.

Aux Etats Unis, il n'y aura pas de possibilité de mobilité individuelle dans une société globale mais une ascension à l'intérieur du groupe de couleur dans une société ségréguée. La qualité et la qualification de l'individu se heurtera aux mesures discriminatoires établis par le Blanc afin qu'il puisse garder la direction de la société.

Si le Noir passe du lumpenproletariat au prolétariat, son ascension est contrôlée par le pouvoir blanc. Le préjugé racial jouera encore son rôle de sécurité-tampon. Notons ici que la notion de race prend la dimension de race sociologique et non biologique. Il s'agit en quelque sorte de classe de couleur en tant que symbole d'appartenance à une minorité exclue de la communauté nationale.

C'est l'origine, non les conditions personnelles, qui rentre en compte. Le préjugé racial permet de fixer une exclusion inconditionnelle.

Le groupe de couleur subit une double domination, en tant que prolétaire et en tant que non-Blanc; à la classe sociale s'ajoute une stratification raciale.

Dans cette répartition stratifiée qui inflige une distinction sociale, les Blancs jouiront d'un statut supéPour en savoir plus

Bastide Roger, Le prochain et le lointain, Cujas, 1970 Bastide Roger, Les Amériques Noires, Payot, 1967 Benot Yves, La démence coloniale sous Napoléon, 1992 Dacy Elo, L'actualité de Frantz Fanon, Karthala, 1986 Fanon Frantz, Les damnés de la terre, Maspéro, 1961 Memmi Albert, L'homme Dominé, Gallimard, 1968

> rieur (même si seulement une minorité de ce groupe possède les reines du pouvoir) ; les dominés dans les zones de couleur connaîtront un statut plus bas.

> La stratification raciale permet de lier préjugés de race et discriminations sociales (préjugé de classe) : fonction de l'individu et position dans la hiérarchie du travail.

Bastide (1970) résume ainsi la stratification raciale : «Dans une société multiraciale, il faut empêcher le Noir, de franchir les limites des classes. La création de castes endogames, fermées, à pour fonction de maintenir ce système de classe stratifié, dominé par la classe blanche.»

Ce sera entre le groupe blanc en bas de l'échelle sociale et le groupe de couleur en ascension sociale que la lutte et la discrimination seront des plus féroces. Il s'agit de défendre son intérêt en tant que strate ethnique dans une concurrence multiraciale.

«Nous nous trouvions dans une société raciste où l'homme noir ne pouvait manger dans un même restaurant qu'un Blanc, loger dans le même hôtel; où des chiens policiers étaient lancés à l'assaut des lycéens, où des bombes criminelles éclataient dans les églises, où le Ku Klux Klan lynchait impunément; bref une société reproduisant sur une discrimination raciale, économique, politique, un apartheid à l'échelle d'un continent.» (Atlanta, 1961) (16)

Dans une autre société néoesclavagiste, le Brésil, les gens de couleur pouvaient accéder aux emplois suivant leurs qualifications à condition qu'ils deviennent



«Blancs», c'est à dire qu'ils acceptent les valeurs des Blancs. La seule porte de sortie dans la voie de l'ascension passe donc par le reniement de son groupe : c'est le processus d'aliénation du blanchiment.

Il y aurait donc une différence entre le modèle brésilien et le modèle nord américain. Au Brésil, une certain mobilité individuelle est possible mais elle est contrôlée dans le choix des individus et le canal d'ascension. Les critères de mobilité choisis par le Blanc sont la couleur de la peau, la fortune, le type de profession, l'instruction, l'éducation morale.

La distinction est basée sur un préjugé de couleur alors qu'aux Etats-Unis il s'agit d'un préjugé de race.

NOUVEAUX ESCLAVES

Quelle pourrait être la présentation de l'esclavage et l'esclave moderne ?

L'esclavagisme moderne n'a pas de corps, il doit bien exister des maîtres mais ils ne sont pas responsables, personne d'ailleurs n'est responsable des conditions abjectes de l'oppression! L'oppressé est seul, l'oppresseur est anonyme: le personnage classique du dominant (plus d'affrontement directe) s'est effacé au profit d'une intériorisation: jeu de substitution, d'apparence, de masques, de dissimulation.

L'esclave a perdu les signes physiques de la soumission mais en garde toujours les stigmates. On ne lui coupe plus les oreilles ou le jarret s'il tente de s'échapper. Le problème aujourd'hui n'est pas de s'échapper mais de savoir où aller. Car l'esclave moderne ne gagne ni en mobilité verticale (hausse de statut et rémunération), ni en mobilité horizontale (possibilité de quitter les zones-ghetto). Bref sa «liberté» généreusement octroyée par le maître est factice dans le pays «des Lumières, des Droits de l'homme et de l'Universel».

La société coloniale, figée dans la relation paternaliste impose une rupture : «on est riche parce que Blanc, Blanc parce que riche». (17) La société néo-esclavagiste, bouleversée par l'industrialisation, contrôle la relation concurentielle: «Le Nègre riche est un Blanc, le Blanc pauvre est un Nègre». (18) Ainsi, que cela soit sous le régime de la séparation ou de la stratification, c'est une nouvelle fois la couleur ou la race sociale qui prédominent dans le rapport économique.

Tant pis pour ceux qui prétendent que nous vivons dans une ère de liberté et accuse de paranoïa dès que l'on parle de dominateurs. Je dis que le «maître» est toujours là car l'homme de couleur doit toujours se définir par rapport au Blanc, dans sa relation de travail comme dans n'importe lequel de ses gestes.

On pourrait me rétorquer que les conditions ont quand même changé depuis les temps les plus sombres de l'esclavage. Mais les conditions économiques sont une chose, la manière dont on vit sa situation d'opression en est une autre ; et elle est toujours dramatique.

Ce n'est pas par hasard si les termes «galère» et «galérien» sont devenus des mots à la mode dans nos banlieues. Ils désignent l'inaction ou plus exactement la nonaction de la jeune génération «Black-Blanc-Beur». En cela le monde de la galère rend impossible toute mobilité sociale mais aussi toute mobilité mentale. C'est pourquoi nous devons parler d'oppression, une oppression dans les fibres de l'être qui atteint son image (stigmatisation), son passé (amnésie culturelle collective, «passage au blanc») et donc son avenir, sa relation à la cité (lumpenproletariat), une oppression absolue. (19)

Si la condition ouvrière est devenue la condition d'oppression de l'ère industrielle, la condition «galérienne» devient la condition d'oppression de l'ère «post-moderne».

«Lorsqu'un opprimé fait le tour de son expression, elle lui devient inévitable». (20) Ainsi peut-être voyons nous une lumière sous la porte si les galériens se définissent en tant que groupe social et affirment leur identité «d'ethnie sociale».

C'est ce qui semble en train de se passer : une prise de conscience culturelle et politique face à une stratification raciale. Ce mouvement s'oppose inévitablement et s'opposera de plus en plus aux préjugés, le racisme fleurissant est là pour en témoigner.

Le préjugé témoigne que cette stratification correspond bien à des conditions objectives. Le travailleur immigré était considéré comme étranger avant d'être ouvrier porteur de revendications, le galérien est considéré comme de la «deuxième ou troisième génération» avant d'être jeune porteur de lutte.

Si la condition économique joue son rôle, elle ne peut englober à elle seule tous les caractères de l'oppression. Le capitalisme a détruit le sens de l'activité humaine (rapport hommes - moyen de production) mais le colonialisme a détruit le sens de l'homme lui même. Et cette aliénation, si elle touche en premier le dominé, n'épargne pas le dominateur.

«II faut réhabiliter l'homme, réintroduire dans le monde l'homme total» nous dit Fanon (1961). Mais est-ce que l'Europe peut encore le faire? C'est un défi que nous pouvons que relever!

Hugues Bazin

⁽¹⁴⁾ Bastide, op.cit.

⁽¹⁵⁾ Ainsi, au Brésil, l'abolition du travail servile en 1888, n'a pas été le résultat de la révolte des noirs, ni le fruit des bons sentiments. Il a été une affaire de blancs.

⁽¹⁶⁾ E.B. Dongale, intervention au colloque de Brazzaville, 1984.

⁽¹⁷⁾F. Fanon, op. cit.

⁽¹⁸⁾ Bastide, op.cit.

⁽¹⁹⁾ Je reviendral dans un prochain article sur les carences constituant la situation du dominé et les moyens de son asservissement.

⁽²⁰⁾ A. Memmi, l'Homme dominé, 1968.

Tu m'as demandé dans une de tes lettres de te fournir des informations au sujet de l'éducation en France.

Je vais dans les pages qui suivent, l'expliquer les différents traits éducatifs par lesquels se caractérise l'éducation des enfants. J'essaierai ainsi de te décrire leurs mécanismes. Je dois te dire tout de suite qu'ici les choses se passent autrement et ne sois pas choqué si j'utilise des phrases courtes; on nous a appris ici, à être bref et extrêmement terre-à-terre.

Je suis d'ailleurs un peu perplexe à ce sujet, car lorsqu'on est trop bref. on ne comprend pas toujours le contexte dans lequel on formule une phrase ou un message. Cela m'amène à te dire que la brièveté généralisée à laquelle je fais allusion constitue la caractéristique relationnelle des dialogues et des rapports inter-individuels. Elle est brève, voire inexistante la communication. Enfin, c'est une autre forme de la communication.

Tu ne vas peut-être pas me croire mon cher, mais sache que j'ai vecu pendant trois ans dans un petit immeuble de quatres étages sans jamais avoir vu mes voisins. Un jour j'ai voulu aller demander un fer à repasser à mon voisin la famille chez qui je vivais, m'a fait comprendre que cela ne se faisait pas en France. Ce serait dérangeant m'a-t-elle dit. Evidement je ne vais pas généraliser cette situation.

Cependant, mes parents dans leurs lettres me demandaient de transmettre leur bonjour à tout le monde, y compris mes voisins (comme c'est la tradition chez nous). Je sais que tu as appris comme tous les autres lycéens l'Histoire de la France. Je vais tout de même t'expliquer certaines choses que j'ai pu vérifier et constater de près. La France, mon cher, est un très beau pays. Paris possède des quartiers très chics: elle est en effet, comme nous l'avions appris lorsque nous étions à l'école, comme la «mariée du monde». Mais ce que je ne savais pas, c'est qu'on y trouve aussi des endroits très pauvres et démunis où les populations vivent dans cette misère que l'on attribue en général au Tiers-monde.

Je rencontre de plus en plus de gens de tout âge qui mendient. Un des lieux les plus fréquentés par les pauvres est le métro. Ceux qu'on appelle «clochards» y siègent, souvent installés sur les bancs. Ils font partie du décor au milieu d'innombrables affiches publicitaires. Je reviendrai plus loin sur le phénomène de l'affiche.

En règle générale, les gens ne parlent pas dans le métro. Si vous êtes accompagnés, vous devrez faire très attention à ne pas parler fort, cela pourrait grandement déranger la non-communication et le silence criant.

A titre d'exemple, la ligne Nation-Porte Dauphine par Barbès qui traverse Paris d'Est en Ouest passe des quartiers les plus démunis aux plus friqués. Cela se traduit par une remarquable disparité des gens qui l'empruntent.

Dans les grandes villes comme Paris, les gens s'invitent encore mais ils préfèrent se rencontrer au restaurant. Tandis que dans les petites villes la tradition du repas chez soi demeure.

Depuis quelques années, je vois que les grands projets de constructions urbaines vont dans le sens d'une destruction totale de logements souvent occupés par les immigrés. La

politique du logement à Paris oblige les populations, étrangères ou défavorisées, à quitter la capitale française pour la périphérie. Elles émigrent à nouveau vers les grandes banlieues créant ainsi de nouveaux ghettos.

Tu ne me croiras pas: j'ai vu beaucoup de familles nombreuses habiter dans des petits logements parisiens d'à peine 10 à 15 mètres carrés.

On dit qu'à Paris il n'y a pas assez de logements pour tout le monde et j'ai vu ces dernières années des dizaines de familles camper pendant des mois en plein coeur de Paris pour obtenir un toit. Dans le même temps, des milliers d'appartements appartenant à des gens riches sont vides. Ceux-là, possedent des villas ailleurs.

Les grands projets architecturaux ont changé la structure humaniste de Paris. Des grands immeubles en béton sont construits, il en résulte des locaux commerciaux dont personne ne veut, des centres commerciaux sans vie...

J'ai peur qu'à cette allure, on ne coure à la catastrophe sociale.

Mon cher frère, tu ne me croiras jamais si je te dis qu'à Paris il n'y a pas de terre. Pour nous qui sommes attachés à la terre, cela est un handicap. La plupart des quartiers des banlieues sont d'ailleurs très difficile à habiter. On n'est pas si loin de Los Angeles!

Barbés ressemble à Marrakech ou à Brazaville et le magasin «TATI» dont la clientèle est à plus de 90% étrangère a très peu de personnel étranger.

D'ailleurs, dans beaucoup d'administrations où on traite le dossier «d'insertion» des étrangers, très peu d'immigrés siègent aux organes de décision.

Les français portent une grande importance aux vêtements, à la nourriture, aux vacances et aux voitures. Revenons mon cher au vif du sujet. Pour toutes ces questions diverses, on en parlera plus tard.

Je pense que le racisme «ordinaire» vient souvent de l'ignorance. La méconnaissance de l'autre, de son histoire, de sa culture, de son identité, de sa réalité, voire de son existence.

A ce manque d'informations s'ajoute une désinformation. Dans ce cas ce n'est pas l'ignorance qui prévaut mais l'information erronée. Dans une perspective éducative, les deux cas peuvent avoir des conséquences très graves tant pour la construction de la personnalité des individus que pour l'instauration d'une communication.

L'ECOLE, L'EDUCATION CIVIQUE:

Jules Ferry a rendu l'école française gratuite, obligatoire et laïque. L'école ici, mon cher ami, joue un rôle important dans la vie des gens. Les enfants passent plus de temps à l'école qu'avec leurs parents.

La plus grosse institution français; l'école est devenue le passage obligé pour la «réussite» sociale. De nombreuses réformes gouvernementales ont été proposées par les gouvernements successifs.

Les seuls endroits où les enfants peuvent jouer, sont les cours d'école, les petits parcs construits dans chaque arrondissement de Paris. Les enfants ici mon cher, ne peuvent pas toucher la terre, ils ne peuvent pas la sentir, il n'y en a pas!

Je vois des milliers de femmes emmener leurs bébés dans les crèches. Ces enfants sont souvent réveillés très tôt: entre 6H et 6H30 du matin. Tout est ici très organisé et dans certaines situations, cela ressemble à l'armée. Ces enfants sont complètement déstabilisés. Ils doivent apprendre dès leur plus jeune âge, les règles de vie que leur impose le système socio-économique en vigueur.

C'est peut-être pour toutes ces raisons que les français n'ont

pas beaucoup d'enfants.

D'ailleurs, mon cher, il n'y a pas assez de crèches pour tout le monde. Souvent, les enfants issus des familles défavorisées ne peuvent pas avoir de place en crèche.

L'enseignement de l'Histoire à l'école est essentiel. Il permet aux enfants une ouverture sur le monde et une connaissance des évènements historiques de notre planète. J'ai pu constater mon cher, qu'à l'école on n'expliquait pas aux enfants les vraies raisons pour lesquelles certains pays ont été colonisés. Rien n'est dit sur les vraies causes de l'esclavage. On ne veut pas que les enfants apprennent les mécanismes par lesquels certains pays ont été orientés vers le sous développement.

La guerre d'Algérie est le sujet par excellence tabou. Quant à la guerre contre l'Irak, on n'a rien voulu dire aux enfants (souvent trop curieux) qui ne comprenaient pas pourquoi du jour au lendemain Sadam Hossein, l'enfant chéri de l'Occident devenait détestable aux yeux de ceux qui l'ont aidé pendant 8 ans dans sa guerre contre l'Iran. Les enseignants devaient rester muets et faire en sorte que les élèves ne discutent pas sur ce sujet.

Ici aussi comme chez nous, on dit que la vérité sort de la bouche des enfants : en tant qu'élèves ils cherchaient à comprendre les jeux et les enjeux de cette guerre qui n'allait certainement pas ramener la démocratie au Koweit - le Koweit dont personne ne connaissait l'existence. Ici, mon cher, l'enseignement de la Géographie dans les établissements scolaires se limite à certains pays. Souviens-toi lorsque nous étions à l'école. Nous apprenions beaucoup de choses sur tous les pays du monde (sans exception). Je sais que cela n'est pas le cas pour tous les enfants européens. Cela dit, l'enseignement de l'Histoire-Géo, ne se limite pas qu'à çà.

Ici, mon cher, on ne manque pas d'écoles. Les enfants ne souffrent pas du froid. Ils ne sèchent pas l'école pour aller travailler dans les champs, assurer le gagne pain de la famille. Les enfants, ici, ne sont pas soumis à une éducation qui s'inscrit dans une logique, en faveur de telle

ou telle dictature en place.

Et pourtant, tout n'est pas rose ici. Les problèmes

scolaires sont différents.

Il y a des quartiers plus pauvres que d'autres. Ils regroupent toute une population défavorisée, le taux d'échec dans les écoles de ces quartiers est plus important que dans les établissements scolaires des endroits riches. Beaucoup d'écoles se trouvent dans des Zones d'Education Prioritaire. La création par le pouvoir public de ces Z.E.P souligne officiellement les inégalités économiques, sociales et scolaires. Souvent dans ces écoles-là, sont regroupés un pourcentage assez considérable d'enfants immigrés.

Je ne sais pas comment sont les autres pays européens, mais en France, je peux dire que des milliers de tonnes de papier inutilisées se trouvent parfois dans les poubelles. Du gâchis, du gaspillage. Alors que les enfants des pays comme les nôtres, faute de papier, n'ont leurs livres scolaires que quelques mois après la rentrée scolaire, ou

même pas du tout.

L'instruction Civique est une matière obligatoire. On apprend aux enfants le système de vote, les modalités des différentes élections en France et les règles de la vie démocratique.

On leur explique que la France est une des plus importantes démocraties de la planète. On leur explique la grande et glorieuse Révolution française. On leur dit

qu'en France tous les hommes sont égaux...

Mai sais-tu mon cher, que les parents de ces enfants immigrés ne peuvent même pas voter en France, qu'ils ne participent à aucune élection? Ce qui n'empêche pas que ces familles paient leurs impôts comme tout le monde. Je ne sais pas ce que peuvent ressentir ces enfants à l'écoute de ce cours, ...

Au lendemain d'une élection importante, mon cher, j'ai entendu une conversation entre deux petits garçons (Michel et Mohammed, tous deux nés en France). Michel annonçant que ces parents avaient voté pour F. Mitterand, voulait dans sa curiosité enfantine savoir pour qui les parents de Mohammed avaient voté. Il a répondu: «je ne sais pas».

L'histoire veut qu'il y ait beaucoup d'enfants africains, à qui on dit que leurs ancêtres étaient des Gaulois. D'ailleurs dans beaucoup d'écoles africaines, l'enseigne-

ment se fait en langue française.

Il y a deux ans, dans la banlieue parisienne, un maire a refusé d'inscrire des enfants étrangers dans les écoles de sa ville car selon lui trop d'enfants immigrés vivaient dans sa ville.

Tout ceci, mon cher, ne constitue qu'une partie des problèmes scolaires des écoles françaises. Mais en même temps, je tiens à dire que l'école française n'est pas que çà. La tâche des enseignants et des travailleurs sociaux est très difficile;

- Comment peut-on espérer des enfants dits de la «deuxième génération» d'être de bons citoyens, quand on leur apprend une citoyenneté de deuxième catégorie?

- Comment leur demander d'être «intégrés» tout en leur disant qu'ils sont envahisseurs ou qu'ils ont des odeurs insupportables?

- Comment expliquer aux enfants antillais noirs que leur pays qui se trouve à des milliers de km de Paris,

appartient à la France?

- Comment éviter que tous ces paradoxes ne deviennent un jour l'un des moteurs de leur violence lorsqu'ils seront adolescents?

Pourquoi les enseignants et les travailleurs sociaux ne disent-ils pas la vérité aux enfants? Pourquoi ne pas leur expliquer qu'ils ne sont pas égaux devant les lois et les institutions françaises? Est-ce trop dur ?

L'un des messages qu'on peut décrypter dans les textes de Rap traduit le sentiment qu'ont ces jeunes rappeurs à

rendre visible cette vérité invisible.

Ce n'est pas pour rien mon cher, si la plupart des jeunes issus du mouvement Hip-Hop sont des jeunes d'origine étrangère.

Un enseignant ou un travailleur social ne peut pas être efficace dans son travail s'il ne connaît pas bien, s'il ne

connaît pas son histoire.

Il sera davantage inefficace s'il ne connaît pas l'autre et l'histoire de l'autre. On ne peut pas sans cesse jouer avec les enfants immigrés, en les enfermant dans des thèses variées qui changent comme le temps; un jour ils doivent être intégrés, le lendemain ils doivent être insérés, le surlendemain ils doivent être réinsérés, le quatrième jour



ils doivent être assimilés. Bref, ils doivent rester le jeu de poker politico-médiatique de ceux qui ont fait venir par camions les parents de ces immigrés pour faire démarrer la machine économique de la France tombée en panne pendant la guerre ou plutôt les deux guerres.

Ces thèses changeantes provoquent des sentiments de rejet chez ces jeunes. Ces théories et leurs applications empêchent l'enfant immigré de s'exprimer dans sa langue d'origine devant ses camarades français. Il devient «rouge» s'il est amené «accidentellement» à parler de sa culture d'origine. Il a le sentiment d'avoir commis un acte honteux. Sauf s'il est d'origine americaine ou européenne. Eux, les américains, leur langue, leur culture, leur mode de vie servent malbeureusement de modèle pour la jeunesse. L'anglais marche bien ici, McDonald's aussi, Coca-cola également et Euro-Disney fait partie des nouveaux arrivants.

Cela donne une certaine «valorisation sociale» aux jeunes et aux moins jeunes. Cette année à la fête du Parti Communiste français, on pouvait s'acheter du Coca-cola et écouter les chansons de «Madona».

Aussi j'ai vu flotter devant un établissement scolaire français, un drapeau américain. Celui-ci se trouvait audessus de l'emblème de la République: Liberté, Egalité, Fraternité. J'espère que cela était fait accidentellement. Cependant, j'ai toujours le sentiment que la langue française est une des plus belles langues européennes. Élle est raffinée, riche, dansante et mélodique. Elle peut-être très émouvante quand elle est chantée par Piaf. Brel, Brassens et les autres.

LA FAMILLE

Ici on ne meurt pas de faim. Le système de sécurité sociale fait partie des meilleurs. Si les enfants du Brésil et ceux des Philippines vivent dans la Rue, se nourrissent dans les déchets des autres, orientés vers la prostitution dès leur jeune age, les enfants ici n'ont pas ce genre de problèmes. Heureusement.

Ici les malheurs des enfants défavorisés prennent des formes différentes. Ils pâtissent de la séparation, de l'alcoolisme, du chômage et de l'éclatement de leurs parents. Ils souffrent de l'ahandon, d'être hattus, d'être placés dans des institutions.

Ici, le mode de vie veut que les membres d'une famille aient chacun une chambre. Ils sauront ainsi mieux vivre, ils pourront individualiser leur pensée, leur façon de vivre, et surtout ne pas déranger les autres. Mais beaucoup n'ont pas cette possibilité. Ils sont nombreux dans une seule pièce. Leurs parents sont fatiqués, ils ne parlent pas français, ils sont issus des familles économiquement pauvres. La communication est absente. La violence verbale est omni présente. Les enfants tout comme les adultes apprennent à s'approprier les objets dans leurs discussions quotidiennes ; -ma table, mon école ou alors mes vacances, cette notion d'appropriation obéit à des règles grammaticales précises. Alors que dans nos langues à nous, pour parler des mêmes objets, on dit ; -la table, le livre, l'école, etc... On utilise même dans les conversations ordinaires les termes de notre table, notre livre ou notre école. Ce point montre la favorisation de l'individualisme au détriment du collectivisme.

Mon cher, tu ne pourras jamais me croire si je dis qu'en plus de dix ans une dizaine d'enfants de 2, 3 ou 4 ans ont été assassinés après avoir été violés par des adultes! Certes ces assassins sont évidement des malades marginaux, mais ils sont quand même des produits d'un système économique donné.

Chez beaucoup de familles démunies, il n'y a pas de dialogue. Les membres de la famille se réunissent souvent dans un désordre total pour regarder la télévision. Ils ne se regardent pas, ils ne se parlent pas. Ils sont envahis par les images de la télé, ils visionnent les feuilletons américains, ils regardent les publicités commerciales et ils s'enrichissent par les «jeux éducatifs...».

Ici, la manipulation, l'intoxication et le lavage de cerveau se font différemment.

Il y a six chaînes de télé et des dizaines de stations de radio. A certains moments de la journée, pendant que toutes les radios diffusent des chansons anglo-américaines, les six chaînes de télé diffusent, leurs feuilletons télévisés.

Le bombardement des images veut que les enfants jouent aux super mens, super flics, au Rambo. Quant aux familles, il faut qu'elles ressemblent aux familles modèles et «sans problème» : de Dallas et de Santa-Barbara.

On n'entend presque jamais de chansons vietnamiennes, portugaises ou arabes. Ici à 20h30, c'est l'heure de grande écoute. A cette heure-là, on n'entend pratiquement jamais de musique classique. Les jeunes ne connaissent pas la Valse.

Il y a très peu d'émissions culturelles évènementielles, traitant les grandes questions de notre époque. Les émissions intéressantes passent à 23h, minuit, voire 2h du matin.

En France, il y a beaucoup d'artistes inconnus qui ont du talent, et beaucoup d'écrivains méconnus, qui ont consacré toute leur vie à la recherche; on ne voit jamais à la télévision. On voit toujours les mêmes.

Dans les rares émissions littéraires, j'ai rarement vu un noir parmi les invités. Le pluralisme veut que les mêmes aient toujours la parole.

Les informations du samedi-dimanche sont souvent destinées à ne pas déranger les gens dans leur repos. On parle surtout du beau temps, du sport, du Loto et du Taco-Tac.

Dans les rares débats télévisés sur l'Europe de Maastricht, personne n'a évoqué la dette du Tiers-monde. Pas un mot sur l'Afrique qui s'enfonce dans le sous-développement. La télévision diffuse souvent des matches sportifs. Le foot, les courses automobiles, le tennis et de bien d'autres. Le Paris-Dakar traverse les déserts ou plutôt les misères de l'Afrique. Les champions porteurs de publicités pour telle ou telle marque d'automobile exposent leur technologie au milieu des populations affamées qui cherchent à manger. Certaines d'entre elles ont été tuées par les automobilistes «champions».

Le phénomène de la publicité est assez important ici. Les «Pubs» comme on dit ici, sont assez bien faites et bien étudiées. Elles sont dans toutes les émissions. On coupe un débat pour passer une Pub. Dans toutes, on voit au moins une femme, généralement bien faite, bien présentable, qui parle bien, qui a un regard séducteur et un corps qui fait trembler.

Beaucoup de publicités pour les voitures et leur conduite de rêve, mais rarement contre l'excès de vitesse.

Beaucoup de Pubs pour les banques, les cartes Americanexpress, mais rarement sur les moyens de protection d'hygiène, de santé et de maladies sexuellement transmissibles. Il est vrai que le coût de publicité demandé par la radio-télévision est très élevé. A certains évenements sportifs, la télé demande des centaines de millions de

francs pour une Pub qui ne dure que 30 secondes. De quoi construire des centaines de villages en Afrique. Avec le prix d'un simple panneau publicitaire, on peut bâtir plusieurs écoles primaires chez nous.

On dit, mon cher, que les chercheurs européens ne collaborent pas avec leur collègues américains pour la découverte du virus du S.I.D.A. On pense que c'est le raisonnement virtuellement économique qui prévaut.

Le Coca-Cola, le McDonald's, le Dollar et les Top-50 ont une place importante dans les flashes publicitaires et ont fait du «mon Amérique à moi» un pays modèle. Ici, mon cher, contrairement à certains pays du Tiersmonde, il n'y a pas de chaîne de télévision scolaire.

Le pouvoir des médias est plus fort que celui des partis politiques. Pendant la guerre contre l'Irak nous avons eu le droit à des centaines d'émissions radio-télévisées. On n'a pratiquement jamais vu ou entendu quelqu'un qui ne soit

pas parmi les va-t-en guerre.

Beaucoup d'arabes, de nombreux noirs sont morts pour la France. Aucune émission en signe de commémoration n'a été consacrée à ce propos. Cependant, le Général Schuarskoft, premier boucher de l'armée américaine a été couronné de la Légion d'honneur.

Alors rappelons-nous mon cher, que historiquement parlant, les américains avaient toujours préféré le Gouvernement de Vichy à celui de De Gaulle.

De nombreux films et commentaires ont été consacrés aux crimes d'Hitler contre l'Humanité. On a rarement vu ou entendu quelque chose sur les crimes de la C.I.A. contre la planète toute entière.

L'esclavage est aboli officiellement. Aucune journée, en France, ne célèbre cet évènement.

Les tâches des enseignants et des travailleurs sociaux ne sont pas faciles, mon cher. Cela, je l'ai répété précédemment.

- Comment ne pas comprendre la violence des enfants et des adolescents issus des familles défavorisées alors que l'essentiel des messages «éducatifs» de la télé favorise cette violence.
- Comment être étonné de l'attitude des jeunes alors qu'on leur fait croire que dans cette société on peut tout avoir en quelques secondes et sans aucun effort ? C'est une société de rêve et de fantasme.
- Comment ne pas être étonné de la non et/ou mal information des jeunes de la culture française - car celle de Jaurès, de Hugo, de Montesquieu, de Montaigne,... n'est plus à l'ordre du jour éducatif. Cette année, les organisateurs du Salon du Livre ont enregistré 30% de baisse chez leurs lecteurs en particulier chez les jeunes. Ici, mon cher, on ne connaît ni Hafez, ni Saadi, ni Molani, ni Ferdossi. Ici les grandes personnalités littéraires, artistiques, philosophiques et poétiques de nos sociétés sont complètement méconnues.

Au festival de Cannes, aux différents concours littéraires et scientifiques, on prend toujours les mêmes et on recommence.

- Comment espérer des jeunes qu'ils puissent croire aux droits de l'Homme et à ceux des enfants, alors qu'ils voient leurs pays d'origine pillés, sous développés, sidaitisés, souvent par ceux qui aujourd'hui leur refusent même un deux pièces d'Habitation à Loyer Modéré. Les H.L.M. sont devenus un luxe pour certaines familles.

- Comment vouloir que ces jeunes réussissent au même niveau que les autres sachant que leurs parents font partie des catégories de R.M.Istes.

 Comment expliquer la justice aux jeunes «délinquants», sachant que certaines personnalités politiques se sont fait amnistiées par la loi.

- Comment critiquer les immigrés alors que leur présence nourrit des centaines d'employés (travailleurs sociaux) à

travers différentes institutions.

-comment ne pas être étonné de voir qu'en France, il existe aussi beaucoup d'analphabètes? On dit que les immigrés piquent les emplois des français.

Est-ce que l'illettrisme de ces français-là vient aussi des

immigrés?

LA RUE (EXTERIEUR)

La rue ici, mon cher, joue un rôle éducatif considérable pour les enfants.

Dans certains quartiers de Paris et de province, on trouve des immeubles construits avec un plan architectural extrêmement prestigieux. Marcher au bord de la Seine, observer l'eau, admirer les monuments historiques et bénéficier du calme matinal qui règne aux Bois de Vincennes, Boulogne et tout au long de l'Oise,... font partie des malices de cette ville.

Une balade matinale dans Paris est agréable. Sentir le parfum des jolies femmes harmonieusement habillées, sentir l'odeur des cafés, des croissants, des passants et de

la ville est vraiment merveilleux.

Mais la ville n'est pas qu'agréable et les rues ne se ressemblent pas. Certaines sont mieux protégées que les autres. Quelques unes sont mieux nettoyées et certaines plus populaires. Quelques unes sont vides désertiques, mais, ce n'est pas le même désert qu'au Sahara! Celui d'ici fait peur.

Dans les quartiers populaires, souvent, les jeunes jouent au foot, se réunissent, se parlent, se regardent et se

séparent.

Dans certaines cités des banlieues défavorisées, les réunions des enfants et des jeunes se font dans les squares. Autour d'une mobylette, d'une bouteille de Coca et d'un paquet de cigarettes, leurs réunions au sommet ont pour ordre du jour la galère.

Le lendemain pour certains d'entre eux n'existe pas. Ils se voient sans se regarder. Ils se regardent sans s'écouter.

Ils se parlent sans communiquer.

Les panneaux de publicités commerciales décorent aussi bien les murs que les stations de métro.

Les meilleurs cafés-restaurants ont été remplacés par tout un échantillon de Mac do, Free-time, Quick... Les lycéens préfèrent se restaurer plutôt dans ces «restos» murés de miroirs que dans les cantines de leurs établissements scolaires.

Ici les jeunes de toute catégorie confondue possède un baladeur. Assis, debout, immobiles et en marchant, cigarette à la main, les jeunes écoutent la musique de leurs idoles. Ils sont ensemble. Mais les baladeurs les empêchent de s'écouter, de s'entendre, La communication n'est pas an beau fixe.

Les salles de jeux vidéo sont fréquentées essentiellement par les jeunes. On joue aux courses automobiles, on joue aux pistolets, on joue à la guerre, on joue à l'élimination des plus faibles, on joue à être gagnant. Et on gagne. Mon cher ami, même si je n'ai pas l'intention de généraliser, mais je pense qu'ici les jeunes ne parlent pas aux adultes. Les adultes ne parlent pas aux personnes âgées. Ici, les gens ne parlent pas beaucoup. Tout le monde est pressé, tout le monde court.

Ici, mon cher, je vois aussi beaucoup de personnes âgées. La plupart d'entre elles vivent seules. Leur situation est à la fois émouvante et alarmante. Beaucoup de mamies ou papis, comme on les appelle ici, vivent dans des maisons de retraite.

Tu ne sais peut-être pas ce que peut signifier une maison de retraite. Il n'y en a pas chez nous. Dans ces maisons, certaines personnes agées passent leur fin de vie complètement seules. Elles ne plus utiles pour le reste de la famille!

Ici, mon cher, la solitude fait rage. On dit que des milliers de gens vivent seuls à Paris. Les français se marient très peu et le taux de divorce est très élevé.

Tu vas être encore étonné mon cher, mais beaucoup de gens ici peuvent trouver leur partenaire de couple par d'innombrables annonces dans les journaux.

On appelle «Agences matrimoniales» les entreprises officielles avec du personnel qualifié ayant pour but de trouver le bonheur aux gens seuls. Ces agences servent de programmateurs d'amour et de communication.

Ici, tout est programmé, organisé, classé et catégorisé longtemps à l'avance. Tout le monde fonctionne avec des agendas. Tout le monde part en vacances aux mêmes périodes, tout le monde donne des cadeaux aux mêmes

Si quelqu'un rend visite à quelqu'un sans prévenir, cela peut être perçu comme anormal. Les gens se parlent, règlent leurs affaires souvent par téléphone ou encore par minitel. Le minitel rose fait un tabac ici.

Quelques fois les gens parlent davantage avec leurs animaux qu'avec les autres personnes.

Tu ne sais surement pas mon cher, qu'ici il y a plusieurs millions d'animaux. Il y a d'immenses rayons d'alimentation spécialement pour eux. Les espaces occupés par ces rayons dépassent la totalité de nos magasins d'alimenta-

Ici, les animaux ont des salons de coiffure spéciaux. Certaines personnes qualifiées ont pour fonction sociale de coiffer les animaux, leur mettre du shampoing, leur donner des traitements spéciaux. Leur vaccination doit être faite dans les délais. Alors que dans beaucoup de nos pays, des milliers d'enfants n'attendent qu'un simple vaccin de rougeole pour être sauvé.

Souviens-toi lorsque nous allions, la nuit, réviser nos leçons dans la rue, nous profitions ainsi de l'éclairage des

Ici, la rue n'a pas cette fonction et même quelques fois, la plupart des rues servent aux chiens pour leurs besoins naturels. Il faut faire attention de ne pas se salir. On dit dans ce cas que «cela porte bonheur».

La Mairie de Paris vient de créer un poste pour protéger les rues. Des salariés spéciaux veillent dans les rues pour que les chiens ne fassent pas leurs crottes. Ils peuvent donner une amende en cas de délit.

Ici, il y a même des revues spécialisées pour les animaux. Ici, il y a beaucoup de marchands de journaux et les revues sont tellement variées qu'il faut être spécialiste pour les distinguer.

Le prix des livres et de la presse écrite est très chère ici. Une revue sur la mode ou sur la séparation de telle ou telle «star» du cinéma américain, ou encore sur les vraies causes du divorce de Caroline de Monaco, coûte en moyenne 25 à 50 Francs. Cependant, les grandes oeuvres littéraires sont soldées à bas prix.

l'ai acheté, en 1990, 10 livres luxueux, tous neufs, de Montesquieu, de Montaigne, de Hoffmann, de Michelet, de Zola, de Descartes, de Kafka et de Boccace, On les avaient «soldé» dans un grand super-marché. J'ai payé 9F90 pour chacun de ces livres! Décidément, les aventures de la famille royale de Monaco valent plus chère que les grands classiques de la littérature Française.

Les français sont très gentils mon cher. Certains d'entre eux cependant jugent les autres à partir des apparences. Si vous téléphonez pour un emploi ou un logement, ils vous disent oui, lorsqu'ils se rendent compte que vous n'appartenez pas à leur nation, ils changent d'avis.

Il y a aussi des fonctions symboliques que les étrangers n'occupent jamais. J'ai parcouru toutes les rues et toutes les villes, je n'ai encore jamais vu un boulanger noir. Ici, les églises sont aussi nombreuses que les mosquées chez nous. La seule différence est qu'à certains moments de la journée, ces maisons de Dieu ne sont plus ouvertes

au public. Mon cher, les travailleurs sociaux ont encore beaucoup de chemin à parcourir. Les enseignants ont encore des tâches rudes et des responsabilités bautement éducatives. Cette description ethnologique pourrait peut être t'être utile. Je ne sais pas si tu as encore envie de venir me voir ici, mais sache qu'il m'est impossible de te recevoir maintenant. La mairie de mon quartier ne délivre plus le certificat d'hébergement dont tu auras besoin pour ton visa. Pour que mes parents viennent me voir, j'ai du passer par quelqu'un d'autre! En fait, la bureaucratie Kafkaïenne existe ici aussi, mais ici comme là-bas, on peut toujours transgresser les règles administratives tout en restant dans

Un dirigeant politique a dit il y a quelques temps : la France ne pourra pas recevoir toutes les misères du monde (et en plus, il est socialiste)!

En ce qui concerne les questions éducatives, il reste encore beaucoup à dire. De nombreuses questions demeurent encore dans ce domaine:

Comment espérer le changement de situation alors que tout va dans le sens de leur renforcement.

 Comment souhaiter la réussite scolaire des jeunes alors que la société ne demande plus aux jeunes d'être cultivés mais riches.

- Comment ne pas être surpris de voir que des centaines d'enseignants ou éducateurs présèrent changer de métier pour aller travailler ailleurs. Je ne sais pas dans quel secteur; peut-être à la banque ou dans le marketing...

- On ne juge plus les gens sur leur niveau scolaire, culturel ou sur leur diplôme mais sur leur fortune.

Il ne faut pas être surpris que les jeunes issus des familles défavorisées ne sachent pas répondre positivement aux attentes des décideurs.

- Comment traiter de l'éducation des jeunes sachant qu'ils sont dans un monde de profit, de compétitivité et de prospérité.

Comment demander aux gens de se situer dans les valeurs de la République française, sachant que les premiers invités de marque du bicentenaire de la Révolution étaient les dirigeants des sept pays les plus riches du monde.

Comment ne pas être étonné de toutes ces choses étonnantes qu'on voit dans ce pays étonnant?

Mehdi FARZAD

Regard IMMIGRATION ET RACISME DANS LE CINEMA

Le septième Art saute volontiers les frontières. Des cinéastes de toutes nationalités, proposent des images de tous pays et s'interrogent régulièrement sur les différences et sur le choc multiracial de nos sociétés d'hier et d'aujourd'hui. Pas besoin de passeport pour rentrer dans une salle de cinéma et pour voyager aux antipodes ou chez nos voisins immédiats. Un film est une porte ouverte sur la connaissance de ses semblables, jaunes, noirs, blancs et beurs.

Dans ces quelques pages, complétés par une filmographie non exhaustive, je vous présente quelques regards d'hommes sur d'autres hommes.

Les débuts du cinéma se confondent pratiquement avec les mouvements migratoires et la création hollywoodienne dès ses prémices a employé des artistes venant tout aussi bien des pays Nordiques que de l'Europe de l'Est.

Un Anglais comme Charlie CHAPLIN se dépeignait le premier comme L'EMIGRANT dès 1917 aux U.S.A.

La Statue de la Liberté, symbole d'espoir ne se retourne jamais sur les nouveaux habitants des faubourgs de New York où la misère et la pauvreté auront sans doute un autre goût que dans leur pays d'origine.

Les premiers occupants du continent nord-américain, qu'ils soient irlandais, allemands, russes, italiens ou.juifs, s'intègreront relativement vite dans un pays sans culture établie.

La France a toujours été une terre d'immigration pour ces voisins méditerranéens. L'illustration du phénomène migratoire a paradoxalement tardé à donner des grandes oeuvres significatives . TONI (1934) de Jean RENOIR est sans doute l'ancêtre, le premier film fictionnel sur un fait divers évoque la difficile rencontre des paysans autochtones avec des travailleurs italiens. Ce film aux couleurs néoréaliste avant l'heure possède les accents du tragique au service d'une cause militante. Exploitation, domination masculine, aliénation, TONI démonte ces mécanismes de façon implacable.

Le cinéma français est issu de la petite bourgeoisie et ne connaissait pas le monde ouvrier et ses valeurs. Il lui a donc été difficile de le représenter. Les travailleurs émigrés participaient de cet univers de chantiers, de fermes, d'usines etc... Ils sont logiquement absents du champ cinématographique.

En 1929, King VIDOR réalisait un splendide poème lyrique articulé autour d'une famille noire du sud Américain où il célèbre l'homme noir face à sa rude existence (la cueillette du coton) en même temps qu'il le confronte à ses racines : le nègro-spirituals et la foi religieuse.

HALLELUJAH, uniquement interprété par des comédiens noirs est devenu un classique mais il témoignait d'une audace sans pareille dans les années 1920 aux U.S.A. Le Blanc des récoltes et le Noir des peaux ouvraient et fermaient ce film qui montrait de façon remarquable l'identité noire et sa culture.

L'importance de HALLELUJAH en 1929 n'apparait plus aujourd'hui, mais il faut se rappeler que la Guerre de Sécession n'est pas si éloignée et que le Noir n'apparaissait pas fréquemment sur les écrans. Ce film signifiait une renaissance pour tout un peuple.

Le Blues, chant populaire, né de l'esclavage et de la révolte du peuple noir est aujourd'hui complètement intégré dans la culture musicale de l'occidental. Directement à l'origine de la musique de jazz, il constitue un des plus grands courants artistiques apportés par le Noir américain.

Est-il possible d'imaginer un homme raciste qui aime le jazz ? Il n'est guère besoin d'aller plus loin pour souligner l'extrême richesse



qu'apporte la culture de «l'autre». Le cinéma a cette formidable mission, faire connaître afin de pouvoir reconnaître.

Evidemment chaque époque apporte ses couleurs et son style. YOUNG SOUL REBELS (G.B. 1991) du cinéaste noir Isaac JULIEN montre la rageuse expression noire à travers les musiques funk et soul à la fin des années 1970.

Ce film, à la fois enquête et document sur l'intégration des jeunes noirs en Angleterre se double du

problème de l'homosexualité pour l'un des deux «héros». Son engagement en tant que noir et en tant qu'homosexuel dans une société qui privilégie l'assimilation, n'est sans doute pas de toute facilité.

YOUNG SOUL REBELS semble être une oeuvre d'urgence pour son créateur. Il véhicule malgré de nombreux défauts une énergie qui emporte l'adhésion et qui se retrouve dans de nombreux films réalisés dernièrement par des cinéastes noirs américains (Spike LEE, Bill DUKE, John SINGLETON etc...).

La musique dans ce film joue un rôle essentiel. Elle est le moyen d'expression et de révolte par excellence. On peut en dire autant du reggae ou du rap d'aujourd'hui qui rattachent les Noirs à une diaspora très large, des Caraibes à l'Afrique ou à l'importante communauté américaine de couleurs.

La musique et ses nombreuses manifestations ont souvent été des passeports pour l'intégration avec ses succès et ses faillites, ses mirages et ses réalités. Les mêmes phénomènes peuvent être observés pour le sport et la compétition.

Les années 1970 ont été les plus fécondes sur l'immigration. Le bouleversement de mai 1968, les luttes féministes, l'influence des courants marginaux, le militantisme gauchiste, etc:... recomposent une société plus ouverte.

Les écrans s'ouvrent également sur la marginalité et les minorités ; Féministes (1). Homosexuels (2), Emigrés ont droit de cité. L'avortement (3), la Drogue (4) ne sont plus des sujets tabous.

C'est dans ce contexte et cette nouvelle énergie créatrice que sortent des films comme LES BICOTS NEGRES, VOS VOISINS (1973 FRANCE) d'Abid MED HONDO. L'AUTRE FRANCE (1976 FRANCE) d'Ali GHALEM, LES AMBASSADEURS (1976 TUNISIE) de Naceur KTARI, SOLEIL DES HYENES (1976 TUNISIE) de Ridha BEHI etc...



«L'Homme de Cendres»(1985)

Hélas ces films ne sont vus que par l'intelligentsia et par les militants inconditionnels. Les immigrés sont devenus sujets de films grâce à l'émergence de l'extrême gauche et à la volonté des travailleurs immigrés eux mêmes mais ils se retrouvent enfermés dans un parc de salles réduites, un nouveau ghetto... L'émigré et ses spécificités restent dans la marge et le confidentiel.

Cependant des oeuvres utilisant la fiction et le vedettariat, tout relatif soit-il, arriveront.même difficilement à s'imposer et à trouver un public. PAINET CHOCOLAT (1974 ITALIE) de Franco BRUSATI avec Nino MANFREDI constitue une des premières oeuvres populaires à dénoncer la situation faite aux émigrés, perçus ici davantage comme des exclus et des marginaux.

Le film qui n'appartient ni à la comédie à l'italienne ni à la satire, emprunte à la fois au réalisme et au fantastique (les scènes du poulailler).

Nino déraciné de son Italie natale essaie en vain de travailler et de vivre en Suisse, un pays propre et calme en apparence seulement ou il évolue, transparent, ou seulement sous un regard réprobateur.

Son personnage est l'étranger inadapté et un lointain descendant de CHARLOT découvrant avec espoir la Statue de la Liberté dans L'EMIGRANT en 1917.

Son «qui suis-je ?» est une ques-

tion douloureuse et une recherche de son identité à travers sa confrontation avec le bien-être helvétique et ses relations avec toutes sortes d'immigrés réfugiés en Suisse.

Le film alliant l'émotion et l'humour, touche au coeur. Il est l'exemple même de l'oeuvre qui questionne le spectateur sur son rapport avec l'autre, le différent, l'étranger.

PAIN ET CHOCOLAT de Franco BRUSATI, succès considérable

en Italie, a mis cependant trois ans avant de trouver une distribution en France. L'audience qu'il a trouvée dans l'hexagone et ailleurs, a forcé le regard sur «ces étrangers sur terre» à travers une comédie de moeurs.

La Suisse se trouve être encore très récemment l'Eldorado espéré d'un film âpre et bouleversant. inspiré d'un fait réel : VOYAGE VERS L'ESPOIR (1991 SUISSE) de Xavier KOLLER. Le film doit sa distribution française à l'Oscar du Meilleur Film Etranger 1991. Il nous raconte l'odyssée d'une famille de paysans Turcs qui quitte son village pour rejoindre un vague parent sur la terre promise helvétique.

La générosité du sujet et le superbe aspect documentaire dans la peinture du village turc masquent difficilement la désespérance du film qui finit en tragédie, on s'en doute.



Des films commerciaux avec vedettes. à la française, ont également stigmatisé le racisme ordinaire, sale et aberrant de sottise. En 1974, Yves BOISSET fonce tête baissée et caméra haute dans son (ses) DUPONT LA JOIE qui, s'il ne franchit pas l'hexagone, va aborder aux rives du quotidien et de la France profonde, celle des campings qui fleurissent dès l'été venu.

Si le film manque de subtilité et la mise en scène de légèreté, l'impact est fort et le but atteint. Jean CARMET en salaud intégral, est comme souvent formidable.

«Xénophobes! faites une cure de désintoxication et pas dans un camping», pourrait être la morale de ce film.

En 1969, Michel DRACH réalisait ELISE OU LA VRAIE VIE (FRANCE/ALGERIE) d'après le roman de Claire ETCHERELLI racontant l'amour passionné et tragique d'une jeune française et d'un ouvrier algérien membre du F.L.N. La passion, comme moteur de prise de conscience n'a jamais été si bien montrée. La toile de fond est la Guerre d'Algérie et le réalisateur traite aussi bien du racisme français que du mépris haineux des Algériens.

Quelques années après, Rainer Werner FASSBINDER propose lui aussi avec TOUS LES AUTRES S'APPELLENT ALI (1973 R.F.A.), un mélodrame grave et douloureux articulé autour d'un couple mixte que complique encore une différence d'âge : un émigré marocain encore jeune et une femme allemande de 60 ans. Ces deux exclus solitaires vont vivre ensemble et se marier, non sans difficultés. La haine, la stupidité et le racisme vont se déchaîner sur le couple et d'abord sur le personnage d'Emmi, prototype de l'Allemande moyenne.

Le réalisateur nous offre par tableaux successifs et concis, un constat fort et particulièrement féroce sur l'Allemagne profonde.

La montée du racisme est hélas un phénomène mHondial dont les intégrismes religieux, qu'il soient chrétiens, musulmans, ou juifs sont souvent les signes avant-coureurs et ressemblent à s'y méprendre au terrorisme le plus abject.

En 1988. COSTA GAVRAS après une comédie légère, CONSEIL DE FAMILLES (1985 FRANCE) revient avec bonheur au film politique avec une oeuvre fort inquiétante et traitant d'un fait divers authentique. LA MAIN DROITE DU DIABLE (BETRAYED 1988 U.S.A.).

Il s'attaque aux groupes racistes et xénophobes américains, héritiers du tristement célèbre KU KLUX KLAN et nous montre ces bons pères de famille, ces bons maris qui cassent du Noir, du Juif ou de l'Homosexuel afin de nettoyer leurs terres et leur pays. Le cinéaste a choisi les moyens du thriller et réalise une oeuvre cependant juste et subtile avec un comédien remarquable, Tom BERANGER, employé à contre-emploi.

Les années 1980 et 1990 sont devenues très frileuses avec les ascensions des intégrismes et des nationalismes de tout poil.

Plusieurs «affaires» ont secoué les opinions les plus ouvertes : l'appel au meurtre iranien contre l'écrivain Salman RUSHDIE, les foulards islamiques et l'école laïque, les banlieues qui s'embrasent, les conflits du Proche Orient, etc... et de nombreux faits divers sanglants.

Les différences s'affirment, les extrémismes s'aiguisent encore un peu plus et les temps semblent au repli, au» cocooning» où télévision, vidéo, walk-man, écrans informatiques, jeux électroniques ... nous promettent des solitudes plus radicales encore.

L'Image du Beur, deuxième génération de parents émigrés, nés en France, actualise aujourd'hui sur les écrans ; la question de l'immigration.

Ni français, ni Algérien, il se trouve dans un no man's land où le conduisent le rejet, l'ignorance et la haine raciste insidieuse qui ne désarme pas.

LES ENFANTS DES NEONS (1991 FRANCE) de l'Algérien Brahim TSAKI illustre ce propos à travers les pérégrinations de deux jeunes beurs dans les cités de béton à la périphérie d'une grande ville.

Djamel et son copain sourd muet Karim récupèrent des matériaux dans les chantiers de démolition qu'ils revendent à un ferrailleur. Djamel s'éprend d'une jeune française plus âgée.que lui... Le drame n'est pas loin.

Le film, même si l'intrigue est trop mince, a bien des charmes. Le problème des Beurs mal acceptés et toujours en porte à faux avec leurs familles est perçu avec tact et sensibilité.

Mais signe des temps, le film sélectionné au FESTIVAL DE CAN-NES 1991 n'a pas trouvé de distributeur. Il a été diffusé sur Canal Plus en avril 1992.

Le retour au pays est également abordé : CHEB (1991 FRANCE/ ALGERIE) de Rachid BOUCHAREB. Merwen à 19 ans se fait expulser de France où il a toujours vécu. Retour au pays d'origine dont il ne connaît rien ni la langue ni les moeurs. Il fait son service militaire en plein désert où sa différence lui vaut bien des ennuis. Son amie, Malika, vient le rejoindre pendant les vacances en Algérie. Son oncle la contraint à porter le foulard et la garde à la maison.

Merwen, immigré de partout, Algérien en France et Français en Algérie, va essayer, accompagné de Malika, de quitter un pays qui le retient contre son gré pour retourner dans un pays qui l'a rejeté contre sa volonté.

Le film, malgré son côté Dossiers de l'Ecran, possède de vrais beautés et le périple des deux jeunes, ressemble à une absurdité sans nom.

Rachid BOUCHAREB rêve d'intégration en profondeur mais reste sans illusion. Son premier long métrage BATON ROUGE (1985 FRANCE) évoquait avec bonheur trois jeunes banlieusards, chômeurs, essayant de réussir en Amérique.

Si les films du MAGHREB sont de plus en plus rares sur nos écrans, on peut rappeler HALFAOUINE,



L'ENFANT DES TERRASSES (1990 TUNISIE) de Ferid BOUGHEDIR, jeune cinéaste auteur d'un documentaire remarqué en 1982, CAMERA D'AFRI-QUE.

Il nous enchante avec ce film, qui nous propose d'ouvrir les yeux sur la société arabe à travers ceux d'un enfant. Noura est un petit garçon de 12 ans, très éveillé, connu de chacun dans le village. La sexualité, le travaille et il est curieux de tous et de tout. Il a l'âge (limite) d'aller au hammam des femmes mais y est encore admis avec sa mère et sa tante. Il est l'ami du cordonnier Salick, artiste et amateur de jolies femmes et de deux gamins délurés et dragueurs. Son père bien qu'il ne soit pas sans reproches, lui interdit de courir les rues.

La fête organisée pour la circoncision de son petit frère approche avec son cortège de femmes qui envahissent la maison... Le film est chaleureux et sensuel et nous montre un enfant qui hésite à sortir de l'enfance et des jupes de nombreuses femmes de la famille pour aller vers l'adolescence et la société plus dure des hommes...

Ce genre d'oeuvres, ouverte et certainement autobiographique permet de connaître les us et coutumes, le poids des traditions, la séparation des sociétés masculines et féminines, la vitalité du pays exprimée par la jeunesse.

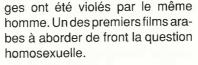
Il permet de combattre l'ignorance comme de comprendre la vie des villages et ce que quitte l'immigré quand il vous fait face dans l'existence quotidienne.

«S'interroger sur l'autre, c'est se questionner soi même. les autres sont notre miroir» écrivait le journaliste Edwy PLENEL (LE MONDE DES LIVRES du 8 mai 1992 : trois essais traitant du racisme). Ce film comme beaucoup d'autres apporte les premiers éléments d'ouverture et de questionnement sur l'autre et sur sa vie.

Un autre visage de la Tunisie est donnée par son compatriote Nouri BOUZID qui poursuit une oeuvre inégale mais courageuse dont il a d'ailleurs payé le prix par de lon-

gues années de prison L'HOMME DE CEN-DRES (1986)aborde également la rupture entre le monde des enfants et celui des adultes mais touche aussi à un sujet tabou:lavirilité.

Deux de ses jeunes personna-



Son film suivant: LES SABOTS EN OR (1989) traite d'un autre sujet non confortable, la torture en Tunisie à travers l'histoire d'un détenu politique sorti de prison et qui revient dans son quartier. Il y retrouve sa famille et ses amis avec lesquels la communication ne passe plus. Le film inutilement compliqué par une série de flash-backs est cependant un peu confus.

Son dernier film BEZNESS (1991) sélectionné à la quinzaine des Réalisateurs au Festival de CANNES 1992, est le premier à sortir en France (10 juin 1992). Le terme BEZNESS définit les jeunes gigolos qui vendent leurs charmes aux touristes des deux sexes et de tous âges. Le film approche les rapports Orient/Occident dans une sorte de corps à corps.

Abdel KECHICHE qu'on avait vu aux côtés de Sandrine BONNAIRE et Simon DE LA BROSSE dans LES INNOCENTS d'André TECHINE, est le Bezness du film.

Il mène une double-vie : extrêmement libre avec les touristes, conservateur de la tradition en famille ; il est écartelé entre ses deux tendances. Il rêve de quitter son pays tout en soupçonnant les pièges que lui tendra l'Occident. Le film à



L-R Valentine Nonyela, Mo Sesay, «Young Soul Rebels», 1991

son image est un balancement entre tradition et modernité.

D'autres personnages (le photographe français, la jeune femme arabe surprise par ses propres audaces, ses amies) sont tous en décalage entre leurs aspirations et leurs vies. Chacun essaiera de trouver son propre chemin...

Le film est important dans la mesure où il reflète une mutation de la société arabe entière. Le tourisme pille à la fois la beauté locale et les esprits de la jeunesse. Celle-ci copie des modèles qui ne peuvent s'épanouir face aux traditions séculaires. Le départ vers les pays industrialisés semble préférable à cette situation qu'aggravent bien entendu le chômage et la densité de la population.

Le cinéma précède trop souvent l'actualité. On a pu encore le vérifier avec les évènements survenus dans plusieurs villes des Etats-Unis dont Los Angeles à la suite d'un procès acquittant des policiers blancs ayant «tabassé» un Noir Américain. Ce verdict pour le moins surprenant a mis le feu aux poudres.

Le réalisateur noir Spike LEE dont les films DO THE RIGHT THING (1989) et JUNGLE FEVER (1991) annonçaient de pareilles émeutes n'est pas surpris de cet embrasement.



Pour lui les haines tribales sont bien trop profondes pour pouvoir être cicatrisées. Spike LEE fait de ses frères de couleurs les héros de ses films mais il garde une lucidité, un humour et une rage qui éclabousse tous les spectateurs, blancs et noirs.

DO THE RIGHT THING justement s'attachait au décor de Brooklyn, sa chaleur et son : racisme quotidien. L'explosion finale ressemble de très près au derniers événements : pour ce cinéaste, pas de «happy end» possible.

Idem pour le film JUNGLE FEVER, la liaison mixte qu'il décrit avec fièvre et passion ne peut être qu'une comédie amère qui se brise sur le racisme. Ce trépident réalisateur n'a pas fini de nous étonner et de nous caresser à contre-courant, il réalise actuellement un film sur le leader noir extrémiste des années 70, Malcolm X. En attendant on ne peut que vérifier que ses films, brûlots provocateurs sont d'une terrible actualité.

Aujourd'hui alors que le cinéma militant, dit d'intervention se meurt et que les ciné-clubs disparaissent, - la télévision n'ayant pas pris la relève sauf pour des documentaires, parfois aride, à des heures très tardives, - les images de l'émigration risquent de devenir rares alors que les débats s'amplifient dans la presse et dans les partis politiques.

Les cinéastes heureusement préfèrent aborder les réalités actuelles au lieu de répéter les grandes oeuvres du passé (5). Encore fautil qu'ils puissent s'exprimer en toute indépendance et que leurs films trouvent une distribution dans le pays d'origine et à l'étranger ? Le cinéma a une carte à jouer encore et toujours comme le circuit associatif et la scolarité qui peuvent favoriser la rencontre des cultures et l'intégration.

L'effort d'adaptation culturelle ne concerne pas seulement les personnes émigrées mais aussi les populations d'accueil. L'avenir est incertain mais plus la figure de l'étranger s'éclairera plus nos sociétés multiraciales se porteront bien.

Guy JOUANNET

FILMOGRAPHIE CHRONOLOGIQUE DES FILMS PRESENTES

- L'EMIGRANT (1917 U.S.A.) de et avec Charlie CHAPLIN
 HALLELUJAH (1929 U.S.A.) de King VIDOR
 TONI (1934 FRANCE) de Jean RENOIR
- ELISE OU LA VRAIE VIE (1969 FRANCE/ALGERIE) de Michel DRACH - LES BICOTS NEGRES, VOS VOISINS (1973 FRANCE) d'Abid MED HONDO - TOUS LES AUTRES S'APPELLENT ALI (1973 R.F.A.) de Rainer Werner FASSBINDER
 - PAIN ET CHOCOLAT (1974 ITALIE) de Franco BRUSATI
 - DUPONT LA JOIE (1974 FRANCE) d'Yves BOISSET
 - AUTRE FRANCE (1976 FRANCE) d'Ali GHALEM
 - LES AMBASSADEURS (1976 TUNISIE) de Naceur KTARI
 - SOLEIL DES HYENES (1976 TUNISIE) de Ridha BEHI
 - BATON ROUGE (1985 FRANCE) de Rachid BOUCHAREB
 - L'HOMME DE CENDRES (1986 TUNISIE) de Nouri BOUZID
 - LA MAIN DROITE DU DIABLE (1988 U.S.A.) de Constantin COSTA GAVRAS
 - LES SABOTS EN OR (1989 TUNISIE) de Nouri BOUZID
 - DO THE RIGHT THING (1989 U.S.A.) de Spike LEE
 - HALFAOUINE, L'ENFANT DES TERRASSES (1990 TUNISIE) de Ferid BOUGHEDIR
 - CHEB (1991 FRANCE/ALGERIE) de Rachid BOUCHAREB - JUNGLE FEVER (1991 U.S.A.j de Spike LEE - LES ENFANTS DES NEONS (1991 FRANCE) de Brahim TSAKI

TROIS FILMS ENCORE EN EXPLOITATION COMMERCIALE

- VOYAGE VERS L'ESPOIR (1991 SUISSE) de Xavier KOLLER, Oscar du Meilleur Film Etranger 1991. Distribué par CLAIRE FILMS le 13 novembre 1991.
- YOUNG SOUL REBELS (1991 G.B.) d'Isaac JULIEN, Sélectionné au Festival de Cannes (Semaine de la Critique) 1991. Distribué par LES FILMS DE L'ATALANTE le 8 avril 1992.
- BEZNESS (1992 TUNISIE/FRANCE) de Nouri BOUZID. Sélectionné au Festival de Cannes 1992 (Quinzaine des Réalisateurs). Distribué par AMORCES DIFFUSION le 10 juin 1992.
- (1) voir le film de Coline SERREAU : MAIS QU'EST CE QU'ELLES VEULENT ? (1976 FRANCE).
- (2) LE DROIT DU PLUS FORT (1974 R.F.A) de Rainer Werner FASSBINDER.
- (3) HISTOIRES D'A (1973 FRANCE) de Charles BELMONT et Marianne ISSARTEL.
- (4) PANIQUE A NEEDLE PARK (1971 U.S.A.) de Jerry SCHATZBERG.
- (5) Les grandes oeuvres du passé sont trop nombreuses à rappeler ici, j'indique ici quelques titres significatifs :
- ROCCO ET SES FRERES (1960 ITALIE) de Luchino VISCÔNTI: une famille du Sud Italien se déplace à Milan et se heurte rapidement à la xénophobie des habitants.
- -AMERICA AMERICA (1963 U.S.A.) et sa suite L'ARRANGEMENT (1969 U.S.A.) d'Elia KAZAN : l'autobiographie du réalisateur venant d'un village d'Anatolie. Si le premier volet est porteur d'espoir, le second est très amer sur la «réussite» américaine. L'Amérique valait-elle ce prix ?
- -la saga suédoise de Jan TROELL en deux volets également / LES EMIGRANTS et LE NOUVEAU MONDE (1971/72) avec Liv ULLMAN et Max VON SYDOW.
- ALAMBRISTA (1978 U.S.A.) de Robert YOUNG : un regard sur les travailleurs clandestin qui viennent régulièrement du Mexique aux Etats Unis.
- TRAVAIL AU NOIR (1982 G.B.) du Polonais Jersy SKOLIMOWSKI avec Jeremy IRONS qui dirige une équipe de travailleurs émigrés en Angleterre.
- RIFF RAFF (1991 G.B.) de Kenneth LOACH: un des très rares films qui traitent du milieu ouvrier.
 La vie d'un chantier où se côtoient de nombreuses nationalités. Corrosif mais non dépourvu d'humour.



UNE PARTICULARITE

Quand on sait que l'arrivée en Europe représente un moyen sûr pour s'en sortir socialement ou économiquement, tout ce qui freine ses prétentions ou ses ambitions peut être vécu dramatiquement, non seulement pour l'immigré ou exilé mais aussi pour sa famille qui a dû, parfois, vendre la maison ou faire des sacrifices pour le voyage.

Le Zaïre est situé au centre de l'Afrique. Ex Congo-Belge, il accède à son «indépendance» en 1960. Sa superficie est de 2 344 885 km2, soit 4 fois plus grande que la France et 80 fois la Belgique. Le Zaïre compte plus de 38 545 000 habitants dont 3 millions vivant dans sa capitale: Kinshasa. La langue officielle est le français mais la majorité des gens parlent : lingala, swahili, kikongo et tshiluba. Sa population est chrétienne à 70 %. La température moyenne est de 30° (zone intertropicale). De -0 à 10° dans le sud-est (région montagneuse) avec son léger décalage horaire, le Zaïre produit le cuivre, le cobalt, l'or, l'étain, les diamants, l'uranium, Il dispose d'un sol fertile et de puissantes chutes

C'est l'explorateur Diego Cao (portugais) qui découvre pour les occidentaux l'embouchure du fleuve Congo en 1482. Cette région est convoitée par les français et les britanniques. Finalement, le Roi des belges Léopold II finance une nouvelle expédition dirigée par le britannique Henry Morton Stanley (1879-1884). Le roi créé l'Association Internationale Africaine (A.I.A.) qui se transforma en Association Internationale du Congo. «Le 23 février 1885, les puissances occidentales réunies à la conférence de Berlin reconnurent l'Etat indépendant du Congo comme l'immense propriété privée de Léopold II, roi des belges». Ce nouvel Etat ayant sa capitale à Boma. «Ce régime perdura jusqu'au 18 octobre 1908, date à laquelle le Roi transmit sa modeste propriété privée, le Congo, à l'Etat Belge».

De cette période, on note la première guerre de résistance armée menée par les congolais contre les occupants blancs, Dans son livre, Guy De Boeck; Baoni (du swahili : les hors-la-loi), sous titré «Les révoltés de la force publique sous Léopold II en 1895-1908», éd. EPO Anvers, l'auteur décrit cette époque. (Voir encadré ci-contre : «Un peu d'histoire»)

LA PRESENCE AFRICAINE EN FRANCE: UN APERÇU

Mis à part les individualités, «la présence africaine noire dans l'hexagone date de la Première Guerre Mondiale. C'est en effet, à l'occasion de cette confrontation qui menaçait l'existence de la France, que des Noirs venus de toute l'Afrique française de l'époque, des Maghrébins, des Indochinois (ou Annamites), des Malgaches, Somaliens, Mélanésiens et Antillais débarquèrent pour participer à l'effort de guerre et poser ainsi les premiers jalons à leur enracinement sur le territoire français» (2). Le coût en vie humaine pour ces français s'élève à «30 000 morts et disparus, soit 22,4 % des mobilisés» (3).

Dans les années 60, la France (le patronat) avait besoin d'une maind'oeuvre non qualifiée à bon marché pour reconstruire le pays. C'est ainsi qu'on alla chercher les travailleurs en Afrique subsaharienne, plus précisément au Sénégal, Mali, Mauritanie, Niger ainsi qu'en Haute-Volta(Burkina-Faso). Ce fut la belle époque pour les «négriers».

Certains intellectuels ou syndicalistes se sont vu attribuer des tâ-



Un peu d'histoire (1)

- Du 5 au 14 décembre 1958 : Les nationalistes congolais participent à la conférence du rassemblement des peuples africains à Accra (Ghana). Cette conférence est révélatrice pour Lumumba dans sa vision du monde.
- -Le 4 janvier 1959: Les émeutes de Léopolville (Kinshasa). Le meeting du parti politique Abako est interdit, la foule proteste. La sortie d'un match de football grossit cette masse qui adopte un cri de ralliement «indépendance». Le bilan de cette révolte spontanée : 300 tués.
- Le 30 juin 1960 : Le Congo accède à son «indépendance». La Belgique comme la France ne veulent pas d'une autre guerre, à l'instar de l'Algérie. Ainsi 17 pays africains se voient octroyer leur «indépendance». Le Premier Président congolais élu au parlement : Joseph Kasa-Vubu, son Premier Ministre est Patrice Emery Lumumba. Le Congo ne compte qu'une dizaine d'universitaires car la devise des Belges en la matière était : «pas d'élites, moins d'ennuis». En juillet 1960, Moïse Tshobe proclame «l'indépendance» du Katanga C'est le début de la crise congolaise.
- Le 11juillet 1960 : Kasa Vubu destitue son Premier Ministre Lumumba.
- Le 14 septembre 1960 : Mobutu fait son premier coup d'Etat militaire en vue d'écarter Lumumba et de neutraliser Kasa-Vubu.
- -Le 17 janvier 1961 : Patrice Emery Lumumba est assassiné à Elisabethville (Shaba).
- Le 24 avril 1961 : La conférence de réconciliation à Coquilhatville (Mba).
- Le 19 juin 1961 : Conclave de Lovamuim. Certains lumumbistes capitulent, intègrent le camp de Mobutu.
- Le 17 septembre 1961: Dag Hammarsk Jöld, Secrétaire Général des Nations Unies trouve la mort à Ndola dans un accident d'avion.
- Le 20 septembre 1961 : Accord de cessezle-feu entre l'O.N.U, et le Katanga.
- Le 14 janvier 1962 : Gizenga est arrêté à Stanleyville (Kisangani).
- Le 17 janvier 1963 : Le Katanga capitule : fin de la secession. L'armée nationale occupe la province.
- Le 6 février 1963 : U. Thant, (Secrétaire Général de l'O.N.U.) annonce le retrait des casques bleus.
- Le 03 juillet 1963: Pierre Mulele, ex. Ministre de l'Education de Patrice Lumumba rentré de Chine, va organiser le maquis du Kwilu et mener une lutte de libération jusqu'en 1968.
- Le 15 août 1964 : Gaston Soumialot (Lumumbiste) et Laurent Kabila déclenchent larévolution à l'est. Leurs partisans les Simbas (en Swahili : les lions) vont occuper la moitié du pays.
- Le 25 novembre 1965 : Le Colonel Mobutu fait son 2ème coup d'Etat et réussit.. Il est le

- Chef des armées. Il déclare «Plus de politiciens. Aucun. C'est clair. Si un homme politique s'avise de tenir un meeting, on l'enverra devant un tribunal militaire...» Brackman, 1992.
- En 1966 : Les pendus de la Pentecôte : Anany, Bamba, Kimba et Mahambu sont exécutés en public (Pont, Kasa Vubu) à titre d'exemple. Condamnés par le tribunal militaire pour «tentative de coup d'Etat».
- -Le 20mai 1967 : Mobutu crée son parti le MPR (Mouvement Populaire de la Révolution).
- Le 28 septembre 1968: Bomboko négocie le retour de Pierre Mulele à Brazzaville où ce dernier se trouve, en vue de chercher des voies et moyens pour continuer sa lutte. Avec l'argument: «l'amnistie générale», Pierre Mulele, sa femme Léonie Abo et 3 compagnons traversent le fleuve pour Kinshasa.
- Le 2 octobre 1968 : Pierre Mulele considéré à tort comme quelqu'un ayant des forces magiques, est tué avec bestialité : «Vivant, on lui a arraché les oreilles, coupé le nez, tiré les yeux des orbites pour les jeter par terre. On lui a amputé les bras, puis les jambes. Les restes humains ont été noués dans un sac et immergés dans le fleuve». Ludo, 1985. Actuellement, on peut voir le film de cet assassinat en vidéo. Théodore Bengila a subi le même sort que Mulele.
- Le 4 juin 1969: Massacre d'étudiants. A la suite d'un mouvement dirigé par l'U.G.E.C., les rescapés sont envoyés de force dans l'armée.
- En 1971 : Le Congo devient Zaïre.
- En 1972: Le Président zaïrois fait «sa révolution culturelle», impose une politique de «recours à l'authenticité». Tous les prénoms chrétiens sont supprimés. Mobutu Joseph Désiré devient Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendo Waza Banga. On ne s'appelle plus «Madame», «Monsieur» mais «Citoyen(ne)». Le port de costume est interdit et est remplacé par l'abacost (tenue Mao). C'est le temps du culte de la personnalité et de la mégalomanie. Le Président se fera appelé: «le sauveur» le «pacificateur», le «timonier», le «guide-éclair», le «père de la Nation», le «bâtisseur». L'authenticité est même exportée au Togo et au Tchad.
- Le 30 novembre 1972: Evènement sportif: participation à la coupe du monde (football) en Allemagne.
- En 1973 : La politique de nationalisation est appelée la «zaïrianisation».
- En 1974: Nouvelle disposition apportée à la constitution zaïroise stipule: «tout zaïrois de naissance est membre du MP.R.» (Mouvement Populaire de la Révolution).
- En octobre 1974 : Mobutu, à la recherche de crédibilité et de publicité, se propose d'organiser le combat de boxe opposant Ali à Foreman. A l'issue de ce match, le quotidien gouvernemental «Elima» titre le 22 octobre à

- la une: «Une nouvelle victoire du mobutisme».
- En 1975: La guerre éclate en Angola. Mobutu choisit de soutenir F.N.L.A. de Roberto Holden. Par la suite, il soutiendra UNITA de Jonas Savimbi.
- Le 8 mars 1977: La première guerre du Shaba: le F.L.N.C. (Front de Libération Nationale du Congo) de Nathael Mbumba et les gendarmes katangais franchissent la frontière angolo-zaïroise. Mobutu demande l'aide de l'Occident. Ce sont les marocains qui viennent avec le concours logistique des occidentaux. Nguza Karl Bond (Ministre des Affaires Etrangères) est arrêté, soupçonné d'intelligence avec les gendarmes katangais, Condamné à mort, il sera gracié.
- Le13 mai 1978: La deuxième guerre du Shaba. Cette fois-ci plusieurs villes sont prises par les «tigres» katangais dont Kolwezi., en vue de provoquer l'interventions des occidentaux. Une trentaine d'européens seront exécutés par les militaires de l'armée zaïroise, actes alors imputés alors aux katangais (Braeckman, p. 67). Paris envoie la légion étrangère.
- En 1979: La répression s'accroit c'est la chasse aux sorcières. Il y a aussi l'émergence d'un courant politique au sein du M.P.R. au Parlement.
- Le 4 julllet 1979: Massacre par l'armée zaïroise des enfants ramasseurs de diamants de Luamuela (Mbuji-Mayi): 80 morts.
- En 1980 : 13 parlementaires écrivent une «lettre ouverte» à Mobutu pour réclamer des réformes. Ils seront arrêtés.
- En 1982: Les étudiants du campus de Kinshasa sont massacrés et arrêtés. A Paris, une grande manifestation réunit 2 000 étudiants africains et marque la création de l'Union Nationale des Etudiants Zaïrois (U.N.E.Z.).
- En 1988: Massacres des étudiants à l'institut pédagogique de Binza. Début de la crise belgo-zaïroise. En Mai 1989 les étudiants du Shaba sont massacrés.
- Le 24 avril 1990 : Mobutu annonce la «démocratisation» du pays. Le M.P.R. n'est plus le parti-Etat. Les Zaïrois peuvent s'appeler «Monsieur» de nouveau. On peut porter le costume dit-il
- **-Le11 mai 1990**: Les étudiants de Lubumbashi sont massacrés à l'arme blanche : au moins 200 morts.
- En Septembre 1991: Les militaires zaïrois, mal payés, suivis de civils, pillent les magasins et les particuliers Bilan: une centaine de morts. La France envoie 500 paras et la Belgique 1000.
- Le 16 février 1992 : Une marche organisée par les jeunes prêtres de kinshasa se termine par une répression armée. Bilan : 17 morts selon les autorités, 40 selon l'opposition. «Le Monde» du 18 février titre à la une : «Sanglante répression au Zaïre».



ches importantes en France ou (poste ministériels). Parmi eux : «Lamine GUEYE, Joseph CONOMBO, Fily Dabo CISSOKO, Modibo KEITA, Félix HOUPHOUET-BOIGNY, Léopold SENGHOR, Hamadou DICKO, Hubert MAGA» (4). Le gouvernement actuel compte en son sein, un Secrétaire d'Etat d'origine africaine du nom de Koffi YAMGNANE.

LES E LUCUBRATION DES ZAIROIS EN FRANCE

Traditionnellement, les zaïrois du Zaïre se rendent en Belgique. Cela s'explique par le lien historique existant entre les deux pays. Ce lien devenant un handicap pour tout candidat à l'exil politique, les zaïrois ont commencé à voyager

ailleurs, La proximité de la France à la Belgique, la langue et sa tradition de «pays d'accueil pour les exilés» ont certainement joué. De 1980 à ce jour, la «communauté zaïroise» est passée de 5 à 15 000 personnes environ, en majorité, demandeurs d'asile ou déboutés. Et pourtant le voyage vers la France ou autres pays d'Europe, constitue un véritable parcours du combattant. En effet, depuis belle lu-

rette, l'Ambassade de France ne délivre plus de visas, sauf exception. Donc, les candidats à l'exil doivent transiter par plusieurs pays avant d'arriver à Paris (Paname).

Lorsqu'il débarque en France, le zaïrois est souvent pris en charge par les amis ou la famille dont il a les coordonnées. Malgré les conditions dans lesquelles il vit, l'africain se veut solidaire et hospitalier.

«Quand il y en a pour un, il y en a pour deux» disent-ils. Par conséquent, il est souvent rare de trouver une famille (au sens occidental du mot) chez les zaïrois. Il y a toujours un ami, un cousin(e) soeur ou frère en visite, de passage ou encore hébergé. En attendant qu'il trouve son propre toit, on vit entassés. Depuis quelques temps, il s'est développé des pratiques d'occupation d'appartements vides qu'on repère. On s'installe et on négocie après.

L'ADMINISTRATION

Avoir ses papiers constitue une obsession pour tout étranger. Le zaïrois est souvent demandeur d'asile politique. Toutefois 90 % de leurs dossiers sont rejetés par l' O.F.P.R.A.. Vient ensuite la longue procédure qui paralyse les uns et freine les ambitions des autres. Ainsi, un étudiant restera à la maison sans avoir la possibilité d'étudier dans une école ou une université, puisqu'il ne possède qu'un récépissé (ayant la mention : ne peut travailler en France) et non



GARRY. Journaliste, Animateur à Radio Paris (Ph : Damien Mabiala)

une carte de séjour. Il en est de même pour un travailleur. Son rapport avec l'Administration est souvent difficile sinon incompréhensible. L'écrivain zaïrois Mabaya avait décrit dans son ouvrage ses rapports avec l'Administration. Il en a produit un travail d'analyse institutionnelle (5). Certains zaïrois, découragés, ne font plus rien et vivent clandestinement. Faute de papiers, ils sont obligés de survivre. Pour cela, le zaïrois utilise le «D» sinon il se système marginalise.

Lorsqu'après avoir passé de longues heures d'attente dans une Préfecture, on entend dire qu'il manque tel papier ou alors que ce qu'on apporte ne sert à rien, les zaïrois le vivent comme une manifestation du racisme. Attitude qu'il faut nuancer, car ces tracasseries administratives n'ont pas que le noir comme victime. En témoigne l'enquête menée par le journal «Libération» auprès de trente jeunes étudiants de pays différents sur l'Administration, les rencontres, la télé, l'humour, le logement, le racisme (6).

Certains dégoûtés, cherchent d'autres pays plus accueillants que la France. Il ne faut pas perdre de vue les trajectoires individuelles, les attentes aussi. Quand on sait que l'arrivée en Europe représente un moyen sûr pour s'en sortir socialement ou économiquement, tout ce qui freine ses prétentions

ou ses ambitions peut être vécu dramatiquement, non seulement pour l'immigré ou exilé mais aussi pour sa famille qui a dû, parfois, vendre la maison ou faire des sacrifices pour le voyage.

Actuellement, les zaïrois tentent de s'organiser en associations d'entraide, de formation en informatique et créent

des P.M.E. Lorsqu'ils rencontrent des difficultés avec l'Administration, ils préfèrent d'abord demander conseils aux anciens ou aux plus perspicaces et ensuite aux assistantes sociales. Certains demandeurs d'asile ont vu leurs dossiers refusés définitivement parce qu'ils n'avaient pas d'adresse fixe. Par conséquent, ils n'ont pas reçu leur convocation du jugement à la commission de recours des réfugiés, ou encore ils ont négligé un rendez-vous ou sont arrivés en retard. A ce propos, on aurait même tendance à croire à l'existence «d'une heure zaïroise».

Bien entendu il y a une nette différence, selon qu'on vit dans un mi-



Illustration des comportements:

PRETEXTE FOOT

Dimanche au Parc des Loisirs à Gennevilliers, il est 15 h 15, le temps est un peu nuageux avec des apparitions du soleil. Deux femmes et un homme sont en train de décharger le contenu de leur voiture et les déposent à l'ombre des arbres en face du terrain de football. En me rapprochant d'eux, je distingue qu'il s'agit de nourriture et de boissons» en grande quantité. Je me présente auprès d'eux et demande si les matchs auront bien lieu, puisque le premier devait déjà commencer à 14 h (Algérie - Batelier). Le deuxième Congo - Ghana et le troisième Maroc - Zaïre. C'est le programme officiel que j'ai noté hier en me balladant dans le quartier de la Goutte d'Or (métro Château Rouge dans le 18è).

L'homme me répond ; «Ah, yo moko oyebi biso ba Zaïrois....» (tu sais, nous les zaïrois....), ce qui veut tout dire. Il me rassure en m'invitant à patienter sur le banc à l'ombre. Il me promet de me présenter aux responsables de ces matchs. Une voiture, une camionnette arrivent en même temps, je me dis «ça y est, ce sont les joueurs», Pas du tout, ce ne sont que les tenanciers de Nganda, ou disons, les animateurs du lieu, avec tout leur équipement (groupe électrogène, la sono ...) évidemment avec à manger et à boire. Une fête au sens large du terme en perspective. Je marche un peu dans le parc, une heure passe. Je reviens près du terrain. On attend encore les joueurs zaïrois de l'équipe Batelier. Je croise un étudiant congolais, il m'explique la situation et me conduit à l'organisateur de cette manifestation sportive. Ce dernier est un peu débordé, il doit composer une équipe pour remplacer celle de Ghana. On remet à plus tard notre conversation. Du côté des spectateurs, je note aucune animosité malgré ce non respect de l'heure du match. Je me dit que la notion de temps, ici, est implicite. Donc, 14 h n'est pas vraiment 14 h. Quelqu'un derrière moi appelle «Président! regarde ton joueur il mange de la Chikuange avant d'entrer sur le terrain».

La chukuanga étant consistante, elle nécessite un temps de digestion. Bref, le match commence, je regarde ma montre, il est 16 h passées. J'entends ce qui se dit, les derniers potins, on échange les adresses et numéros de téléphone, les tuyaux et les nouvelles du pays. On parle de tout sauf ou très peu du match.

L'équipe Batelier est composée de zaïrois, en temps normal. Là, on y trouve sénégalais et autres nationalités africaines. Sur le terrain, un joueur zairois interpelle l'arbitre en lingala «arbitre azali kosimba !» (arbitre, il me tire). Je cherche à voir cet arbitre dont le maillot ne se distingue guère des joueurs. C'est un maghrébin, a-t-il compris ce que lui dit le joueur ? Les Bateliers sont menés 0-2 par l'Algérie en trente minutes de jeu. Avec l'organisateur, nous trouvons un coin hors du champ du haut-parleur qui diffuse de la musique, II me parle de l'organisation «c'est un tournoi des pays francophones». Il poursuit devant mon étonnement que les autres pays n'ont pas répondu à l'invitation. : «nous avons prévu des matchs jusqu'à l'approche de l'hiver, nous comptons organiser un concert populaire. Une remise de coupe par le Maire de Gennevilliers». Je m'empresse de lui demander dans quel cadre cela se fait ? «Nous sommes une association «africa-Antilles-La Negra». Elle est présidée par Adam Nkanyolo et Omanga Wilson. A la fin de notre entrevue, il m'offre un coca avant de retourner à ses occupations.

Je traîne encore autour du stade où je croise un copain de fac. II est surpris de me voir là. Du match, il me dit «ici, c'est le calme. A Nanterre, c'était des bagarres dans chaque match». Les gens sont bien habillés (endimanchés), Certains fument le cigare. Les supporters du Parc des Loisirs de Gennevilliers n'ont rien à voir avec ceux du Parc des Princes. (7)

- (1)
- -Ludo MARTENS «Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba» Edition Epo (Anvers-Belgique), 1985
- Emmanuel DUNGIA «Mobutu et l'argent du Zaïre», Edition l'Harmattan, Paris, 1992
- Le Cahier du GRIP «Congo-Zaïre : la colonisation, l'indépendance, le régime Mobutu et demain ? Ouvrage collectif 33 rue Van Hoorde - 1030 Bruxelles
- Colette BRACKMAN «Le dinosaure ; le Zaïre de Mobutu» Edition Fayard, Paris, 1992
- Mobutu Sese Seko : «Le procès (Tribunal permanent des peuples). Textes et documents sélectionnés et présentés par C.K. Lumuna Sado et Buana Kabut publié par A.F.R.I.C.A. pour l'Institut de l'Afrique Centrale, Bruxelles, 1992
- (2) Mar FALL «Des africains noirs en France ; des tirailleurs sénégalais aux... Blacks» Editions l'harmattan, Collection Point de Vue, Paris p. 13(3) Mar FALL : op. cité p 14

- (4) Omar MALABO in «Les nègres alibis», Revue «Voix d'Afrique» n' 26, février 1992, p 31
- (5) Mabaya Ma MBONGO «Le courrier d'un réfugié africain» Ed. Kolwezi, 1984
- (6) Michel CRESSOLE in «Français, des oreilles étrangères vous écoutent» Journal «Libération» du 28 et 29 décembre 1991, p, 19-22
- (7) Damien MABIALA in «Prétexte Foot» le 27 août 1989
- (8) Justin-Daniel GANDOULOU» Entre Paris et Bacongo» Centre Georges Pompidou, 1984, CCI, p 139
- (9) Emmanuel DUNGIA, op. cit. p 37
- (10) Emmanuel DUNGIA, op. cit. p 75
- (11) Pierre PEAN, «L'Argent noir», Ed. Fayard, Paris, 1988, p 141
- (12) Justin-Daniel GANDOULOU op. cité p 137
- (13) A.T.Z.E. (Association des Travailleurs Zaïrois de l'Etranger) C/ A.T.2. France B.P. 175 94005 CRETEIL CEDEX



lieu «évolué» ou non. Cela n'a rien d'étonnant, du moins pour les membres de la «communauté».

LA GESTION QUOTIDIENNE

Les années passent, certains se retrouvent avec femmes et enfants que j'appelle la première génération. Ces enfants, issus de l'immigration, ont leurs problèmes spécifigues par rapport à leurs parents, à l'école et à l'environnement parfois hostile. Ils s'adaptent «plus facilement que leurs parents». Ils apprennent qu'ils sont «des sales noirs». Au fond, certains parents, interrogés par moi, disent «l'Europe c'est un piège !. D'Afrique, on vient avec des idées préconçues, on se retrouve confrontés à une autre réalité qu'on est dans l'obligation d'affronter, sinon de composer avec elle».

Cependant, il y a une césure entre la manière d'élever son enfant ici et en Afrique reconnaissent-ils.

Par exemple ; «Taper son enfant» n'est pas perçu de la même façon selon les contextes.

Les zaïrois ont tendance à se référer à leur vie au Zaïre. Cela se traduit par sa manière de parler, de manger surtout, d'écouter la musique ou leur esprit festif. Les zaïrois ont une vie culturelle très réduite. Très peu sont capables de vous dire les derniers films ou pièces de théâtres vus, encore moins l'exposition visitée. Pour les ouvrages, le déficit est encore plus grand, mis à part la population estudiantine. **

Toutefois celle-ci a tendance à laisser tomber ses livres une fois les diplômes obtenus. La femme zaïroise est à la traîne sur tous les plans. Lorsqu'elle rentre du travail et après les travaux ménagers, elle se met devant la télé: les émissions favorites sont: Santa Barbara, Sacrée Soirée ou sinon ce sont les cassettes vidéo zaïroises qu'on visionne à longueur de journée. Il y a des familles qui ont la capacité extraordinaire de «voir», et non de regarder la télévision, en même temps qu'ils écoutent la musique.

Les zaïrois qu'on rencontre en France réduisent les 8 000 kilomètres qui les séparent de son pays à travers un certain nombre d'objets symboliques. Cela va des tableaux de peinture, sculptures, aux mets que certains mangent quotidiennement, Depuis qu'on trouve tous ces produits exotiques chez les épiciers asiatiques aux environs du marché Dejean à Paris (métro : Château-rouge) pourquoi s'en priver disent-ils ?

Ainsi les habitudes alimentaires sont conservées, de même que les coutumes. Lorsque survient un décès d'un parent au pays, les amis viennent présenter leurs condoléances, consoler la famille éprouvée. Les visites ou veillées durent une semaine à l'issue de laquelle un rendez-vous est fixé sous 40 jours en vue de la levée du deuil. Cette cérémonie se déroule souvent, faute d'espace, dans une église où après la messe un pot est offert dans un local annexe. (voir en cadré p35 : "Prétexte foot")

L'ELOGE DE LA MEGALOMANIE : LA S.A.P.E.

Du verbe saper «s'habiller, se vêtir», pour les zaïrois et congolais, la S.A.P.E. veut dire la «Société des Ambianceurs et Personnes Elégantes». A l'origine de ce mouvement extrêmement minoritaire de zaïrois, ce phénomène a été médiatisé et popularisé par le musicien Papa Wemba, le pape de la sape. Ce dernier est adulé actuellement plus par les congolais que les zaïrois. Dans un ouvrage consacré a ce phénomène, l'auteur montre que les sapeurs ou aventuriers n'inventent rien «comme l'on fait à une certaine époque les «dandys» ou les «zazous», ils s'habillent à la dernière mode» (8). Les sapeurs ont tendance à s'exhiber, un goût bien entendu prononcé des vêtements luxueux et griffés (couleur vive de préférence). Ils développent pour cela toute une stratégie de vie et de représentation.

Pour comprendre ce phénomène, il me semble intéressant de voir le contexte dans lequel il est né. C'est celui de la politique zaïroise incarnée par ses dirigeants qui sont en fait les «premiers sapeurs», de vrais mégalomanes. Cela se traduit par un certain nombre de projets coûteux et farfelus pour le Zaïre. En un mot la gabegie.

Dans un récent ouvrage écrit par l'ex-agent des services secrets zaïrois dont le fameux Maître Jacques Vergès (l'avocat de Mobutu) a essayé de faire supprimer des pages sans succès. On y apprend que pour célébrer son mariage ainsi que celui de ses filles en 1980, Mobutu a dû dépenser 25 millions de francs français. Quand à la tenue de la Présidente et de sa soeur jumelle ont coûté la bagatelle de 1,6 million de francs français chez Coco Chanel à Paris (9).

Un ambassadeur zaïrois en France va «chez un tailleur parisien spécialisé dans la confection de l'uniforme national, il choisit un tissu, paie le prix du rouleau entier et demande au tailleur éberlué de leur confectionner un costume et de retirer le reste du rouleau de l'étalage pour être le seul à porter ce tissu!».

Selon bungia, le Maréchal Mobuta entretient une «confusion absolue entre son patrimoine privé et celui de l'Etat. Son train de vie est d'au moins cinq fois supérieur à celui du Président des Etats-Unis d'Amérique (10).

Dans un article publié à New York par l'universitaire américain Guy Gran en 1983, cité par Pierre Pean on lit; «Mobutu, la deuxième ou la troisième plus grande fortune du monde, est probablement la plus grande valeur dans les annales du crime». (11), Enfin, la dette extérieure du Zaïre s'élève à 8,8 milliard de dollars soit l'équivalent de la fortune de son Président.

Pour J.D, Gandoulou : «la consommation ostentatoire des aventuriers renvoie à l'identification aux individus de la société dominante congolaise» (12). La chaîne de télévision Canal Plus a diffusé récemment un reportage sur les sapeurs au cours de laquelle l'un d'eux se vantait de valoir en habit et accessoires 150 000 francs. Cette émission a suscitée de vives protestations au sein de la «communauté zaïroise» (13).

Dans ce milieu de la frime, que ce soit au haut niveau de l'Etat, au sapeur-aventurier, ce qui compte, me semble t-il ce n'est pas l'être mais plutôt l'apparence.

Damien MABIALA

Les projets des associations villageoises africaines en France : Quel développement là-bas ? Quelle intégration ici ?

Le public français est mal informé sur les associations villageoises africaines et leurs activités de développement. Les travailleurs sociaux sont parfois aussi dans cette ignorance. Or une action en direction des immigrés nécessite la connaisssance approfondie du fonctionnement de ces associations et de leurs rapports avec les communautés de base.

La situation de nombreux Africains en France n'a cessé de se détériorer : chômage et manque de qualification professionnelle, précarité des revenus, insuffisants pour vivre convenablement et pourvoir aux besoins des familles restées au pays. mauvaises conditions d'habitat, fragilité, inconsistance des liens sociaux hors du cercle des ressortissants du même village ou région, problèmes de régulation au sein même des communautés (échec scolaire, délinquance des jeunes, etc.) Cette accumulation de handicaps en fait souvent une population très exposée.

Pour ces raisons, d'ailleurs, les Africains résidant en France n'ont pas toujours une image positive dans l'opinion publique (stéréotypes véhiculés et amplifiés par les médias de l'étranger, clandestin, délinquant, pauvre, bref du bouc-émissaire...). De telles représentations induisent et renforcent des formes d'exclusion. C'est un phénomène croissant auquel aucune solution vraiment satisfaisante n'a encore été apportée. Les discours volontaristes des politiques et de l'administration mettent en avant deux formules quasi-magiques, insertion et intégration. Ces termes restent encore ambigus et normalisateurs.

Se contenter de ces formules paraît hasardeux. Il faudrait plutôt les mettre en question, tenter de découvrir ce qu'elles signifient vraiment dans les stratégies individuelles et collectives des intéressés. Associer les Africains eux-mêmes à un effort d'opérationnalisation de ces mots d'ordre, est, nous semble-t-il, une condition nécessaire pour rendre cohérent et réaliste un accompagnement conduisant au développement économique et social désiré, ici comme là-bas.

stratégies des associations africai-

Malgré la situation difficile qui leur est faite, un grand nombre d'Africains trouvent en France les moyens de financer la construction d'infrastructures dans leurs villages d'origine. Il s'agit de projets collectifs tels que la construction et la gestion de dispensaires, maternités, pharmacies, écoles, coopératives de production et de distribution, etc. Ces associations villageoises ne sont pas des expériences isolées, mais un mouvement représentatif : pratiquement tous les ressortissants africains y adhèrent : «La vie associative qui marche est celle des associations villageoises, parce qu'elles organisent des choses pour les villages. Tout le monde est motivé parce qu'il y a eu pas mal de réalisations faites dans les villages d'où viennent les immigrés qui sont ici» (un membre d'une association, Aubervilliers, 1990). Ce mouvement prend de l'ampleur à partir de la fin des années 70. Depuis 1981, grâce à la nouvelle loi sur les associations d'étrangers, un bon nombre de ces regroupements adopte le statut juridique d'association loi 1901.

Les associations villageoises font reconnaître l'action de leur communauté, elles donnent ainsi un sens à

37

Pratique

leur séjour en France et se présentent de façon nouvelle auprès de la population d'accueil. Contribuent-elles, de ce fait, à une amélioration de l'existence de leurs membres dans le tissu économique et social français? C'est une question qu'on peut se poser ensemble. Un président d'association interviewé nous déclare :»La loi 1901, ça aide. Avant, on donnait des cotisations entre nous, il n'y avait aucun dossier officiel (...) lci, s'il n'y a pas de statut, ça ne peut pas marcher (Paris, 1989).

Un autre questionnement surgit : mieux vivre en France fait-il partie intégrante du projet de ces associations ? Dans la mesure où leur contribution au développement peut leur donner un statut d'acteurs, mieux, d'agents de développement, ils devraient trouver, grâce à cette démarche, une reconnaissance ici Mais alors comment expliquer l'échec fréquent de l'insertion sociale des «immigrés» (le terme parle de luimême) alors que les villages, là-bas, voient leur condition s'améliorer sensiblement ?

Les Africains pensent une installation possible en France quand l'autosuffisance sera assurée au village : «on s'occupera de nous après, disent-ils, J'aimerais voir mes gosses comme tous les hommes. Mais qu'est-ce qui m'empêche de vivre comme tous les autres ? Le manque de moyens, le manque de possibilités. Ce manque de possibilité, il va falloir essayer de le combler en sacrifiant nos vies à nous et dans l'espoir que nos enfants ne connaissent pas les mêmes problèmes» (membre d'une association villageoise, Alforville, 1991). S'agit-il donc seulement de survivre, de s'organiser dans un milieu souvent percu comme hostile? En réalité l'association est sur-

tout une stratégie pour donner une base légale à la communauté existante mais peut-être aussi une nouvelle légitimité. Les projets pour le développement des villages prennent alors une signification nouvelle ; par-delà leur visées économiques, ils assument de plus en plus la réorganisation et l'intégration socio-culturelle des communautés implantées» (1): «L'association a contribué à une meilleure prise de contact, à une meilleure compréhension entre les gens du village ici et là-bas» (Alfortville, 1991). Les TS doivent tenir compte de ce fait en utilisant, dans leur dialogue avec les associations, différentes formes d'expression culturelle y compris l'écriture des Africains eux-mêmes pour que ces derniers puissent se réapproprier leur mémoire. (2)

Mais comment y parvenir, quels autres moyens peuvent être utilisés et pour quels effets souhaîtables ? Il faut, à cet égard, s'interroger sur le rôle joué par les foyers d'hébergement comme lieux de rencontre et d'échanges, sur leur fonction d'accueil des communautés africaines en France. Les formes d'entr'aide que le nouvel «immigré» y trouvait, auprès des siens, dans les années 60, facilitait-il ses rapports avec la société française ? En outre un «encadrement social» était assuré d'un côté par le personnel des foyers (administratifs, animateurs, etc., de l'autre, par des intervenants extérieurs (membres d'associations, militants politiques et syndicaux, élus locaux) Mais ces interventions restaient souvent enfermées dans deux logiques:

Celle du système d'exploitation économique d'une main-d'oeuvre à bon marché. (3) Celle d'un militantisme qui, même s'il était de bonne foi, ne survivait que grâce à la reconnaissance d'une «clientèle» assistée

Ces deux logiques, loin d'aider au développement autonome des personnes, les enfermaient dans une relation de dépendance. «L'immigré» étant considéré comme inadapté, il devait donc être entièrement soutenu et, en conséquence, privé de ses moyens d'expression propres.

La rupture de la fin des années 70 La période qui succède voit une diminution des aides accordées par les organismes gestionnaires des foyers en arguant de la nécessité, pour cause de crise économique, d'une plus grande prudence de gestion. (4) Par ailleurs les intervenants extérieurs se démobilisent et se distancient des activités des foyers ; un dirigeant d'association nous déclare, en avril 91 : «La vie dans les foyers, maintenant, qu'est-ce qu'il y a ? Il n'y a rien !» Confrontées à ces difficultés et se trouvant seules dans l'obligation d'y faire face, les communautés accroissent leur autonomie en créant des associations : «La loi 1901 a changé quelque chose (...) ça permet d'être une association reconnue dans la société où nous vivons et ça permet aussi une ouverture avec les gens de la société française». Et

Par suite de l'accroissement de la population et des regroupements familiaux, particulièrement en région parisienne, les foyers sont devenus insuffisants et les «immigrés» tenus aux marges de la cité. Mais les associations villageoises peuvent continuer à assurer la coordination de leurs membres, même si ces der-

encore: «Le statut 1901, on l'a de-

mandé pour être reconnu» (Paris,

décembre 1990).

- (1) Si l'on reprend une définition récemment proposée par le Haut Conseil à l'intégration, on réalise qu'elle peut s'harmoniser avec les stratégies décrites ci-dessus : «.(..) il faut concevoir l'intégration non comme une sorte de voie moyenne entre l'assimilation et l'insertion, mais comme un processus spécifique : par ce processus il s'agit de susciter la participation active à la société nationale d'éléments variés et différents, tout en acceptant la subsistance de spécificités culturelles, sociales et morales et en tenant pour vrai que l'ensemble s'enrichit de cette variété, de cette complexité» .Pour un modèle français d'intégration, Premier rapport annuel au premier ministre, La Documentation Française, Paris, mars 1991. Nous en retenons, du moins, qu'il s'agit de comprendre et d'assumer la complexité, de ne pas faire de l'intégration un processus réducteur mais un mouvement de re-connaissance.
- (2) Cette position des associations villageoises africaines apparaît d'autant plus intéressante qu'elle évite un phénomène d'acculturation généralement déracinant ou une réaction de retrait dans un ghetto culturel où la culture d'origine continuerait de fonctionner à vide et dont les conséquen-
- ces sont l'exclusion par la société d'accueil. A l'inverse , les associations villageoises transforment leur propre milieu et ce faisant modifient en s'y insérant le tissu social français et leur société villageoise d'origine . Il nous est difficile, dans le cadre étroit de cet article, de développer ce propos ; nous appellerons cet ordre de fait *processus de transculturation* : «Parler de transculturation , c'est refuser le modèle mécaniste d'adaptation d'un groupe social à des normes étrangères par pure et simple adoption de celles-ci « JL Dumont : «Socialisation et expérience transculturative», Revue *Mbongui*, Institut Supérieur des Sciences de l'Education , Université de Brazzaville , 1976.
- (3) cf Cl Meillassoux qui pose bien le problème du «double marché du travail et de la ségrégation» in : *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspéro, 1982, pp.179-184.
- (4) Cela est, sans doute, une conséquence de la diminution des subventions allouées par le FAS aux organismes gestionnaires, mais surtout à l'absence de réelles politiques d'accompagnement social de la part de ces organismes.

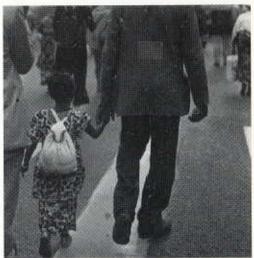
entre leurs stricts besoins alimen-

taires, l'entr'aide en France et l'envoi

L'accompagnement des projets de développement et des stratégies d'intégration : un nouveau rôle, aujourd'hui, pour les travailleurs sociaux

d'accueil.

Les travailleurs sociaux ne doivent pas laisser le monopole de la recherche et de l'intervention sociales aux chercheurs *en titre* mais tenter de relier les stratégies d'intégration des Africains aux dispositifs d'insertion existants. Entre la dynamique des



«il va falloir essayer de le combler en sacrifiant nos vies à nous et dans l'espoir que nos enfants ne connaîssent pas les mêmes problèmes» (Ph : M.P. GAVET)

communautés africaines et les dispositifs imaginés de l'extérieur il y aurait place pour une gestion qui soit en cohérence avec le projet des uns et le devoir d'insertion des autres. Il faut donc se poser la question de savoir quelle démarche concevoir pour cet accompagnement social des projets individuels et collectifs. (11)

niers résident dans des logements éloignés des foyers. L'association est un moyen de liaison pour la communauté et joue un rôle régulateur en recréant des repères autour desquels se réorganise la vie sociale et culturelle. (5) Les projets villageois ponctuent les temps et espaces sociaux de la vie dans les foyers en suscitant parfois des formes de communication inédites. Il faut souligner ce fait que les Africains ont mieux assimilé qu'on ne le pense la société de communication en y exprimant et diffusant leurs propres modes de sociabilité.

Les communautés, qui ont su développer au sein des foyers une fonction de centre de vie sociale, de lieucarrefour, vont progressivement donner à ces établissements de nouvelles fonctions, celles de supports pour des rencontres associatives et avec d'autres partenaires. (6)

Nous sommes loin des simples solidarités de survie ; une autre période dans l'histoire de l'immigration africaine en France, s'amorce, celle de l'auto-organisation. Aujourd'hui, la prise en charge des Africains par eux-mêmes, dans les foyers (7), est liée au fait qu'ils ont réinventé ces lieux en s'en réappropriant l'espace et en tissant des relations, dans la ville. Ces stratégies d'intégration des résidents constituent un réel progrès par rapport aux pratiques d'assistance qu'ils subissaient auparavant. De nouveaux hommes forts entrent en scène : les leaders associatifs.

Emergence de nouveaux pouvoirs

Les associations villageoises développent des stratégies dont l'enjeu est le pouvoir de gérer de façon nouvelle le groupe. Elles constituent ainsi un nouveau centre face à celui du foyer où vivent les «vieux.» Dans ce nouvel espace les leaders associatifs tentent de faire émerger une autorité fondée sur leur capacité à vivre autrement tout en assumant leurs traditions en France. Ces leaders appartiennent, pour la plupart d'entre eux, à la génération des 30/40 ans. Plusieurs ont derrière eux des expériences syndicales, politiques de délégués de foyers. Ces expériences vécues, notamment au cours des années 70 leur ont permis d'acquérir la connaissance des rouages de la «société d'accueil» et de développer un regard critique sur elle comme sur leur communauté dont ils restent, cependant, solidaires. C'est une démarche qui n'est pas sans risque, car s'ils apparaissent comme des traitd'union entre leur communauté et la société française et jouent le rôle d'animateurs -mobilisateurs, ils courrent, aussi le risque de former

une nouvelle élite coupée de sa base. (8)

«Au pays», (9) Les projets conçus à la fois par les immigrés et les villageois stimulent des activités (voyages, rencontres autour desquels un nouvel équilibre des pouvoirs s'établit) et entrainent des changements au niveau du rapport immigrés-villageois, avec les Etats et les ONG. Dans le même temps une distinction s'opère entre un centre de financement des projets et une périphérie en développement devenant dépendante du marché de l'emploi européen.

lci, on constate que les démarches des associations auprès des organismes d'Etat sont davantage des demandes de reconnaissance que de financements. Ces associations financent d'ailleurs, en grande partie, elles-mêmes leur projets. (10) Malgré les faibles revenus de leurs membres (revenus qu'ils partagent

(5) Il suffit de visiter un foyer de «travailleurs isolés», un jour de fête ou un week-end, pour constater que les réunions d'associations villageoises permettent aux familles habitant hors du foyer de se retrouver.

(6) Par exemple des *ONG* comme leGRDR, Frères des Hommes, ou des associations commela CIMADE, la FASTI, Acteu*rs lci et Là-bas, CCFD, SPF, AICF, sans oublier les municipalités.*

(7) Ils auront, par exemple, leur mot à dire pour l'attribution d'une place disponible, dans des organismes tels que la *SOUNDIATA*, *L'AFTAM* ou l'*ASSOTRAF*.

(8) Une étude seraît, ici, nécessaire pour évaluer les potentialités d'action que représentent ces nouveaux détenteurs de l'autorité dans la communauté Africaine et il nous est bien difficile, dans les limites d'un bref article, d'en dire davantage. L'intérêt d'une telle analyse serait de déterminer

comment se constituent les leaders. Sont-ils seulement des «intellectuels», capables de traduire dans les formes du discours occidental les modes de sociabilité africains, ou bien des héros de la diaspora africaine, des novateurs créateurs de valeurs. Ce sont eux, s'ils existent, qui peuvent donner un sens à la notion d'intégration, c'est-à-dire un mouvement qui transforme l'espace social dans lequel il a à prendre place.

(9) Pour les Africains de la région parisienne, Il s'agit surtout de la vallée du fleuve Sénégal (Soninké, Peul, Kassonké), région divisée par les frontières coloniales délimitant le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

(10) Cet «argent chaud» intéresse d'ailleurs les pouvoirs publics français..

(11) Ce type de questionnement peut aussi s'adresser, à d'autres populations que les Africains ou personnes étrangères résidant en France.



Ne pas donner des réponses toutes faites...

Il paraît urgent de rompre avec toute opération réparatrice dont l'intention est d'imposer des modèles préconstruits, l'histoire montre qu'elle est vouée à l'échec. Il ne s'agit pas non plus de critiquer systématiquement les actions entreprises en matière d'insertion dans la société d'accueil ou l'aide, sous toutes ses formes, aux pays d'origine. Le conseil, l'orientation, l'apport de moyens techniques et financiers sont toujours nécessaires, mais ne sont pas suffisants pour favoriser un développement.

Plutôt que de donner des réponses à des besoins signalés, il semble utile d'évaluer les ressources des populations concernées, de les valider, et les mobiliser sur des projets à construire. Le développement économique au village ne sera effectivement réalisable que s'il se double, au sein des communautés, d'une capacité d'expression et d'organisation.

Repenser le développement social

Il faut reconsidérer l'action économique et sociale à travers une logique de partage et d'engagement ; les communautés doivent être davantage impliquées dans toute étude, conception ou réalisation de projet les concernant. Malgré ses récentes positions (12), l'Etat français a encore du mal à accepter toute forme d'auto-développement qui échappe à son contrôle. C'est pourquoi, souvent, il commandite des associations, organismes, ONG, dont on pourrait avancer qu'ils constituent parfois des formes décentralisées de l'ancienne Coopération. Avec ces dernières une négociation doit, cependant, être possible de façon à donner aux associations africaines un espace d'autonomie nécessaire et pour qu'un partenariat puisse vraiment exister.

Mettre en oeuvre un réseau interpartenarial...

Partir des dynamiques endogènes des populations, de leurs ressources

mais éviter de reproduire des fermetures et des cloisonnements conduisant à l'intolérance et à l'exclusion. Il s'agit au contraire de mettre en relation, d'ouvrir des espaces nouveaux de dialogue et permettre que des rencontres s'y réalisent. C'est là un travail de proximité et communautaire en ce qu'il rapproche et rend commun, donne du sens et autorise une redécouverte réciproque (à travers des échanges et peut-être la possibilité d'une écriture collective de l'histoire de ces projets). Une telle démarche n'est pensable que dans le cadre global d'un développement tout à la fois économique, socio-culturel et politique géré par :

- des acteurs économiques (producteurs d'un développement dans la société d'origine)
- des *médiateurs* (travailleurs sociaux (13), animateurs, leaders associatifs) dont le rôle est d'être à l'inter-face, d'empêcher la fermeture.
- des partenaires (financeurs, décideurs, politiques)

En articulant l'intégration ici au développement là-bas.

« Ce qui se passe ici nous concerne, ce qui se passe au village aussi»

Trouver des points d'articulation entre l'économique et le social (14), mettre en lien ce qui fait trop souvent l'objet de démarches séparées voire opposées de la part des «spécialistes» de ces questions, c'est ainsi qu'ensemble nous pouront inventer de nouvelles voies. Ne pas oublier que si les stratégies d'intégration des Africains se construisent, pour beaucoup d'entre elles, à travers leur contribution au développement de leur société d'origine, c'est aussi parce qu'un maldéveloppement a provoqué ce voyage, ce nécessaire détour par l'immigration

Enfin, il faut souligner ici, l'importance et la responsabilité de ceux que nous avons appelés «médiateurs». De leur positionnement et de leur pratiques dépend la réussite ou l'échec de l'entreprise.

C'est vrai pour les travailleurs sociaux, animateurs, formateurs qui travaillent en inter-face : «Pour certains travailleurs sociaux, parler de culture soninkée veut dire parler du retour (...) C'est un peu dommage, certains travailleurs sociaux sont des têtes bouchées, c'est dommage, il faut partir des trucs naturels : si demain je dis dans le foyer : on va aller au théatre, ils vont rigoler, mais si je dis : allons discuter un sujet sur votre village, j'aurai des gens qui vont m'écouter. C'est à partir de là qu'on peut les insérer, parce qu'ils seront obligés d'aller voir des personnes (...) ils ne pourront jamais travailler seuls» (membre d'une association villageoise, Paris, nov. 1990).

Mais c'est vrai également pour les «leaders associatifs» africains car eux seuls, dans leur communauté, sont à la fois porteurs d'une mémoire africaine et capables de la réinvestir (ou de la pervertir) dans des stratégies d'intégration.

Dynamique de l'intégration

Les projets villageois des Africains vivant en France s'inscrivent dans des démarches auprès d'opérateurs et de décideurs. Ceci devrait avoir pour conséquence une certaine reconnaissance de la part de la société française. Parallèlement, cette dernière met en place des dispositifs d'insertion susceptibles d'offrir aux immigrés des formes d'accueil; elle tend ainsi à modifier sensiblement les institutions existantes.

L'hypothèse que nous formulerons est qu'un accompagnement social peut catalyser (voire amplifier) ces mouvements (démarche des Africains, reconnaissance sociale, changements institutionnels), en les articulant pour déterminer une dynamique de l'intégration.

Pour y parvenir, la politique à mettre en oeuvre devrait développer la communication dans le social en redéfinissant les TS comme agents de développement. Ceux-ci auront,

⁽¹²⁾ Cf le rapport du Haut Conseil à l'intégration déjà cité.

⁽¹³⁾ Il faut reconnaître que cette conception, peu fréquente, du travail social en milieu immigré apparait dans les conclusions d'un récent bilan de l'action sociale menée par M. Royer, du SSAE, dans un foyer parisien (17ème arrd). Ce bilan définit trois rôles du travailleur social :

^{«-} être le catalyseur des demandes, des projets, des initiatives;

traiter collectivement des situations individuelles d'une population spécifique tout en privilégiant la relation individuelle avec chaque membre du groupe à partir de laquelle peut se bâtir un travail social collectif;

⁻élaborer avec d'autres profesionnels des modes d'insertions; mais il se trouvera toujours à l'interface entre deux groupes, dans un espace intermédiaire où se négocient de nouvelles médiations.» Bilan intermédiaire de l'action sociale menée avec les résidents du Foyer, d'avril àoctobre 1991.

⁽¹⁴⁾ Comme y invitent d'ailleurs certaines ONG en demandant que soit menée «une reflexion de fond sur la relation entre immigration et développement (cf l'article de Ph. Bernard, Le Monde du 18/10/91, p.12.)

eux aussi ,à s'intégrer dans cette démarche d'accompagnement et de développement social, c'est-à-dire également dans une dynamique de changement (cf. la note 8 sur les leaders associatifs).

Les observations présentées ci-dessus ne sont que le constat d'une situation dans un processus dynamique qu'il importe maintenant de mettre en oeuvre. A cette fin, nous proposons une démarche pour un travail social individuel et collectif en six phases :

1 L'exploration auprès d'individus et de groupes

Il est, en effet, nécessaire de connaitre d'abord la situation générale ; le terrain, les conditions de vie des habitants. Pour cela :

- Avoir des entretiens avec le (ou les) groupe(s) intéressé(s) pour repérer toutes les possibilités (ressources propres, partenaires potentiels, réseaux locaux, sources de financement, etc.

- Présenter la démarche par des consultations et des actions de sensibilisation. Il s'agit également, pour les TS de clarifier sa propre implication et les enjeux d'une telle pratique.

2 Création et animation d'un espace de parole

Le groupe s'exprime, travaille sur son image et sur celle des intervenants (TS ou autres partenaires sur le site). Cette phase d'expression, facilite la prise de conscience des ressources cumulées par expérience, rend possible l'évocation de souvenirs et la formulation de désirs. Tout ce qui est écarté, parce qu'on en ignore l'importance ou parce qu'on veut en nier le contenu, redevient une valeur à mobiliser pour l'action et réhabilitant la personne. Cette façon de travailler s'oppose très vigoureusement à la logique des réponses institutionnelles consistant à imposer immédiatement une solution toute faite. Ce travail en

interaction avec le goupe est la principale source de connaissance (diagnostic) pour le travailleur social qui doit comprendre les difficultés de vie des personnes, mais aussi les thèmes à partir desquels ces dernières pourront être mobilisées.

3 Elaboration d'un projet

Emergence du projet collectifet identification plus précise des ressources. Définition, avec le groupe des domaines d'intervention prioritaires et ouverture progressive vers des partenaires locaux en rédigeant collectivement et en diffusant les premiers résultats obtenus. A partir de ce moment, le groupe devient ainsi auteur d'un projet (même si sa faisabilité n'est pas encore assurée) et le TS un réel média entre le groupe et les concepteurs /décideurs politiques de l'action sociale.

4 Mobilisation des ressources

Validation, actualisation pour réinvestissement des ressources dans l'action. C'est le stade de l'organisation pour un travail plus approfondi du groupe sur les projets à définir avec plus de précision (dynamique collective.de fiabilisation des projets).

5 Stade d'opérationalité

Mise en place d'un dispositif pour rendre faisables les projets. Conception d'un montage financier, utilisation d'appuis techniques, financier et politiques. Se donner des objectifs précis visant à une action dont les résultats seront mesurables.

6 Individualisation de la démarche

Recentrage sur les projets individuels en relation inter-partenariales. Le projet commun, que les opérations antérieures avaient pu consolider, va donner la possibilité à des projets individuels de s'affirmer et de s'intégrer dans un contexte cohérent. On rend ainsi solidaires l'approche collective et l'approche individuelle en travail social.

Gérer l'image des immigrés

Nous voudrions insister sur l'idée. souvent exprimée dans cet article, de la fonction médiatrice des TS.. En effet, un projet, qu'il soit celui d'une personne ou d'un groupe aura d'autant plus de chances d'aboutir s'il est porté à la connaissance de ceux qui peuvent aider à sa réalisation, cette évidence n'est malheureusement pas toujours perçue. Les TS doivent donc occuper, en interface, le centre d'un réseau de partenaires (immigrés, organisations gouvernementales et non gouvernementales, élus locaux, associations, entreprises etc.) en vue de coordonner les actions.

C'est peut-être là, aujourd'hui, le rôle majeur des TS : faire entendre la parole des gens, quels qu'ils soient, faute de quoi l'opinion publique en forgera une image fausse et surtout négative. Gestionnaires et responsables de cette opération de mise en lien, les TS doivent avoir le sens de la relation, ce que précise assez justement un rapport récent au ministre de la Fonction publique surtout lorsqu'il souligne la nécessité de «faire communiquer les acteurs».(15) L'intention est excellente, mais les moyens de la traduire en actes sontils donnés?

Les Africains, unis en France comme «au pays» autour d'un projet de développement villageois, sont solidaires; leur mode d'existence suscite une nouvelle forme d'intervention sociale qui sache utiliser ce levier puissant qu'est la communication.

Les éléments proposés, dans cet article, pour une action sociale sensée et efficace constituent une alternative (16) aux différents dispositifs mis en place qui ne correspondent, selon nous, ni aux aspirations ni aux réalités vécues par les populations dont nous parlons ici.

Daniel Curbelo Jean-Luc Dumont

(15)*(...) faire communiquer les acteurs, ceux du terrain notamment qui savent de quoi ils parlent et le disent dans le langage de la vérité et de l'action.(...) Le rôle des communicants sur les messages complexes peut être alors de médiateurs, d'accompagnants attentifs au respect tant de l'émetteur que du recepteur» P. ZEMOR: Le sens de la relation. Organisation de la communication de service public Rapport au ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et de la modernisation de l'Administration.

La documentation française, 1992, pp.67-68.

(16) Une telle expérience (qui fera l'objet d'un article ultérieur) est

actuellement menée au Foyer Soundiata d'Alfortville à l'initiative de son directeur, D. Curbelo, avec l'appui technique de J.L. Dumont (sociologue) et la participation active des membres du groupe «développement de la vie associative» du foyer. Cette action de développement économique et social s'appuie sur un réseau de partenaires (ONG, associations locales, municipalité, Services sociaux) et crée des secteurs d'activité où les résidents sont les principaux acteurs (animation socio-culturelle à l'intérieur et à l'extérieur du foyer, régulation de la vie du foyer, ateliers d'écriture, formation).

PENCONTRE VEALURE (INTERPRÉE DE L'ACTION COLlective et action collective

Tout représentant institutionnel, que son action relève du domaine éducatif ou de l'aide et de la prévention sociales doit pouvoir dépasser le cadre de son champ d'intervention pour pouvoir y intégrer les dimensions ethniques, sociales et culturelles de la population auprès de laquelle il intervient.

Une telle optique suppose une approche en terme d'ouverture et de dynamisation locale.

Les cours bénévoles de Français que je donne depuis un an à des enfants Kurdes, Turcs et Maliens, vivant dans un squat dans un quartier de Paris, m'ont ainsi permis d'enrichir une première pratique professionnelle en tant qu'enseignante et de m'interroger sur la nécessité d'adapter toute intervention d'ordre sociale et / ou éducative en rapport avec l'univers social, familial et culturel des enfants et de leurs parents.

Ma rencontre avec quelques membres d'un mouvement associatif «non institutionnel», menant une politique d'entraide et de solidarité au niveau des familles du quartier d'une part, un entretien avec l'assistante sociale d'une des familles d'autre part, posent le problème de la dualité d'une démarche institutionnelle : comment articuler l'intervention d'un agent institutionnel tel que l'éducateur et le travailleur social en coordination avec toute forme de pratique sociale non officielle ou officialisée d'ordre social et culturel ?

La motivation :«Madame, est-ce que je suis Français ?»

Je rencontrais Fatma, Mehtap et Sevtap, un Mercredi après-midi de mars 1991, dans un squat du 11ème arrondissement.

«Il y a des enfants non scolarisés», me dit Anne, une amie.»Leur famille n'est pas installée. Ces enfants n'existent pas officiellement.»

Je donnais alors des cours comme suppléante dans une école primaire de la région parisienne.

En classe, lors d'un cours d'éducation civique sur la carte d'identité : certains enfants étaient préoccupés par leurs nationalités, ne sachant comment se définir (pays d'origine, pays d'accueil, pays de naissance). L'un d'entre eux m'apporta un prospectus (sous forme de carte d'identité) du Front National contestant la possibilité de l'obtention de la nationalité au bout de six mois. La classe me demanda de leur expliquer.

J'étais interpellée : «Madame, c'est quoi être Français ?» «Madame, mon père est algérien ; Est-ce que je suis Français ?»

Par leurs questions, ces enfants, certains nés Français sur le territoire, d'autres d'adoption, d'autres provisoirement installés dans le pays, dans l'attente d'un «retour au pays», m'interrogeaient, m'interpellaient: je découvrais une autre réalité qui était liée à la communication qui s'établissait entre eux et moi, enseignante débutante et ces élèves.

Avec Fatma, Sevtap et Mehtap, ces trois petite filles Kurdes récemment arrivées en France, de Turquie, cette réalité se posait avec plus d'acuité.

J'avais décidé de les rencontrer, sur une impulsion mais qui cachait en fait une préoccupation.

L'opportunité de rentrer en contact et de connaître des enfants d'origine étrangère, au-delà du contexte scolaire fut la motivation essentielle : elle m'offrait la possibilité de mieux cerner leurs identités culturelles et de mieux adapter les savoirs que je voulais leur transmettre avec leurs univers sociaux, familiaux, les centres de préoccupation de leur vie quotidienne.

La volonté de renforcer une première expérience d'enseignement du Français en langue étrangère en était une deuxième.

42

Les difficultés d'une première communication: «Dégage!» me dit Mehtap, lorsque je pénétrais dans leur résidence :

C'était une petite fille de six ans à peine, les cheveux en bataille, les poings sur les hanches et un petit air grognon sur une charmante frimousse de petit chat méfiant, qui m'ouvrit la porte en m'accueillant sur ces mots.

Mehtap ne parlait pratiquement pas le Français. Les quelques mots glanés dans la rue, Mehtap et ses soeurs les avaient très vite appris comme premier passeport de communication.

Elle me regarda attentivement avec de grands yeux noirs tout étonnés

qui me scrutaient de la tête aux pieds. Nous étions là toutes les deux face à face au milieu de la cour intérieure d'une grande bâtisse délabrée, aux murs couverts de graffitis.

Anne, voyant la méfiance de la fillette qui refusait de m'approcher, me présenta: «C'est Sylvie. Elle vient vous apprendre le Français.»

Nous entrâmes ensuite dans le bâtiment et je fus

introduite dans une grande salle où se trouvaient des jeunes gens, membres d'une association d'aide au logement résidant ici également qui me conduisirent à une autre salle où il me serait possible de donner cours.

Je sortis alors un livre de mon cartable, un cahier que je posai sur une vieille table branlante.

Mehtap courut aussitôt chercher ses soeurs, Sevtap, quatre ans et Fatma sept ans.

Trois autres fillettes se joignirent à nous, Aïssata, une petite Malienne âgée de 8 ans, sa petite soeur Ma, deux ans, qui l'accompagnait et Nourvette, une petite fille Turque de 8 ans également. Aïssata et Nourvette parlaient le Français couramment,

Plusieurs familles vivent donc dans cette demeure : une famille de Turcs avec leurs deux enfants, une famille de Maliens et leurs sept enfants et une famille Kurde et leurs trois enfants. Tous les enfants ont entre trois et onze ans. Il y a deux enfants de moins d'un an. Une association, «le comité des mal logés» réside également et s'occupe d'assurer un logement à des familles en difficultés, sans abri.

Ces trois familles sont dans une situation précaire d'expulsion. Elles ont toutes fait une demande de logement. Comme beaucoup de familles aux ressources modestes, elles ont beaucoup de mal à se loger dans Paris. J'évoquerai plus loin les solutions envisagées avec l'assistante



«Voyage vers l'Espoir » (1990)

sociale rencontrée en matière d'aide au logement.

Nous nous installâmes autour de la table. Et j'ébauchais une première prise de contact.

Je commençais par une chanson, puis une autre. Les enfants d'emblée entrèrent dans la ronde ; mais, très vite, Fatma se referma sur elle-même et refusa de participer.

Je m'approchai d'elle. Elle se recula. Je tentai d'échanger quelques mots avec elle, d'essayer de la comprendre : elle éclata en sanglots et s'enfuit. Ses deux soeurs me parlèrent dans leur langue et la suivirent. Les autres enfants en firent autant.

Fatma m'expliquera plus tard que cette première visite fut pour elle un choc. Elle ne comprenait pas pour-

quoi j'étais là, ce que je cherchais et ce que je leur voulais à elle et ses soeurs.

File venait d'arriver dans un monde totalement étranger et avait précédemment vécu dans des conditions précaires : changement de pays et de société, installation précaire, plusieurs hébergements avant d'habiter dans ce squat.

Devant une telle désertion, je me décide à quitter les lieux à mon tour, un peu dépitée par cette première expérience où le mur de la communication fut le principal obstacle.

Je n'avais pas plutôt mis mon manteau pour repartir, que des petites mains me retinrent par la manche.

Tous les enfants se précipitèrent sur

moi et m'invitèrent à m'asseoir. Ils avaient apporté leurs cartables et sortirent des feuilles de papier et des crayons. L'un des membres de l'association nous fournit égades lement feuilles et des crayons supplémentaires.

Fatma qui semblait guider le groupe, me regarda et me tendit un stylo.

Je compris alors qu'elles avaient déjà été à l'école

en Turquie et que les uns et les autres, nous avions fini par comprendre nos rôles et les définir. La communication put enfin s'établir et je mis en place mes premiers cours de Français, sous forme de jeux, savnètes, dessins, chansons et écriture en vue de développer l'expression orale et écrite des enfants.

La rencontre avec la famille : la découverte d'un autre univers social et culturel

Un autre rapport au savoir :

Grâce à l'intervention d'une assistante sociale de la mairie, depuis l'année dernière, les petite filles Kurdes ont pu s'inscrire (les autres enfants sont déjà scolarisés).

La plus jeune est en maternelle. Les deux autres soeurs sont dans un Pratique

cours préparatoire dans deux classes différentes.

Je continue à leur donner des cours de soutien, à base de jeux, de contes et de chansons, du renforcement de la lecture et de l'écriture.

A travers les leçons que je construis avec les enfants, dans leurs cadre de vie, au sein de leurs

familles, j'utilise divers supports pédagogiques : histoires, comptines, ritournelles, théatralisation pour développer leur expression verbale tout en faisant appel à leurs savoirs propres, leur patrimoine intellectuel.

Il faut alors être à l'écoute de leurs attentes, percevoir les demandes informulées, leurs propres rapports à l'espace d'apprentissage. Par exemple, il leur arrive de vouloir travailler par terre ou de danser et courir entre deux activités. De leurs propre chef, les fillettes demanderont à travailler telle activité de lecture, d'écriture ou de faire des dessins ou du calcul. Il y a une volonté d'apprendre, une soif de connaître.

Les fillettes me montrent également leurs cahiers de classe et me font part de ce qu'elles ont appris à l'école. J'ai pu constater que ces cours de soutien alliés aux apprentissages de l'école, et leurs volonté et avidité de connaître et de savoir, leur ont permis d'acquérir rapidement une pratique de la langue Française, tandis qu'elles continuent à parler Turc et Kurde avec leurs parents. La pratique de leur propre langue devient surtout orale.

Tout au long de mes visites hebdomadaires, je découvre un autre rapport de communication et un autre rapport au savoir.

En fait, il y a échange de savoirs et de connaissances :

- Si je leur apporte des bases, plus exactement des indices et des repères pour mieux aborder le Français ou faciliter leurs contacts avec l'école et la société Française en général,
- elles me font découvrir petit à petit, comme un secret que l'on dévoile : les fragments d'une autre culture et d'une autre civilisation.

D'abord par biais de leur langue maternelle qu'elles parlent devant moi, bien que je ne la comprenne pas j'entends d'autres sonorités, d'autres mots, étranges météores que je saisis au vol des paroles. La langue m'apparaît tel un code mystérieux à travers le quel je perçois un autre univers étranger du mien.

Parfois ce sont quelques comptines de leurs pays qu'elles chantent après une chanson française ou une histoire qu'elles ont entendue à l'école, qu'elles ont vécue ou encore une légende de leurs pays qu'on leur a racontée.

Enfin j'ai pris contact avec leurs parents et me suis trouvée au coeur de leur famille : j'ai été invitée à partager leurs repas, à assister à des anniversaires et des fêtes, à rencontrer d'autres parents : frères, soeurs, cousins.

Je suis ainsi entrée en contact avec des gens ouverts, accueillants et chaleureux dont j'ai pu percevoir le mode de vie et certains aspects de leurs existences.

L'histoire de la famille :

Au fil de nos conversations, quelques pans de leur histoire personnelle m'étaient dévoilés.

La famille s'est installée progressivement en France. Les raisons qui ont suscité leur départ sont essentiellement d'ordre économique et politique. Les deux jeunes parents vivaient dans un petit village assez pauvre près du Kurdistan.

En tant que Kurdes, leur situation était très pénible : difficultés d'emploi, de poursuivre des études ou de s'exprimer dans leur propre culture.

Le père, Mehmet, âgé de vingt-huit ans part le premier avec très peu d'argent (en vendant ses moutons). Après un long voyage (un mois et trente-cinq jours) et difficile (avec de nombreux allers-retours) il parvient à traverser la Frontière Yougoslave puis italienne, remonte par l'Allemanne.

Sans formation ni diplôme, il trouve un travail dans la restauration, en tant que serveur.

Sa femme le rejoint deux ans plus tard, dans des conditions également périlleuses : elle passe clandestinement la frontière suisse pour arriver en France car elle n'a pu obtenir de visa.

A Paris, elle retrouve son mari et une petite fille, Sevtap naît peu de temps après. La jeune femme parvient également à être embauchée comme serveuse. Les deux filles aînées qui sont restées en Turquie, élevées par leurs grands-parents. Au bout de deux ans, elles arrivent en France et retrouvent leurs parents. Elles durent rester près d'un an sans être scolarisées, en attendant d'être reconnues et que leur situation sociale soit régularisée. L'intervention d'une assistante sociale de la mairie de leur arrondissement, l'action qu'elle mena auprès de la famille a été décisive.

La rencontre avec l'assistante sociale de la famille : la problématique d'une démarche d'aide sociale

J'ai eu ainsi l'opportunité de rencontrer et discuter avec l'assistante sociale qui suit la famille depuis plus d'un an.

Par l'intermédiaire de la mère, j'ai pu prendre contact avec elle en vue d'éclaircir, la situation des intéressés en matière de logement.

En effet, avec les autres résidents du squat, ils sont menacés d'expulsion et malgré leurs démarches pour obtenir un logement auprès de la mairie de leur arrondissement, ou auprès d'organismes immobiliers, ils n'ont pu obtenir la moindre proposition, compte tenu de la modestie de leurs ressources et des critères financiers exigés.

Cette discussion a mis en évidence la question de la difficulté d'adoption d'une démarche d'une aide au logement qui soit adaptée à la présente situation.

Il y a deux possibilités:

1- L'accélération et les pressions auprès de la mairie pour le relogement de ses familles dans des habitats sociaux, type HLM. Or étant donné la politique actuelle d'urbani-sation et de logements de la ville, la plupart des catégories sociales défavorisées ne peuvent trouver de résidence ou d'appartement que dans des banlieues très éloignées de la capitale.

Une telle procédure assurerait à la famille une sécurité et une stabilité d'habitat.

Elle risquerait cependant de provoquer un éloignement par rapport au lieu de travail des parents situé à proximité de leur domicile actuel et une rupture générale sur le plan de leur univers social et familial.

En effet l'assistante me fit remarquer que pour la plupart de ces familles, la rencontre avec l'association pré-citée d'aide au logement leur avait permis de s'installer dans un habitat relativement décent et d'améliorer leur situation sociale et matérielle.

Les parents ont pu trouver un emploi. Ils ont pris contact alors avec des travailleurs sociaux des organismes municipaux et ont fait valoir leurs droits. Les enfants ont ainsi entrepris leur scolarité.

Enfin des liens se sont tissés entre les différentes familles, stimulés et suscités par les membres de l'association. Une véritable communauté a su se développer et se stabiliser.

Les propos que j'ai échangés avec un ou deux membres de ce comité ont confirmé l'importance de ce réseau de relations sociales, d'entraide et de soutien qui ne se joue pas seulement au niveau du squat luimême mais aussi entre plusieurs résidents du quartier.

Ainsi régulièrement des jeunes gens du comité emmènent quelques enfants de plusieurs familles voisines à la piscine, ou vers d'autres lieux de loisirs. L'année dernière des vacances pour les enfants qui n'avaient pas la possibilité de partir ont été organisées par quelques animateurs de l'association avec le concours du Bureau d'Aide Sociale.

D'une manière générale, il semblerait que cette association qui se définit davantage comme un mouvement que comme une organisation à proprement parler (selon les termes de l'un de ses membres) vise à créer une dynamique de communication, d'entraide et d'animation sociale au sein d'une localité urbaine spécifique.

Ainsi, tandis que nous abordions. l'assistante sociale et moi, les différents aspects de cette politique de dynamisation locale que nous venons d'évoquer, une autre alternative se dessinait peu à peu :

2 - la possibilité du maintien des familles dans leur résidence actuelle, en faisant valoir précisément les avantages de cette situation sur le plan de leurs stabilisation et insertion socio-économiques et culturelle dans la ville.

Ce qui suppose que les travailleurs sociaux qui interviennent dans ce secteur mettent en évidence et promeuvent les actions de ce comité et ses retombées positives au niveau de la population du quartier en vue d'une reconnaissance de la part de la municipalité.

Envisager cette possibilité irait à l'encontre de la politique d'aménagement de ma ville.

Comme le remarquait l'assistante sociale, situé à proximité de la Bastille qui connaît une transformation et un essor sur les plans culturel, touristique et commercial, ce quartier fait l'objet

de spéculations foncières et immobilières.

Bon nombres de bâtiments sont détruits, reconstruits ou rénovés en «immeubles et bureaux de grands standing» en vue d'être loués ou achetés à des prix exorbitants à une bourgeoisie.

Avec l'essor de la Communauté Européenne, Paris, comme beaucoup de capitales des pays avoisinants, connaît une transformation profonde de ses structures socio-urbaines en vue de sa future promotion au titre de «Technopole Européen» d'affaires et de finances internationales de tout poil.

Face à cette évolution, les quartiers populaires et pittoresques de la ville sont «nettoyés» socialement pour donner belle image aux touristes d'Europe et d'ailleurs et après avoir repoussé les habitants des fortifs aux confins de la cité, pendant les années trente, «on» expulse les RMIstes et les Smicards aux tréfonds des banlieues-dépotoirs, soixante ans plus tard.

Or une ville, et plus particulièrement une capitale, c'est d'abord un ensemble urbain marqué par une pluralité ethnique, sociale et culturelle qui en fait la dynamique spécifique.

C'est à la fois un centre et un carrefour économique, politique, culturel, en terme de rencontres et de croisements, de communication et d'ouverture sur l'espace d'un pays en interaction avec le monde.

Parler de l'Europe, c'est donc prendre en compte cette pluralité et non pas tendre vers un modèle d'uniformisation sociale et économique évoluant vers une société duale avec un centre prospère et une périphérie d'exclus et laissers-pourcompte.

Mais surtout, un autre dilemme apparaîtdans le plus pur style shakespearien:

«To be a social worker or not to be....» Hamlet et son poignard se gratte sans doute l'hémisphère gauche....euh! droit ...enfin bof un hémisphère droit qui pencherait à gauche ou / et vice-versa :

En choisissant l'option :

- 1 «maintien des familles en leurs foyers actuels
- 2 promotion de l'action du comité sur le plan d'une dynamisation sociale du quartier
- 3 partenariat action sociale de la municipalité/association d'entraide»,

l'assistante sociale risquerait de remettre en question, selon ses propre termes : «l'éthique» de son travail. dans la mesure où elle se porterait caution ou soutiendrait une solution dite «illégale» (le squat) et une association non «formelle» ou «sans statut» : le comité d'aide au logement et d'entraide sociale.

Se pose alors toute l'ambivalence du travailleur social, entre son rôle de garde-fou institutionnel de l'Ordre Social et l'action qu'il peut mener en terme de d'ouverture et de communication sociale.

Or il est à constater un aspect important dans la construction de la conversation qui s'établissait entre moi et l'assistante :

Nous envisageâmes tout d'abord la première solution évoquée : le relogement et l'éloignement en ban-

Puis l'assistante souligna les aspects positifs constatés auprès de la famille Kurde qu'elle suit, sur le plan de l'amélioration de sa situation, depuis qu'elle habitait ce squat.

Enfin elle évoqua l'action du comité d'aide que je repris et développai à mon tour.

Ce fut alors que j'exprimai directement la deuxième solution : la maintien de la famille et la valorisation de l'action menée par l'association d'entraide sur le plan d'une dynamisation sociale du

quartier, enfin la possibilité d'un partenariat municipalité et association de quartier.

Lorsque j'émis cette hypothèse, la jeune femme releva le propos en répliquant : «Si vous envisagez cette possibilité, je pense qu'il vous serait possible de discuter avec les membres de l'association



d'aide et de soutien aux familles du quartier et que nous pourrions les rencontrer...»

Il me sembla que l'assistante sociale, au cours de notre conversation, avait posé des indices (stabilisation et amélioration sociale des intéressés, dans ce squat, action de l'association, constat corroborant avec ceux de ses collègues suivant les autres familles) afin de m'amener à formuler moi-même la deuxième solution qu'elle jugea tout à fait positive et pertinentemais en contradiction avec les normes de sa fonction.

L'assistante sociale proposa finalement de planifier une rencontre entre les membres de l'association, la famille et moi-même, pour une discussion en vue d'envisager ensemble la solution la plus adaptée.

Quelques temps plus tard, je m'entretenais avec l'une des personnes de l'association, un jeune homme qui se montra tout à fait disposé à discuter avec l'assistante. Cependant il vovait difficilement quelle était l'issue de cette conversation : pour lui et quelques autres intervenants de l'association avec lesquels j'ai parlé : la seule possibilité était le statu quo : les familles resteront dans le squat aussi longtemps que possible et tant que leur situation de logement n'aura pas été résolue par la Ville. L'expulsion ne pourra être envisagée, dans la mesure où il y a des enfants et nombre d'entre eux étaient en bas âge.

Enfin et surtout, l'action menée par le Comité d'aide au logement et au soutien des familles en difficulté dans le quartier et la Municipalité s'inscrit dans un mouvement d'entraide, et de dynamisation locale.

Toute une approche philosophique et politique sous-tend leurs interventions. La reconnaissance de leur action sociale, la possibilité d'un partenariat suppose que l'on ait connaissance d'une autre forme de... «pratique et d'action sociale», en terme d'ouverture et de communication

L'intervention de tout agent d'un organisme d'aide et d'action sociales doit pouvoir définir son action par rapport à cette dimension, comme point d'inflexion et d'articulation entre son rôle de représentant institutionnel et sa capacité à intégrer et coordonner des discours et des pratiques parallèles, voire «sousterrains» en vue d'être le promoteur d'une dynamique plus que sociale, sociétale.

Quand je parle d'action sociale, j'entends aussi bien l'action des assistantes sociales à proprement parler que de l'action de tout intervenant institutionnel ou non dans des domaines aussi essentiels que la santé, l'emploi, la formation/enseignement.

Ce qui m'amène sur la problématique de ma propre démarche pédagogique.

A travers cette expérience, je me trouve jouer non seulement un rôle d'aide et de soutien scolaire, mais également je prends conscience par mes contacts avec la famille, avec les enfants, l'assistante sociale et quelques membres de cette association de l'importance d'une autre conception de l'enseignement en relation avec une démarche d'ouverture sociale et culturelle.

Il s'agit de ce fait d'envisager mon intervention non plus sur un plan strictement pédagogique mais comme une plate-forme tournante sur plusieurs espaces sociaux.

A travers les réflexions de l'assistante sociale rencontrée, notre discussion, mes différentes démarches et d'entretiens s'ébauche une autre conception de mon rôle d'enseignante qui dépasserait le cadre institutionnel de l'école.

Conclusion : Enseignement et communication : la nécessité d'une ouverture en terme de pluralité sociale et culturelle :

Cette rencontre avec ces enfants, en terme d'apprentissage, de soutien scolaire et de pratique sociale qui a eu lieu dans un cadre tout à fait informel ma fait prendre conscience de ce réseau d'interactions écolesociété.

Comme le constatent Gérard Chauveau et Eliane Rogovas-Chauveau (Ecoles et quartier 1989 No 8 p 61):

«L'acte d'apprendre ne se réalise pas seulement pendant le temps scolaire et la relation pédagogique de base ne se réduit pas seulement au célèbre couple prof-élève. Elle est triangulaire:

la qualité du rapport socio-cognitif au sein du «triangle d'or» enfantécole-famille est un déterminant majeur de l'accès aux connaissances. De plus en plus cette relation est même *quadrangulaire* puis qu'un quatrième pôle y occupe une place grandissante : les *instances para ou péri-scolaires*.

On pourra de moins en moins concevoir une politique scolaire de réussite en dehors de ce carré magique.»

Il s'agit donc de prendre en compte tous les espaces d'apprentissage de l'enfant et de créer par là-même une synergie entre les différents pôles famille-école-centre péri-scolaires afin de développer un enseignement en rapport avec l'univers social et culturel de l'enfant intégrant son savoir pré et extra-scolaire.

Ma rencontre avec ses fillettes Kurdes, Turques et Maliennes m'a permis de mieux saisir de mieux saisir l'importance de l'environnement familial et social spécifique où elles se situent en dehors de l'école.

Elles ont ainsi tout un vécu, je dirais même, tout un patrimoine culturel propre qui n'est pas suffisamment exploité.

Des observations dont me font part des institutrices au sein de leurs classes rendent compte de cette difficulté d'approche et d'intégration de ces spécificités. Ainsi une enseignante fut surprise de voir un de ses élèves apporter le Coran en classe. Elle lui demanda de l'expliquer à ses camarades. Ce qu'il fit avec beaucoup de joie. Il rapporta son livre plusieurs fois par la suite mais il ne lui fut pas permis de le lire pendant la classe compte tenu de la la ïcité de l'établissement dans lequel il se trouvait.

Il m'apparaît urgent que ces réalités sociales et culturelles qui font la spécificité des processus d'apprentissage des enfants soient prises en compte.

C'estl'intégration de ces réalités spécifiques qui renforcera et développera le caractère de laïcité de l'école. Il ne s'agit pas de prôner un seul discours idéologique mais des discours, de rendre compte de l'existence et de la cohabitation d'une variété de courants de pensées, de pratiques culturelles et de formes de communication.

Pendant les années 1960, Paulo Freire, dans le cadre d'une action à la fois sociale et pédagogique, mit en place un système d'alphabétisation et d'enseignement adapté aux préoccupations, au rythme et mode de vie agraire de paysans du Nordeste Brésilien.

Cette initiative visant à une conscientisation des paysans par le savoir en intégrant leurs spécificités sociales et culturelles dans le processus d'apprentissage, fut durement combattue par les Pouvoirs Publics.

Ils virent dans cette pratique une forme de résistance et d'atteinte à l'ordre social existant :

à partir du moment où tout individu est amené à prendre conscience de son identité et à stimuler son patrimoine culturel, par le développement de ses ressources intellectuelles et physiques, son rapport à la société se transforme : il sait qu'il peut agir et participer à la marche et à l'ordre du monde et partant à sa dynamique. Il devient donc actif, aménageant un espace potentiateur de changements sociaux.

Il me semble urgent qu'un enseignant, au même titre que tout intervenant social puisse apprendre à apprendre, écouter l'autre, communiquer et échanger les connaissances et par là-même intégrer, coordonner les différents espaces d'action et de communication sociales et culturelles autour de la plate-forme éducative que l'école peut devenir et doit être en fait au sein de la société.

Cette plate-forme éducative doit s'articuler sur d'autres sphères de savoirs, d'autres plate-formes telles que les organismes d'aide et d'action sociale.

Tout professeur d'un établissement scolaire, tout travailleur social au sein d'une institution sociale doivent être à même de développer des ponts de communication et d'inter-action entre différents

espaces sociaux et culturels à travers une pratique de dynamisation locale du quartier dans lequel leurs organismes se situent.

L'exemple qu'il me fut évoqué récemment de l'action menée par des assistantes sociale sur le plan d'une restauration d'une mémoire collective dans la cité des Minguettes-Lyon me semble tout à fait illustrer l'essence d'une telle démarche.

Dans la même région, dans la banlieue Grenobloise, l'action menée par des enseignants auprès de parents d'élèves d'un quartier défavorisé et dont la population est peu francophone est tout aussi remarquable :

Certains établissements proposent aux parents d'assister et de participer aux cours d'écriture et de lecture de leurs enfants et ceux-ci peuvent

également bénéficier de cours d'alphabétisation auxquels assistent et participent leurs enfants.

Dans un établissement de la région parisienne, lors de réunions de parents d'élèves, ceux-ci racontent une histoire de leur région ou de leur pays.

Dans une classe de petite section au sein d'une école maternelle située dans une Zone d'Education Prioritaire en banlieue parisienne, l'institutrice travaille en collaboration étroite avec les parents d'élèves.

Régulièrement avec l'aide d'une association de femmes de quartier, elle organise des animations en réunissant les élèves et leurs mamans.

Elle emmène également sa classe à la ludothèque mise en place par des animateurs dans l'un des immeubles du quartier. Les enfants disposent de différents espaces ludiques, où leur sont prêtés des jouets, des jeux de société et des matériels divers de construction.

Dans une école primaire située également dans une ZEP, les élèves vont régulièrement dans un atelier d'informatique situé dans le pâté d'immeubles. Des contacts s'établissent entre l'école et une association d'aide aux devoirs.

Je prends conscience aujourd'hui qu'il me faut élaborer une démarche qui soit à la fois pédagogique et sociale qui s'inscrive dans cette optique.

C'est en créant des pôles de synergie, famille - école- environnement social, ou encore famille-école-actions sociales, en développant toute une politique en terme de coordination et d'interaction qu'un tel projet pourra aboutir et se définir.

Ce type d'intervention menée en corrélation avec les actions et les interventions sociales mises en oeuvre sur le plan de la stimulation d'une communauté sociale, la reconnaissance et la restauration d'un patrimoine historique, multi-culturel et pluri-ethnique sur le quartier s'ouvrirait sur un autre champ d'action et de pratique sociale comme facteur de dynamisation et d'évolution de toute société démocratique en communication avec les autres sociétés et le monde où elle s'insère.

La construction d'une unité européenne en termes d'ouvertures des frontières et de fédération d'états doit reposer sur cette pluralité.

Syvie FEVRIER

Dernière information

Il y a près d'une semaine, les familles Kurdes et Maliennes, ainsi que les quelques jeunes gens qui occupaient cet immeuble désaffecté ont été expulsés manu militari Les familles ont dû trouver rapidement un toit. Elles ont loué, dans un hôtel situé près de leur ancien domicile, des chambres, chacune à 270 Francs la nuit ! Compte tenu des faibles ressources des intéressés. c'est une dépense qui représente plus de la moitié (quand ce n'est pas les trois-quarts de leurs budgets).

Une telle mesure s'inscrit dans la lignée des opérations effectuées sans autre forme de procès auprès de catégories sociales sans ressources, telle que l'éviction de familles Maliennes hors du bois de Vincennes.

Que ce soit en forêt ou dans un logement délabré, la plupart des intéressés n'ont pas le choix : ils choisissent de telles solutions en ultime recours.

La plupart de ces familles telles les familles Kurdes et Maliennes ont fait une demande de logement auprès de la Mairie de Paris. qui n'a jamais eu de suite. Aucune proposition de logement ne leur a été faite. Or il y a des appartements vides à Paris. Face à cette situation il est important que les travailleurs sociaux se mobilisent.

L'évolution de la politique de logement social de la ville, de sa politique sociale en général tend à un écrémage social en vue de transformer la capitale en mégalopole financière ainsi que nous venons de l'évoquer.

Je viens d'apprendre par un tract distribué aux enfants de l'école où sont inscrites les petites filles Kurdes, que les animateurs et personnels para-scolaires de la Ville (cantine, études, aides aux devoirs, centre de loisirs et centre aérés) étaient payés au-dessous du barème officiel.

La Municipalité s'est proposée pour la rentrée 1993, de régulariser cette situation non pas en procédant à une hausse des salaires au barème légal mais en diminuant les heures de cette catégorie de personnel.

Que ce soit à l'égard de populations défavorisées (souvent d'origine étrangère: France terre d'asile?), ou envers son propre personnel d'intervenants sociàux et scolaires. il semblerait qu'il y ait un désengagement progressif de la Ville sur le plan social. Il y a donc urgence à la concertation, la mobilisation et l'action

Le, 3 juin 1992

L'accompagnement social et scolaire d'un groupe de 10 enfants de CP et CEI un Centre d'Animation Interculturelle d'Ile- de-France.

Un étudiant français, intervenant bénévole, et un étudiant africain, animateur, exposent leurs points de vue sur un travail commun dans une structure d'animation éducative périscolaire accueillant des enfants de familles immigrées.

Les auteurs se présentent, exposent et confrontent leur démarche.

Leurs différences s'inscrivent dans la pratique et jusque dans leur difficulté d'écrire à deux.

OUMAR:

J'étais enseignant en Mauritanie, un pays parmi les plus pauvres du monde, où lorsqu'un enfant est confié à un maître d'école, il se retrouve souvent avec une centaine d'élèves dans une classe. Dans ce cas, l'instituteur ressemble davantage à un surveillant. J'ai vécu cette situation pendant 4 ans au cours desquels le gouvernement a érigé en dogme la ségrégation raciale plutôt que de s'occuper de la question de l'éducation et des problèmes écologiques, économiques et sociaux, aggravés par le désert qui avance de plus de cinq kilomètres par an.

Dans mon pays l'enfant est presque délaissé. La plupart des parents ne sachant ni lire ni écrire ne peuvent aider leurs enfants à faire leurs devoirs, et l'enseignant qui manque de matériel et de support ne peut non plus leur consacrer le temps qu'il faudrait.

Ces deux raisons, l'analphabétisme et la sécheresse, m'ont poussé à militer jeune, à l'âge de 15-17 ans, dans l'Association pour la renaissance du pulaar. Deux ans plus tard, je me suis occupé d'alphabétisation au sein de ce mouvement. C'est la seule voie que les «sauveteurs» des langues nationales peuvent emprunter dans leur combat contre l'exclusion et le sousdéveloppement en donnant aux gens l'accès au savoir. C'est cette préoccupation qui m'a poussé à faire des études d'agronomie afin

de sauver mon peuple de la fa-

En 1985, je me suis retrouvé en France pour mes études et j'ai également travaillé comme alphabétiseur en langue pulaar avec l'appui de la «Kamtal Janugoobe Pulaare Windere» (1) alors basée à Bordeaux et chargée de la diffusion de la langue peule. C'est pour ce métier que le Centre d'animation interculturelle m'a embauché en 1988 afin d'enseigner aux jeunes pulaarophones leur langue maternelle. Pour des raisons qui restent à élucider les cours furent supprimés. Le Centre a alors décidé de me recruter et de me former à l'animation.

Après 15 ans de combat pour la culture et la dignité des Africains, Cheikh Oumar Ba, poète, militant et alphabétiseur est devenu - sans vraiment savoir pourquoi - animateur.

Je suis moniteur pendant les vacances scolaires ainsi que les mercredis et travaille le reste du temps en AEPS où je m'occupe d'un coin

Ce travail m'a donné l'occasion de connaître les difficultés que vivent les enfants issus de l'immigration vivant en France et qui ont des problèmes similaires à leurs frères du Tiers Monde. Tous les élèves en échec scolaire ne sont pas immigrés mais il est rare de voir un enfant d'origine française au Cen-



tre. Dans certain groupe, comme celui dont j'ai la charge, 100% des enfants sont d'origine étrangère

JEAN-MARC:

Après avoir exercé le métier de traducteur pendant deux ans, j'ai décidé de reprendre des études de pédagogie pour exercer un métier plus convivial en devenant enseignant.

Outre les cours à l'IUFM de Versailles et les stages en écoles primaires faisant partie de cette formation, j'ai estimé qu'il serait utile pour mon apprentissage professionnel et mon environnement d'avoir parallèlement une action éducative au niveau de ma localité.

C'est ainsi que je me suis adressé au Centre d'animation inter-culturelle qui demandait par voie d'affiches et d'annonces dans la presse locale des intervenants pour une «aide aux devoirs».

Après un entretien avec la coordinatrice pédagogique du Centre, j'ai commencé à travailler à l'aide aux devoirs dans le cadre d'un cycle d'AEPS accueillant un groupe d'une dizaine d'enfants de CP et CE1 issus de familles immigrés.

Des difficultés de communication existent souvent entre le système scolaire et la famille. Cela est encore plus vrai pour les familles issues de l'immigration qui souvent connaissent mal la langue française ou ne sont pas familiarisés avec l'institution scolaire en général. Les familles des enfants que nous prenons en charge sont majoritairement issus de pays peu développés où les conditions d'enseignement sont, comme nous l'avons dit, encore très précaires.

Outre une bonne connaissance de la langue et de la culture du pays d'accueil, nous pensons que ce qui favorise la communication entre famille et école c'est l'élaboration avec le maître, l'intéressé et les intervenants d'un centre tel que le notre, d'un projet personnel pour l'enfant favorise la communication entre famille et école en dépit des barrières linguistiques et culturelles.

En effet, une bonne connaissance de la langue et de la culture d'accueil ne suffit pas. Le projet de l'enfant s'enracine dans sa culture d'origine, sa mémoire dont on doit tenir compte.

Tel était le cas de la famille turque d'Erol et Hassan. Ces deux enfants qui ne parlaient pas français il y a deux ans ont pu après des débuts difficiles améliorer leurs résultats scolaires. Les parents bien que maîtrisant peu ou très mal le français suivaient de près la scolarité de leurs enfants. Ainsi, ils sont venus au Centre dès le début de l'année pour discuter de la scolarité de leurs enfants avec les travailleurs sociaux. De plus à l'issue de chaque trimestre, il venait au Centre pour faire un bilan du travail de leurs enfants avec la coordinatrice pédagogique.

Quand un problème familial se posait susceptible d'influer sur le travail scolaire des enfants, la famille en tenait également le Centre informé. Ainsi, dans l'année, le père a dû s'absenter de la maison pendant plusieurs semaines pour travailler sur un chantier très éloigné de leur lieu d'habitation. La mère, parlant mal le français, serait alors l'unique responsable de ses enfants pendant plusieurs semaines.

succemande du père, le fils aîné est également venu au Centre se renseigner sur les possibilités de cours d'alphabétisation pour la mère. Mais cette volonté d'insertion n'a pas abouti immédiatement. La mère de famille n'a pas osé passer à l'acte. Toutefois lors de rencontres occasionnelles avec les travailleurs sociaux (écrivain public, médecins, etc...), elle a la possibilité d'être sensibilisée à l'importance de ces cours d'alphabétisation auxquels elle participera peutêtre l'année suivante.

A l'inverse, Mounir et Eljazid, deux enfants originaires d'Algérie, ne progressaient pas. Leurs parents, bien que maniant correctement la langue française, portaient peu d'intérêt à la scolarité de leurs enfants et entraient rarement en contact avec l'équipe du Centre. Il y avait à cela plusieurs raisons. D'une part, cette famille comptait un grand

nombre d'enfants et d'autre part la motivation à l'école était peu importante. Le père, à la retraite et ne jouant donc pas de véritable rôle dans la société française, envisageait sans projet précis un retour éventuel en Algérie et ne considérait ainsi pas les études de ses enfants en France comme une priorité. Conséquence : les enfants étaient peu assidus et l'un d'eux ne savait toujours pas lire après 6 mois de CP. Bientôt, ils n'ont plus fréquenté le Centre et en ont été exclus après plusieurs semaines d'absence.

L'un de ces deux enfants qui était en grave difficulté scolaire avait pourtant les moyens intellectuels d'apprendre à lire. La coordinatrice pédagogique du Centre a donc contacté la mère par téléphone pour lui expliquer qu'il était important de valoriser l'apprentissage de la lecture auprès de ses enfants.

Ainsi, les enfants sont revenus, et Eljazid a commencé à progresser nettement plus rapidement en lecture. Le problème était que l'enfant recevait dans sa famille un message contradictoire: «il faut réussir à l'école mais cela n'est peut-être pas si important si nous rentrons en Algérie». La concertation entre l'équipe et la famille, devenue plus vigilante sur le suivi scolaire des enfants, avait permis de résoudre ce problème.

Un troisième exemple montre également l'importance de la communication entre la famille et le Centre pour que les enfants réussissent à l'école.

Karim, un enfant de CE1, était en situation de retard scolaire suite à de graves problèmes de santé. Il avait ainsi été orienté par l'instituteur vers une aide aux devoirs périscolaire mais avait reçu de sa mère l'ordre de ne pas jouer pour se consacrer uniquement à ses devoirs et rattraper son retard. L'équipe du Centre l'avait su car l'un de nous comprenant l'arabe avait surpris la mère ordonner à son enfant de ne pas utiliser les jeux éducatifs. En conséquence, l'enfant restait en retrait par rapport au groupe, se fatiquait vite à la table d'aide aux devoirs et ne pou-



Pratique

vait bénéficier des jeux qui auraient pu lui permettre de régler des problèmes de coordination motrice. Il a donc fallu une explication dans la langue et la compréhension de la culture d'origine pour que Karim vienne enfin, avec le plein consentement de sa mère, vers le coin jeux. Cela lui a permis de mieux s'intégrer au groupe, de moins souffrir de la fatigue le soir après l'école et de travailler sur ses problèmes de coordination de mouvements, peut-être également de considérer le travail scolaire comme n'excluant pas le plaisir de jouer.

Pratique d'animation. Dans quelle mesure l'appartenance culturelle de l'animateur joue-t-elle un rôle dans la relation avec les enfants?

L'aide aux devoirs pour être efficace doit prendre en compte la différence culturelle, les problèmes socio-économiques et linguistiques que ces jeunes enfants ont dans leur propre famille. Un proverbe peul dit : «Mo fukkaani fooftaani» (Celui qui n'a pas posé son fardeau ne peut pas se reposer), ce qui signifie que tant que les problèmes ne sont pas résolus, il faut continuer à leur chercher des solutions. L'échec scolaire est une question qu'il faut aussi poser et traiter en dehors de l'école. C'est pourquoi mes relations avec ces enfants sont différentes, je les comprends autrement, presque comme des petits frères dont j'ai la charge.

Tous les enfants de la communauté peule et ceux qui leur sont proches m'appellent papa Cheikh Oumar, comme c'est la tradition chez nous. Chez les Peuls, un enfant doit appeler papa un homme qui a l'âge de son père et maman une femme qui a l'âge de sa mère. Pour les parents, je les remplace quand ils ne sont pas là, ce qui fait que je n'hésite pas à prendre une décision à leur place. Je joue donc le rôle d'animateur mais aussi le rôle de parent, ce qui m'oblige à être parfois plus sévère en restant toujours animateur. Puisque les enfants me voient souvent dans leurs familles, ils ont une confiance totale en moi et parfois il passe par moi pour convaincre leurs parents de satisfaire leurs besoins. Ce qui me permet aussi de gérer plus facilement leurs caprices grâce aux

liens privilégiés, personnels noués avec la famille.

Il m'est arrivé de conseiller à des parents d'inscrire leurs enfants pour faire du sport. Tel est le cas de Dianjuina et Lassana dont les pères ne voulaient pas qu'ils fassent du sport puisqu'en Afrique leur famille n'était pas destinée à cela. (2)

TRAVAIL EN INTERACTION

Les deux activités aide aux devoirs et jeux dans le cadre de l'animation éducative périscolaire sont complémentaires. Il y a travail en interaction. Ainsi, l'animateur demande de temps à autre aux intervenants scolaires les difficultés que rencontre l'enfant dans ses devoirs et choisit les jeux en fonction des lacunes de l'enfant : jeu de lettres (problème de lecture), de chiffres (problème en mathématiques), puzzle ou jeu de construction (problème de concentration, de coordination motrice).

Le travail en commun a permis de souder l'équipe. Etudiant, lycéen, jeune travailleur, retraité, animateur, nous avons toujours essayé de dialoguer pour résoudre au mieux les problèmes qui pouvaient se présenter. Le soir, une fois les enfants partis, nous restons un moment pour finir de ranger la salle et nous discutons en même temps des éventuels problèmes et des façons différentes que nous avons de les résoudre.

Nous avons ainsi la possibilité d'analyser des situations où chacun apporte son point de vue ce qui nous permet de relativiser notre jugement.

C'est grâce à notre travail en interaction que les enfants sont arrivés à distinguer symboliquement le coin jeu du coin d'aide aux devoirs. Auparavant, nous mettions des séparations entre les deux endroits afin de marquer les frontières. Aujourd'hui, ces frontières existent dans les têtes des enfants ce qui nous évite de placer ces séparations à chaque fois. En

nous concertant, nous avons également pu faire comprendre aux enfants et aux familles la nécessité d'être assidus et de parler à voix basse pour ne pas gêner les autres.

Il est à noter que Cécile, coordinatrice pédagogique du Centre, organise chaque trimestre une réunion où nous discutons des enfants, cas par cas, où chaque intervenant donne son point de vue.

CONCLUSION

Comme nous l'avons dit au début, les enfants inscrits à l'aide aux devoirs sont pour la quasi-totalité d'entre eux des enfants de familles issues de l'immigration. Il est dommage que des enfants de familles françaises ne participent pas également à ces activités péri-scolaires. Ils sont également souvent en situation d'échec. Les causes en sont certes différentes: ici pas de barrières linguistiques ou culturelles mais des difficultés scolaires dues à des problèmes sociaux dans la famille (chômage, santé....), au peu de temps dont disposent des parents qui travaillent. Sans aide supplémentaire (grands-parents, étudiant donnant un soutien scolaire), l'enfant doit donc uniquement compter sur l'étude (s'il y est inscrit) ou sur luimême pour tenter de rattraper son retard scolaire. C'est en ce sens qu'il serait bon que tous les enfants en situation d'échec aient la possibilité de participer à une aide aux devoirs péri-scolaire.

Cet exposé n'a pu être écrit sans une confrontation de pratiques et sans mal. Nous avons chacun écrit de notre côté, nos rôles étant différents. Puis par le dialogue, la relecture mutuelle de nos textes, nous avons nuancé nos points de vue en gardant toutefois deux approches, deux visions différentes, bien que complémentaires, de notre travail.

Cheikh Oumar Ba Jean-Marc Oisel

⁽¹⁾ Fédération qui étudie le pulaar dans le monde.

⁽²⁾ Il faut savoir que chez nous en Afrique chaque caste a un métier qui lui est destiné, ce métier est alors strictement interdit aux autres castes. A titre d'exemple, il y a les forgerons, les cordonniers, les griots (généalogistes, gardiens de l'état civil) et même les «nobles». Les gens de chaque caste se marie entre eux et forment un clan mais tout le monde parle la même langue et a la même culture.

ROLES TIQUES SOCIALES





La revue des travailleurs sociaux numéro 31, Novembre Décembre 89 - 30F

PAR DLI ET PRATIQUES SOC

Travail Social et Bicentenaire de la Révolution



- Révolution et droits de l'homme
- 2 Revolution et institutions
- 3 Révolution et minorités

La revue des travailleurs sociaux numéro 30, Septembre /

LES RUBRIQUES DE PEPS

Actualité Sociale, Travail social à l'Etranger, Développement Urbain, Relation Educative, Action Sociale

ROLES TIQUES SOCIALES





PAROLES ET PRATIQUES SOCIALES



PAROLI ET PRATIQUES SOC



LES CULTURES DE



Revue des Travailleurs Sociaux, numéro 36 janv/in

LA RUE REND LA JUSTICE

Dans la nuit du 03 mars 1991, l'automobiliste noir Rodney KING s'est fait arrêter pour excès de vitesse. Il fût abattu sauvagement et avec acharnement par des policiers blancs. Le bilan de leur triste exploit : «56 coups de matraque et de pied en 81 secondes». (1)

Cette scène qu'on a pu voir à la télévision grâce à un vidéaste amateur, serait restée sans suite... comme c'est souvent le cas, dans des situations isolées. Car la violence policière fait partie des pratiques courantes aux U.S.A.

Le procès de RODNEY s'est déroulé, non pas à Los Angelès qui a été dessaisi,

mais à Simi Valley. Pour tous les observateurs, c'est un coin très conservateur où policiers et pompiers passent leur retraite, Les jurés choisis étaient tous blancs. Le 29 avril 1992, les jurés rendent leur verdict : l'acquittement pour les 4 policiers blancs.

Pour saisir la portée des émeutes de Los Angeles, rappelons qu'un verdict similaire (assorti d'une mise à l'épreuve) avait été prononcé au profit de la commerçante Coréenne SOON JA DU qui avait tuée Lathasha HARLIN, 15 ans et noire en tirant dans son dos. Là encore, une caméra contrôle de la boutique filma la scène et fût diffusée à la télévision.

Quand on sait qu'un noir avait été condamné à 3 ans de prison ferme pour avoir tué un chien, ... (2)

Dès lors, ce qu'on pouvait penser comme étant une bavure devient une manifestation logique d'une justice raciale et de classe.

Ajoutons à ce tableau les affaires qui ont ébranlée l'opinion afro-américaine. Il s'agit de l'arrestation et l'emprisonnement de James BROWN (3), du piège grossier tendu par la F.B.I. à l'encontre du maire de Washington Marion BARRY, du procès du juge Clarence THOMAS, enfin de Mike TYSON, champion du monde de boxe, accusé de viol. Il est aujourd'hui condamné et emprisonné. Tandis que William KENNEDY SMITH (blanc), neveu du sénateur Ted KENNEDY, accusé pour le même délit, a été acquitté.

Dans les ghettos plus qu'ailleurs, on a vite fait le parallèle. Selon les gens il y a 2 poids, 2 mesures en la justice américaine. Le bilan actuel s'établi 58 morts, 2116 blessés dont 211 graves, 11824 interpellés. Les dégâts matériels sont estimés à plus de 700 millions de dollars. Signalons que la presse française n'a pas comptabilisé les victimes des autres villes américaines.

Parmi les indignations suscitées à travers le monde, retenons celle du Président de la Cour Constitutionnelle Française et ancien Garde des Sceaux : «En refusant de les condamner alors que chacun avait pu, à la télévision, s'assurer de leur culpabilité, la justice américaine cessait d'être celle des Etats-Unis pour devenir la justice des Blancs, c'est-à-dire une anti-justice, un instrument de domination et d'oppression d'une race par une autre». (4)

Les africains-américains ont été amenés de force sur le sol américain depuis 4 siècles, ce qui n'est pas le cas pour les immigrants accurus pour le «rêve américain».

52

En 1868, le 14ème amendement de la Constitution reconnait le droit à la citoyenneté à ce peuple. Mais «c'est la note législative «executive

order 1 0925» transmise au Congrès par le Président des Etats-Unis John F. KEN-NEDY au début des années 60, qui place hors-la-loi la discrimination sur la base de l'appartenance raciale, éthique ou religieuse...».(5)

Le droit de vote pour tous n'interviendra qu'en 1965 du fait des militants pour les droits civiques (Martin Luther King). C'est alors que le Président Lyndon Johnson fut obligé de mettre en route une politique de déségrégation (Affirmative Action) accompagnée des programmes de justice sociales pour les minorités (6). Bien évidemment, les ultralibéraux vont attaquer et supprimer ces programmes, sous prétexte qu'il fallait, favoriser les initiatives privées. Ils estimaient que cette politique créait une nouvelle discrimination «réverse discrimination». Car l'idée propagée était que «l'Affirmative

Action» ne concernait que les noirs, ce qui est faux! D'ailleurs, Géraldine WOOD montre dans son étude (7) que les femmes blanches ont largement bénéficié de ce décret. A ce propos, Nicole BERNHEIM écrit; «la promotion professionnelle des femmes a fait, d'ailleurs des progrès spectaculaires aux Etats-Unis où il est désormais de bon ton,

pour les entreprises jeunes et dynamiques, d'afficher quelques cadres féminins. Ce bon ton ne tou-



Bill NUNN dans le film «DO THE RIGHT THING»

che, apparemment, que très peu la promotion noire». (8)

Paradoxalement, parmi les gens qui dénoncent, ou interprète mal «l'Affirmative Action», on trouve des conservateurs noirs (black conserva-tives) dont le juge Clarence THOMAS, qui aurait bénéficié de ce programme pour faire son droit à l'université de Yale. (9)

Les conservateurs ou les «anti-Affirmative Action» noirs ou blancs ont toujours voulu nier le problème des minorités. Pour les premiers,

> les programmes donnerait l'image négative des noirs, à savoir celle d'assistés, qu'ils récusent.. Les seconds. c'est leur refus de reconnaître le problème noir, l'esclavage durant des siècles, l'accumulation des richesses aux dépends des autres, et enfin leurs réticences à se donner les moyens en vue de lutter contre la pauvreté grandissante des noirs. «Au Banglhadesh, on a plus chances qu'à Harlem de vivre jusqu'à 40 ans ; 55 % des hommes y atteignent 65 ans, contre 40% à Harlem. Dans le centre du quartier noir, le taux de mortalité infantile est le même qu'en Malaisie». (10)

Et pourtant les causes à l'origine de cette situation catastrophique

ne date pas d'aujourd'hui.

Ainsi l'a démontré la fameuse étude du professeur noir Clark Kenneth : «Les caractéristiques objectives du ghetto urbain des Etats-Unis sont les suivantes : surpopulation, détérioration de l'habitat, taux élevé de mortalité infantile et de criminalité, mauvais état sanitaire. Il en résulte des caractéristiques subjectives :

Pour cet auteur : «L'Afirmalive Action» lancée par décret 11246 de septembre 1965 signé par Lyndon Johnson, le nom était bien choisi : il s'agissait d'apporter un correctif aux effets du racisme passé, de faire des

⁽¹⁾ Stéphane Marchand Une crise dramatique pour la Maison-Blanche in Le Figaro du 03mai 1992, p. 3.

⁽²⁾ Régis Navarre Deux mondes se sont retrouvés face à face in Le Monde du 06 mai 1992, p.5.

⁽³⁾ Voir l'hommage de tous les rappeurs à l'égard de James Brown, notamment le dernier clip vidéo du disco dollar du rap M.C. Hammer «Too Legit To Quit» (Here commes the hammer).

⁽⁴⁾ Robert Badinter Les juges contre la démocratie in Le Nouvel Observateur 7-13mai 1992, p.53.

⁽⁵⁾ Antoine GARNIER : Extrait d'une recherche (en cours) sur la classe moyenne noir américaine.

⁽⁶⁾ Murray Charles Existe-t'il une bonne discrimination? in Revue Problèmes politiques et sociaux no 577 du 05-02 1988, p. 14.

efforts pour aller chercher des candidats noirs pour les emplois, des places d'étudiants, des promotions, sans pour autant les traiter différemment quant à la décision pratique d'embauche, d'admission ou de promotion. Le terme choisi évoquait à l'origine à la fois la lettre et l'esprit du décret. - Voir Les temps modernes no 540-541, juillet-août 1991 Démocratie et Minorités Ethniques, Le cas anglais, p. 276 : le système «d'Ethnie monitotring».

⁽⁷⁾ Géraldine Wood «Affirmative-Action, An Impact book»; Ftanklin Watt, New-Yotk, 1989.

⁽⁸⁾ Nicole Bernheim «Voyage en Amérique Noire»; Ed. Stock, Paris, 1987, p. 29.

⁽⁹⁾ Serge Halimi Deux Amériques noires séparées par les injustices de l'économie in Le Monde Diplomatique, janvier 1992, p. 19.

⁽¹⁰⁾ Ingrid Calender Guerriers de la paix : le dérapage in Le Monde Diplomatique, févier 1992, p.12.

ressentiment, hostilité, désespoir, apathie, perte de l'amour-propre allant jusqu'au mépris de soi-même... (11).

L'émergence d'une middle-class afro-américaine n'a fondamentalement rien changé aux données du problème noir (13). «... Le rôle des politiciens noirs s'est limité à essayer de satisfaire les exigences des électeurs de couleur, tout en travaillant au service des machines politiques financées par les classes possédantes de la communauté blanche» (14).

Comment s'étonner que la majorité des noirs ne votent pas. Dans bien des cas, et dans leur intérêt, ce sont les électeurs blancs qui élisent les maires noirs. L'exemple de Tom BRADLEY élu depuis 1 973 à Los-Angeles (+ de 3 259 000 habitants) est significatif.

Les émeutes sanglantes de Los-Angeles étaient prévisibles, tout comme ce qui pourrait encore arriver, dans n'importe quelle ville américaine. Il n'est point indispensable d'être spécialiste pour prévoir dans les prochains jours, un accroissement dans la vente d'armes, déjà «200 millions sont en circulation. Plus de 60 millions de foyers, soit 1 sur 2 en possède une». (15)

Le cinéaste noir John SINGLETON a su le mieux transposer cet état d'esprit (la vie quotidienne des jeunes) dans son film «Boyz n' the hood» après le «Do the right thing» de Spike LEE, il est vrai.

Enfin, voici ce que le rappeur ICE-CUBE disait dans son album «Death Certificate»

le titre «Black Koréa»: «on brulera ta boutique jusqu'à la dernière chips...» si vous maltraitez un client noir (16). Comme un profès «le rappeur se présent régulièrement comme un messie, comme celui avec qui le temps prend fin et commence le grand jugement» (I7).

En conclusion, ce n'est pas une aide fédérale de 600 millions de dollars à la Comté de Los-Angeles qui résoudra un problème national. Seule une véritable politique sociale, concertée et planifiée pourra contribuer à apaiser les esprits ... à long terme ...

DAMIEN MABIALA

(11) Clatk Kenneth «Ghetto noir», Ed. Robert Laffont (Petite Bibliothèque Payot), Paris, 1965, p. 39.

(12) Philippe Coste Le cauchemar américain in L'Express du 7 au 13 mai 1992, p.41.

(13) Les U.S.A. comptent une vingtaine de maires noirs des villes de plus de 1 00 000 habitants. Sans compter quelques célébrités composant la bourgeoisie noire dont le magazine noir Ebony étale la réussite. Exemple le no de mai 1 992.

(14) Franklin Frazier «Bourgeoisie noire; Ed. Plon, Paris, 1955, p. 96

(15) Jamil Salim L'Amérique malade des armes à feu cite M. Sikoff «200 millions Guns reported in circulation nation wide», The Washington Post, 24 mai 1991 in Le Monde Diplomatique d'avril 1992, p.24.

(16) Sous la pression de la communauté asiatique aux U.S.A., la maison de disques d'ICE-CUBE a extrait ce passage, dans la version distribuée en Europe.

(17) G. Lapassade et P. Rousselot «Le rap ou la fureur de dire» Ed. Lotis Talmart, Paris, 1990, p. 81

Les Etats Unis en chiffres

Les noirs sont inégaux en tout ... (12)

1 - La santé

. Mortalité infantile : taux pour 1 000 naissances (en 1990)

Noirs: 17,9 % Blancs: 8,6 %

Espérance de vie moyenne en nombre d'années (en 1990)

Noirs: 69,2 % Blancs: 75,6 %

, SIDA : répartition des cas prévus (vers 1993)

Noirs: 39 % Blancs: 27 %

2 - L'éducation

. Famille : enfants élevés par leurs deux parents (en 1989)

Noirs : 39 % Blancs 79 % . Analphabétisme en 1989

Noirs: 18 % Blancs: 6 %

. Etudes secondaires : quatre ans ou plus (1988)

Noirs et autres minorités ; 66 % Blancs 86,6 %

Etudes supérieures : quatre ans ou plus (1988) Noirs et autres minorités : 16,4 % Blancs : 23,5 %

3 - Niveau de vie

. Pauvreté : vivent au dessous du seuil (1990)

Noirs: 31,9 % Blancs: 10,7 %

. Revenus : salaire médian par foyer (1990)

Noirs: 18676 \$ Blancs: 31231 \$

Logement : sont propriétaires de leur maison (1989)

Noirs: 42,9 % Blancs: 67,4 %

. Chômage : en proportion de la population active (1991)

Non-blancs: 11,1 % Blancs: 6 %

... Même devant le crime.

Les noirs représentent 12 % de la population. Mais

31 % des personnes arrêtées ;

54 % des suspects de meurtres ;

63 % des inculpés pour hold-up;

47 % des personnes incarcérées ;

40 % des condamnés à mort.

Ils constituent en revanche:

40 % des victimes d'un meurtres ;

95 % des victimes des meutres commis par des Noirs.

55

UNIOI, UN DROIT

Le droit au logement est inscrit dans la Charte des droits de l'homme, la Convention internationale des droit de l'enfant et figure en préambule de la loi Besson. Et alors ? Le 20 mai dernier, plus de 70 familles d'origine malienne ont été expulsées de leur logement parisien.

Dans un premier temps, elles ont tenté d'occuper un immeuble vide à Fontenay- sous-Bois, puis elles se sont installées, après les conseils de M. Louis Bayeurte, maire de Fontenay (PC), sur l'Esplanade du Château de Vincennes (12ème),

dans l'espoir d'obtenir auprès de la Mairie de Paris de meilleures conditions de logement.

Les premières familles, pour la plupart employées de la Ville de Paris, sont arrivées sur l'Esplanade le 22 mai dernier. Les forces de l'ordre opérant à la demande de la mairie de Paris les ont immédiatement privées des tentes qu'elles avaient apportées. Des incidents ont eu lieu dimanche 24 mai au cours desquels M. Louis Bayeurte, M. Jean-Baptiste Eyraud, responsable de l'association «Droit au logement», ainsi que plusieurs personnes ont été contu-sionnées.

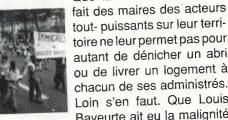
Aujourd'hui, ce sont plus de 125 familles qui continuent d'attendre un logement, sur l'Esplanade du Château de Vincennes. Jusqu'à quand ? M. Makan Sidibe, président du Comité des Maliens de France, a demandé lundi 25 mai que les familles «soient relogées dans la région lle de France». Des représentants du Comité se sont rendus successivement au Ministère de l'Intérieur et à la Mairie de Paris, où ils n'ont pas été re-

Le Comité a demandé que soit appliquée l'ordonnance de 1945 à propos de la réquisition de logements vides en lle de France, Jeudi 4 juin, plus de 500 personnes ont participé à la manifestation de solidarité avec les

familles maliennes sans logement aux cris de «Un toit, un droit». Un comité de soutien aux squatters de l'Esplanade de Vincennes a été créé. Il regroupe notamment le PCF, la CGT, le MRAP, l'association Droit au logement, la LCR, Médecins du monde et Emmaus, II dénonce «l'escalade de la violence». Après les violences commises, on dirait que la préfecture de Police veut éviter que ne se renouvelle la situation du Quai de la Gare (13ème) où, du 13 juillet au 13 novembre 1991 se sont installées des dizaines de toiles de tentes des sans-logis. M. Pierre

Verbrugghe, le préfet de Police de Paris n'a-t-il pas rappelé, lundi 25 mai, devant le conseil de Paris, qu»il ne peut pas y avoir d'installation durable sur le domaine public sans une autorisation administrative préalable».

Que la décentralisation ait







tout-puissants sur leur territoire ne leur permet pas pour autant de dénicher un abri ou de livrer un logement à chacun de ses administrés. Loin s'en faut. Que Louis Bayeurte ait eu la malignité de «refiler le bébé» des familles maliennes sans abri au patron de l'Hôtel de Ville de Paris aujourd'hui dans l'embarras est une chose. Une autre chose est que la politique du logement social est entre les mains de l'Etat qui la finance. Et elle se porte plutôt mal. Son bras séculier sont les offices d'HLM, qui choisissent les locataires en fonction de critères fixés par règlementation nationale. La moitié des candidats sont à la discrétion des HLM, et 30% sont proposés par le Préfet. Il ne reste que 20% à la disposition des collectivités locales. C'est peu, d'autant plus que la construction de HLM est en

La principale source de financement des HLM, à savoir le livret A, s'est tarie avec l'évolution du comportement face à l'épargne: on lui préfère désormais les plus rentables Sicav monétaires... D'un côté la demande ne cesse d'augmenter: on expulse pour rénover, mais on pense rarement à reloger...

Les organismes HLM en viennentils -comment en douter ?- à tourner le dos aux candidats ethniquement les plus typés (manière simpliste d'éviter les impayés) que ces derniers se tournent alors vers la municipalité (elle-même rarement exempte de favoritisme pour crier leur infortune).

Les familles maliennes demandent un logement social depuis des années aux autorités municipales de la capitale. Aujourd'hui, elles sont expulsées. Pourquoi ? Quand on sait qu'il existe 117 000 logements vacants à Paris, 300 000 en lle de France, la question devient surréelle. D'autant plus surréelle que l'ordonnance de 1945 permet aux maires et aux préfets de réquisitionner des logements vides pour des mal-logés et des sans-abris en cas de crise grave du logement. Cette mesure d'urgence est temporaire, un an renouvelable quatre fois maximum. Le bénéficiaire est tenu de payer un loyer au propriétaire et les pouvoirs publics doivent reloger la famille à l'issue de cette mesure. La demande se dépose en mairie et la loi oblige l'administration à l'enregistrer et à l'étudier.

A titre indicatif, la bagatelle de 60 000 noms est aujourd'hui comptabilisée sur le fichier centralisé des mal-logés. Le POPS (Plan départemental pour le logement des plus démunis, un des outils créés par la loi Besson sur le droit au logement pour permettre à ceux qui connaissent la précarité de trouver un toit décent) a pour objectif de réserver au moins 10% des logements sociaux qui se libèrent ou se construisent chaque année aux personnes à bas revenus ou «en cours d'insertion».

La préfecture et la Ville de Paris ont fait le calcul. En un an, le POPS devrait permettre de loger 700 familles. Aujourd'hui encore, les familles maliennes attendent une réponse sur l'Esplanade du Château de Vincennes.

Jorge de la BARRE

Brésil

Le Brésil a connu près de vingt ans de dictature militaire, il vient d'accéder sans révolution sanglante à une démocratie encore imprécise

Répondant à l'invitation de plusieurs Universités brésiliennes, je viens de passer quatre semaines en mars-avril 92 dans six villes (Rio de Janeiro, Brasilia, Sao Paulo, Joao Pessoa. et Récife). Je devais y travailler sous des formes différentes et avec des publics variés parfois pour un temps très bref (une demi journée), une autre fois pour un temps très long (15 jours)

sur des thèmes choisis par mes interlocuteurs et sur lesquels j'ai quelque intérêt : alcoologie vue d'un point de vue sociologique, des problèmes théoriques en travail social, une anthropologie de la faute de la punition (c'est mon nouveau programme de travail depuis quelques mois et pour quelques années). Il y aurait beaucoup à dire d'un point de vue scientifique, universitaire ou professionnel sur le Brésil, la diversité de ses Etats, la variété de ses cultures, etc. Je me contenterai de livrer quelques impressions de voyage : on notera cependant que j'attendais depuis

des années et des années le moment de me rendre dans ce pays avec lequel j'ai fait connaissance il y a plus de vingt ans par l'intermédiaire de Roger BASTIDE, mon directeur de thèse et de Jorge AMADO son ami, et le peintre le plus efficace du Brésil profond et populaire.

Et tout d'abord le pays lui-même et ses paysages : Rio de Janeiro est encore plus belle que ce que l'on peut imaginer, c'est une ville extraordinairement vivante comme d'ailleurs toutes les .grandes métropoles brésiliennes animées le jour et la nuit, grouillantes de disparités, de différences. Il faudrait parler longuement de chacune de ces villes et d'abord du pari fantastique que représentent Brasilia et sa modernité, ou de l'immensité humaine de Sao Paulo, de l'insécurité, des comportements obsessionnels et phobiques qu'elle suscite mais aussi des favelas et des ambiances extraordinaires des villes du Nord qui pour être au nord n'en sont pas moins sous l'équateur. Il faudrait aussi parler de ces parcs fabuleux dont les arbres de trente ou quarante mètres ne sont rien d'autre que des plantes vertes que nous acclimatons si difficilement dans nos intérieurs français.

Les campagnes aussi, en tout cas celles que j'ai vues, sont luxuriantes, généreuses et la pauvreté qui y règne n'a pas l'air tout à fait pauvre parce que les fruits pendent aux arbres à la portée de tous.

Mais au-delà de la beauté des villes, de la beauté des campagnes, il faut citer la beauté des hommes et des femmes, la gamme extraordinairement diversifiée des grains et des couleurs de peau, des visages, des tailles et des corpulences et cette impression que vous donne celui ou celle qui marche devant vous et qui a plutôt l'air de danser que d'aller d'un point à un autre.

Bien qu'on ne puisse évacuer la division de la société en classes, en castes et en races et nier les antagonismes, le Brésil est assurément un des pays du monde où le métissage est le plus réussi comportant à la fois le mélange des races mais et surtout le mélange des cultures. A la fin de mon voyage je ne compterai plus ceux des brésiliens d'origines sociales très différentes qui auront au moins trois si ce n'est quatre origines ethniques au niveau des grands parents.

Il me semble que c'est ce métissage culturel qui serait à l'origine de la peu ordinaire intelligence rencontrée à chaque pas avec chaque personne.

Le Brésil a connu près de vingt ans de dictature militaire, il vient d'accéder sans révolution sanglante à une démocratie encore imprécise marquée de corruptions dénoncées à chaque instant mais dont chaque évocation laisse à penser qu'on ne voit parâtre que la partie émergée de l'iceberg. Et c'est probablement un des sentiments les plus forts que j'ai éprouvé de cette injustice d'un pays si riche du point de vue de la nature et des êtres humains et si pauvre pour la plus grande partie de sa population. On ne peut cependant parler pour une deuxième fois de la pauvreté sans finir par évoquer le superlatif de la pauvreté qu'est la misère. Celle-ci on la voit dans les villes, pas tant dans les favelas où il reste un embryon de vie sociale et donc de lieux permanents contre les effets de la pauvreté et qu'en particulier l'implication de certains travailleurs sociaux ont su animer. La misère, elle est dans la rue avec (comme aux Indes) des familles entières vivant sur un trottoir à l'angle d'une rue sur quelques cartons déployés ou, pire encore, le problème très connu en Amérique du Sud «des enfants des rues» qui ont abandonné toute famille, tout logement, toute référence au monde des adultes pour vivre en petites communautés de pillards, d'écumeurs pourtant très solidaires et restant par extraordinaire un lieu efficace de socia-lisation pour les plus jeunes de ces enfants de cinq à huit ans. On distingue de façon courante les enfants de la rue et les

enfants qui travaillent dans la rue et ce sont les enfants des rues qui posent à la conscience universelle le plus de problèmes d'autant qu'audelà de leur marginalité ils sont maintenant les cibles privilégiées des Escadrons de la mort qui « exécutent» un enfant par jour dans les grandes villes du Brésil : le phénomène est décrit sous le terme 'extermination, les membres des Escadrons de la mort sont connus nommément des commissions d'enquête parlementaires. On produit des rapports d'enquête de plusieurs milliers de pages et qui constituent un véritable annuaire des exécuteurs: rien n'y fait, déjà des journalistes, des magistrats ont payé de leur vie leur curiosité ou leur prise de parti.

Peut-être moins connu mais également troublant pour la conscience internationale, le problème de l'adoption internationale (posé par le transfert d'enfants des pays d'Amérique latine vers les pays d'Europe est évoqué de plus en plus souvent...).

On n'est pas étonné que le problème de l'alcoolisme appelle de nombreuses attentions à des praticiens de tous ordres et on s'en doute une vague énorme de séropositivité et par conséquent de Sida déclaré.

Si l'on met de côté les problèmes de l'emploi en partie résolus par la. création de toute une économie souterraine et de multiples «petits boulots», le problème majeur du Brésil et en particulier du sud du pays, ce sont les migrations internes qui ont une double dimension: les migrations du milieu rural vers la ville et l'accumulation d'un sous prolétariat urbain, et du Nord vers le Sud, c'est à dire des zones tropicales vers des zones plus tempérées, ou encore des zones les plus pauvres vers les zones les plus riches. le «Norde-Est» qui représente près du quart supérieur Est du pays vient se sédimenter dans les faubourgs des grandes cités du Sud apportant à la fois sa cuisine, son parler, sa coutume.

C'est peu dire que les travailleurs sociaux sont débordés et comme partout ailleurs certains se réfugient dans le bureaucratisme ou

dans des positions élitistes pendant que d'autres s'impliquent de façon militante...

Toutes les formations se font dans des Universités : et pour le travail social comme pour d'autres disciplines il existe une importante concurrence entre le réseau des Universités catholiques et celui les Universités d'Etat. Les contacts que i'ai eus avec les étudiants et les professeurs ont démontré le très bon niveau de la formation particulièrement marquée au niveau de la maîtrise qui correspond à un bon DEA chez nous, les sujets sont pointus, militants en quelque sorte et extraordinairement diversifiés. Il existe un doctorat en service social et J'ai pu travailler avec quelques professionnels titulaires de ce doctorat ou en train de le préparer et i'ai envié la qualité de leur raisonnement, leur érudition.

Le programme sur l'anthropologie de la faute et de la punition (qui va connaître une extension avec l'engagement du Québec dans le réseau international sur ce thème de travail) va m'appeler à retourner au Brésil et probablement à deux reprises dans les mois qui viennent. Je cherche quelques travailleurs sociaux français intéressés par l'hypothèse d'une coopération entre la France et le Brésil et en particulier pour tout ce qui concerne l'action sociale à tous niveaux en faveur des enfants de la rue, qui s'engageraient avec nous. *

Il faut bien savoir que cette coopération n'a pas beaucoup de moyens financiers et qu'elle conduit davantage aux actions bénévoles et militantes mais il faut dire à ceux qui voudraient s'y engager qu'ils ont de fortes chances d'être payés par la qualité du travail possible avec ces brésiliens.

Michel TALEGHANI,

chargé de recherche à l'INSERM, affecté au Centre de Recherche et d'Etude des Dysfonctions de l'Adaptation à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales

* Contact : Michel Taléghani La Brosse - 77620 BRANSLES

LITURES DE LA RUE

En effet la sy-

nergie opérée

autour de l'élabo-

ration du **numéro**

36 (1), l'enthou-

siasme, les collaborations, qui

en ont résulté ne

sont-elles pas, en

soi, des indica-

tions pour des

pistes et des for-

mes de travail

nouvelles.

Le 19 Octobre 1992, quelques deux cents personnes, artistes, jeunes des quartiers, militants associatifs et professionnels en tout genre du secteur social, des médias, etc...; se rencontraient à Paris (MJC de Belleville) pour le premier forum des «Cultures de la Rue».



A ZANIA POSSE et le RAGGASONIC (Festival de Hip-Hop à Orsay) - Ph D. Mabiala

Cette manifestation rentrait dans le cadre du projet global de PEPS : rendre visible le caractère unique des mutations actuelles en promouvant un espace d'expres-

Cette approche des mouvements culturels urbains, s'inscrivait dans une continuité, vis à vis de l'engagement régulier de l'association et de la revue sur les problématiques de la ville, avec notamment la rencontre «Banlieue Cent Visages», menée en 1990.

Au delà de son soucis de développer les liens entre les réseaux, confronter les pratiques, les analyses, PEPS a pour ambition de rendre sa démarche propositionnelle. C'est dépasser son rôle d'outil de transmission, pour engager une dynamique de communication action. Partant du principe que «toute culture est à la fois histoire et projet» (Ed. PISANI), PEPS s'est attaché, à dénouer les fils de ce passé, à en repérer les traces dans le présent, pour appréhender ce futur dont les jeunes sont porteurs en tant que principaux acteurs de ces mutations.

Sans se substituer aux structures socio-culturelles aux institutions, etc..., et en articulation avec les dossiers qui ont suivis, ou qui suivront (cf listing des numéros parus p4), le souhaite est de continuer à jouer ce rôle moteur par l'animation et le développement du réseau des «CULTURES DE LA RUE».

Dans l'optique d'une recherche action, les débats du 19 octobre 1991 ont été entièrement enregistrés puis retranscrit, mot à mot afin de garder intact les formes d'expressions qui se sont manifestées. Puis un document plus synthétique à été rédigé : «les actes du forum» ; celui ci pouvant servir de base ou de postulat pour la poursuite de ce projet.(2)

Alors justement quelles perspectives, quels objectifs, quels intérêts pour l'avancée de ce projet ?

Il ne s'agit pas bien sur de sombrer dans l'agitation forcenée, de thésauriser ou de spéculer sur ce concept. Mais de saisir les enjeux, les fondements, les significations de ces modes et pratiques culturelles des jeunes, dans un espace social et politique aujourd'hui élargi, dans une société industrialisée, urbaine, hypermédiatique, et multiculturelle.

Au delà de la nécessité d'approfondir l'échange, l'investigation, l'observation, il semble important de continuer ce travail de sensibilisation, de médiation, mais aussi d'impulsion et d'accompagnement volontariste de ces mutations, en proposant des choix, des options qui facilitent l'adéquation du système aux changements.

Les objectifs intermédiaires pouvant être :

- Favoriser la vulgarisation et la démultiplication des initiatives visant à la prise de conscience et la prise en compte de ces phénomène, de ces formes d'expressions (quels contenus de formation, d'information peut-on développer, quels outils, quels moyens, quelles forces disponibles, comment faire évoluer les pratiques d'intervention sociale compte tenu de ces constats, comment lutter contre les préjugés, l'élitisme, la désinformation, le «malentendu» social).
- Pour lier le geste à la parole :

Traduire cette démarche en terme opérationnel, en étant partie prenante de cette mouvance, en soutenant des initiatives existantes ou en étant source de propositions pour des projets concrets, (organisation des moyens de diffusion, de communication, réalisation d'événements, symboliques, festifs contribuant à cette reconnaissance).

Afin d'alimenter la discussion, lors d'une réunion prochaine (3) qui aurait pour but de déterminer les actions possibles du réseau, voici quelques pistes et questionnements:

- ce mouvement d'expression doit il s'organiser ?
- comment l'accompagner dans cette démarche ?
- comment élargir le champs d'observation des cultures de la rue (rap, rock, rai, boxe, look....)
- qu'est ce qui à changer dans la tête des jeunes depuis que les médias, les professionnels se sont emparés du phénomène
- La reconnaissance est elle synonyme de démagogie, de banalisation?
- Les pratique culturelles des jeunes : art ou expression ?
- quelle dimension politique dans le contenu, la forme des messages ?
- quelle passerelles possibles entre ces pratiques et l'insertion sociale et professionnelle ?
- Espace culturel Européen :
 - . quels point communs, quelles spécificités ?
 - . identité collective et médias de masse ?
 - . cultures majoritaire et cultures minoritaires, quelles domination ?
 - culture éthique, culture ethnologique, culture urbaine.?
 - . développement culturel urbain, développement local, quelles économies culturelles ?
- (1) No 36 spécial de la revue PEPS «Les Cultures de la Rue» (64 p), bulletin de commande p 4 (2) Les actes du forum les Cultures de la Rue sont disponibles au prix de 20 F (port payé). Commande à PEPS : 163, rue de Charenton 75012 PARIS
- (3) Faites-nous connaître vos remarques, suggestions et toutes informations éventuelles susceptibles de contribuer au développement de ce projet. Nous vous contacterons pour la tenue d'une prochaine rencontre.

Pout tout contact : Mustapha Boudjemaï au 40 02 09 56

INTELLIGENCES EN DANLIEUES

Un collectif
national
constitué de
groupes et
d'associations
émanent de la
France entière
s'est créé sous
le nom de
«intelligences en
banlieues»

Son objectif: agir pour le développement social, la citoyenneté des jeunes, l'équité, en proposant l'action collective et la concertation, en tant que réelle alternative à la violence et la répression et contribuer à restaurer ainsi la paix sociale dans les quartiers à travers:

La valorisation, la facilitation du travail des associations de jeunes de quartiers, monter qu'elles peuvent être de réels partenaires, des viviers de compétences, d'idées et de forces vives, compte tenu de la lourdeur, la complexité, voir l'épuisement des dispositifs institutionnels, la mise en place de lieux d'échanges et de participation aux débats politiques locaux et nationaux, dans le cadre de l'élaboration de la ville, considérant le manque de structures représentatives actuelles de cette partie de la jeunesse.

Tout ceci s'est traduit depuis plus d'un an par, une série de rencontres régionales et nationales, visant à établir une sorte de constat général de la situation, une plate forme d'objectifs et de revendications sur lesquels les jeunes puissent se retrouver et négocier avec les pouvoirs publics.

Cette démarche et à aboutie aux premières «assises nationales des banlieues» qui ont eut lieu, le 18 et 19 janvier à LYON auxquelles participèrent près de 600 jeunes issus des quatre coins de France, ainsi que de nombreux militants associatifs et professionnels du secteur social en tout genre, intéressés par cette initiative.

De multiples propositions et pistes de travail, ont été faites et devraient se concrétisés sous la forme d'un programme de travail et d'une charte devant servir de base à la négociation, appelée «convention 92» et qui sera présentée et partagée au mois de Novembre 92, dans le cadre d'une manifestation nationale, organisée à cette occasion.

Malgré les difficultés certaines de ce type d'entreprise, tant sur les aspects de cohésion, que sur le plan opérationnel (les moyens n'existent pas encore, disponibilité des gens, échéances rapprochées, etc....).

Ce mouvement s'inscrit en parfaite cohérence avec les nécessités de renforcement de la démocratie locale, et les conditions d'une gestion de la ville participative, tant prônée par tout les observateurs, les spécialistes, les élus.

Avis alors à tous ceux qui souhaitent soutenir cette dynamique, s'y investir ou tout simplement s'en tenir informer pour lesquels une information plus large sera disponible à PEPS.*

Mustapha BOUDJEMAÏ

* PEPS 163 rue de Charenton - 75012 PARIS - Tél : 16 (1) 40 20 09 56

des Etats Généraux des éducateurs

Comment concevoir ou réaliser un projet local, d'établissement ou d'institution, sans l'articuler, le penser, en fonction d'un projet global, d'un projet de société?

Une question
qui se pose,
suite aux Etats
Généraux des
Educateurs
organisés par
Lien Social; un
événement qui a
réuni environ
2500 membres
des professions
éducatives à
Toulouse les 2
et 3 avril 1992.

Dans l'impossibilité d'assister à toutes les commissions, il faudra se contenter d'une approche partielle, et forcément subjective, de cette manifestation. Il en résulte en ce qui me concerne une impression très contrastée de ces deux journées. Un sentiment diffus, oscillant entre la désillusion et l'espoir.

D'une part il apparaît évident que nombre de participants sont repartis satisfaits et enrichis d'avoir entendu des orateurs brillants, de Tosquelles à Chauvière en passant par Loubat, Ladsous, Bachman et tous les autres. Cette pluralité d'approches ne pouvait que répondre aux diverses sensibilités de l'auditoire, et en ce sens le colloque était réussi.

Cependant l'intitulé de ce rassemblement comme celui des commissions apportait une dimension supplémentaire fondamentale, il s'agissait d'Etats Généraux centrés sur la crise et le devenir de ce secteur. Certes les synthèses sont parfois difficiles à dégager, mais en terme de devenir il y avait de quoi repartir perplexe, toute naïveté mise à part. Si la pluralité est source de richesses, la diversité des appartenances institutionnelles et l'atomisation de ce secteur ne sont pas étrangères à cette crise qu'il traverse. Celleci est apparue de façon manifeste tout au long de ces Etats Généraux. La complexité de la problématique n'avait d'égale que la déroute des participants, indépendamment de la qualité des intervenants. Trop souvent, notamment dans les interventions du «public», le discours «technicien», pédagogique, ou les revendications catégorielles ont empêché une approche globale et distanciée de la situation.

Ce désordre de la pensée fut particulièrement évident dans la commission «ordre et désordre des métiers du social» ou l'on aurait ou attendre quelques tentatives de clarifications. Le nez collé à la vitre de son établissement chacun des participants semblait appréhender le monde au travers de ce microcosme. Le devenir du secteur se confondait avec celui du jardinier (1) et les intérêts des professionnels occultaient le sort des laissés pour compte de plus en plus nombreux à être sacrifiés sur l'autel de «l'économisme». Il existe pourtant un ordre des choses comme du discours qui ne fut guère remis en cause et même évoqué.

Comment lutter contre l'exclusion des jeunes en difficultés lorsque durant la dernière décennie la croissance économique de 25% s'est paradoxalement accompagnée d'une augmentation de 10% du chômage des jeunes. Où vont les bénéfices de cette croissance? La méthodologie de réinsertion devient alors toute relative, voire secondaire, si dans le même temps l'on produit bien davantage d'exclus que l'on ne peut en réinsérer. Sisyphe deviendrait-il aveugle pour ne pas voir que son rocher ne cesse de s'alourdir pendant qu'il devise sur les différentes façons de le remonter. Métaphore aussi cruelle que le supplice si quelques lueurs ne venaient troubler cette cécité. Ici ou là, quelques interventions (Loubat, Bachman,...), quelques références à Bourdieu, un de ses articles affiché, laissent penser que, bien que marginaux, certains ont une approche politique, au sens noble, en terme de projet.

Les sciences sociales, dont la sociologie, ont une portée politique comme en témoigne ce récent interview (2) de Bourdieu :

«Je pense que l'économisme, qui se rencontre aussi bien à gauche, dans la tradition marxiste, que droite, a pour effet de faire subir à la réalité économique une formidable mutilation. Il porte à faire abstraction de toute une dimension, absolument capitale, des coûts et des profits. Faute de pouvoir faire une démonstration complète, et pour aller vite à l'essentiel, je dirai

que les conséquences d'une politique conçue comme gestion des équilibres économiques /au sens étroit du terme/, se paient de mille façons, sous forme de coûts sociaux, psychologiques, sous forme de chômage, de maladie, de délinquance, de consommation d'alcool ou de drogue, de souffrance conduisant au ressentiment et au racisme, à la démoralisation politique, etc. Une véritable compatibilité globale des coûts et des profits sociaux ferait voir que la sociologie propose une économie qui n'est pas moins rigoureuse et fidèle à la complexité du réel que l'économie partielle des purs gestionnaires ; et que c'est la logique de l'intérêt bien compris qui impose de rompre avec le laisser-faire libéral aussi bien qu'avec le déterminisme de lois sociales naturalisées. Et de réaffirmer le rôle de l'Etat..».

Comment concevoir ou réaliser un projet local, d'établissement ou d'institution, sans l'articuler, le penser, en fonction d'un projet global, d'un projet de société ? Eduquer, conduire, guider devient alors une tâche impossible si le guide lui même en déroute ne peut transmettre quelques bribes de sens aux usagers. Comment contribuer à l'organisation d'une citoyenneté active si les éducateurs sont eux même dans le ressentiment et la démoralisation politique ? Comment développer des stratégies

participatives sans ces repères en terme d'économie sociale? L'adaptation à l'évolution extrêmement rapide de nos sociétés, la rupture avec des modes d'actions dépassés, l'innovation, supposent un minimum de clarté dans l'analyse de fond des grandes tendances en court de réalisation. En ce sens la formation des acteurs sociaux est capitale, pourtant les dernières réformes n'ont pas introduit cette dimension parmi les nouveaux contenus. Ce manque d'exigence, que tentent de pallier certaines écoles, signifierait-il qu'un choix s'est déjà opéré entre deux conceptions de l'éducateur : agent gestionnaire de la crise ou agent de transformations sociales? Cette prise en compte du politique et de l'économique n'émergeait pas non plus de façon massive lorsqu'une grande part des participants sifflèrent systématiquement les interventions des politiques. Attitudes infantiles qui, outre le défoulement primaire, témoignent autant d'une frustration que d'une incapacité à interpeller les élus de façons critiques et constructives. Le final précipité de M. Baudis illustrait, au delà de sa susceptibilité, la confusion des perspectives et la difficulté à clore ces journées. Comme si la réflexion collective demeurait en décalage avec la mobilisation intense...

Malgré ces aléas, ces Etats généraux, remarquablement organisés,

auront permis une photographie, certes un peu floue, de l'état des lieux de ce secteur. Ils procédaient bien d'une intention proche des conceptions de Bourdieu:

«Une critique raciale des formes actuelles de circulation de l'information et d'élaboration des volontés collectives devrait permettre de sortir du désenchantement démobilisateur pour s'orienter vers des formes nouvelles de mobilisation et de réflexion».

S'il est encore trop tôt pour mesurer les conséquences de ces Etats généraux, l'avenir nous dira si ceuxci ont contribué à l'émergence de ces nouvelles formes, car les reconduire systématiquement, les instituer sous ce mode ne serait-il pas la meilleure façon de les annihiler?

Hypertélie (3), Damned !

Jean-Pierre VIVIER

Chargé de Mission au Centre d'Etudes et d'Actions Sociales de Paris

(1) référence à une pétition circulant sur un conflit local mettant en cause le jardinier d'une institution et qui fit l'objet d'intervention.

(2) Article publié dans «Politis».

(3) terme utilisé par S. Ginger et qui a connu un certain succès au cours de ces Etats Généraux : «quand trop de finalité dépasse la finalité...».

MOTS SCULPTES ET ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

On dit souvent des élèves insérés dans les formations professionnelles qu'ils n'aiment ni lire ni écrire. Il est vrai que le langage, en particulier écrit, fait souvent obstacle à la compréhension des cours de technologie, de mathématiques, de sciences, de législation, ou même de français, et que le manque d'appétence pour la lecture et l'écriture fait question, tant pour l'autonomie des élèves que pour leur intégration professionnelle, sociale, ou même leur réussite à l'examen, Et pourtant, nombre d'entre eux passent des heures à réaliser ou déchiffrer graffs, tags, calligraphies ou jeux de mots.

Il semble utile d'impliquer dans la formation cette dynamique naturelle des adolescents avec le langage, de coupler ce goût pour la manipulation des mots, et la formation professionnelle. Ainsi, l'association «Au Fil des Mots» (*) propose aux élèves en formation professionnelle dans tous les types d'établissements (LP, LT, CFA, LEI, LEC, EREA, collèges, SES...) de réaliser des mots sculptés. Ces actions, d'une durée de 2 à 5 mois, sont mises en place à partir de l'intervention d'un écrivain et grâce à la constitution d'une équipe de travail professeurs/élèves.

A partir du texte qu'il a élaboré, l'élève choisit un mot et le réalise avec les moyens techniques propres à sa future profession. Il donne aux lettes la forme correspondant au sens que ce mot a pour lui. La mise en forme et en volume, le choix des matériaux sont le moteur de l'écriture; l'élève manipule le langage comme il manipule la matière à l'atelier.

Une large représentation des professions et la variété des matériaux employés /métaux, bois, plastique, tissu, verre, carton, pain, cheveux, plâtre, câble...) contribueront à la diversité et à la richesse des réalisations.

Ces mots sculptés feront l'objet

d'une exposition et d'un concours (avec remise de prix) en juin 93. Fortement médiatisée, cette opération permettra que l'expression artistique de chaque élève et la formation professionnelle soient valorisées par un même objet, de faire connaître le potentiel des établissements, et de créer des échanges entre les différents lieux de formation, les élèves, les entreprises et le public.

En 1990-1991, l'association «Au fil des mots» a expérimenté ce type d'action à l'échelle du LP Gustave

Eiffel de Rueil-Malmaison (92) où les élèves de CAP et BEP «Structures métalliques» ont réalisé 25 mots sculptés. Ces derniers ont déià été exposés à la Mairie de Rueil et à Beaubourg. Devant les résultats positifs enregistrés auprès des élèves et le succès des expositions, le but est d'étendre aujourd'hui cette initiative à plusieurs établissements parisiens. Si vous êtes intéressés pour marier désir d'écrire, formation professionnelle et expression artistique, n'hésitez pas à nous contacter rapidement, nous nous ferons un plaisir de vous donner davantage d'informations sur ce projet qui va se réaliser durant l'année scolaire 1992.93.

«Au fil des mots» - 69 rue de Broca -75013 Paris - 43 36 87 34

Renseignements : Jean Pierre VIVIER - CEAS - 48 24 02 23

DELACRISE

Les différents acteurs du travail social (ou pour reprendre les termes officiels, de l'Action sociale) admettent que ce secteur d'activité traverse une période difficile, voire une crise sérieuse. Celleci s'est, entre autre, exprimée explicitement lors du mouvement «historique» des Assistantes sociales, au cours de l'automne 1991.

Que soit reconnu l'Etat de crise, notamment par le principal Ministère de tutelles, constitue sans aucun doute une avancée, comparée à l'attitude de déni, dans laquelle campait ce dernier jusqu'alors. Cependant, la simple reconnaissance du caractère problématique d'une situation a rarement permis une transformation positive de cette dernière.

D'aucun souhaitait et attendait que s'instaure un processus de résolution de ladite crise. Avec le recul de quelques mois, dont nous disposons aujourd'hui, force est de constater que cette dynamique ne s'est pas instaurée. En effet, après quelques déclarations, de bonnes intentions, prononcées au plus fort de la tempête, l'apparente volonté ministérielle a rapidement perdu toute consistance. Changement de gouvernement aidant, le dossier, à peine ouvert au cours de l'hiver 1991-1992 semble, à ce jour, refermé, ou tout au moins enfoui dans, ou peut-être sous, les armoires ministérielles.

La stratégie du «Je vous ai compris», adoptée ici, n'est pas sans rappeler le trop fameux «Effet d'annonce», devenu, depuis quelques années, l'exercice de style favori de la classe politique, dont nous mesurons chaque jour les conséquences désastreuses.

Tout comme à Montfermeil, les annonceurs sont passés et les problèmes sont restés, voire se sont aggravés. Telle est du moins la première conclusion, quelque peu triviale, que je puisse tirer à l'issue d'une enquête menée auprès des Assistantes sociales, au cours des huit derniers mois.

Avant d'aller plus avant et afin d'éviter tout malentendu ultérieur, il me paraît nécessaire d'apporter les précisions suivantes : le point de vue développé, ci-après, s'appuie sur des informations recueillies au cours d'une recherche, à caractère auto-

ethnographique (1) réalisée «dans le mondes des Assistants sociaux». En effet, occupant une fonction d'assistant social (dans une institution parisienne), j'ai réalisé une investigation «sur et dans» ce milieu professionnel, en utilisant différentes techniques de recueil d'information (conversation, entretiens semi-directifs, questionnaires, etc...). N'ayant pas rencontré la totalité des professionnels, ni un échantillon qui se voudrait représentatif de ces derniers, je ne prétends pas à l'exhaustivité. Par ailleurs, ma position d'observateur participant rend, sans aucun doute, difficile la production d'un discours objectif (pour peu que celui-ci puisse être produit).

Par voie de conséquence, la contribution qui vous est donnée à lire doit être prise pour ce qu'elle entend être : une construction (somme toute quelque peu subjective) «des constructions faites par les acteurs sur la scène de la vie sociale», pour reprendre les termes de A. SCHUTZ (1987).

Après ces quelques remarques, revenons à notre préoccupation première: la crise du travail social. Il ne fait aucun doute que celle-ci est conséquente de la conjugaison d'une théorie d'éléments, qui reste à définir. De manière totalement arbitraire, je n'aborderai, ici, que deux thèmes:

- d'une part, le rapport difficile existant entre concepteur et exécutant (ces termes s'éclairent dans le développement),
- d'autre part, les interrogations des professionnels quant au sens de leur activité.

CONCEPTEUR / EXECUTANT, UN RAPPORT DIFFICILE:

Comme le soulignent un grand nombre d'experts, l'organisation de l'Action sociale n'a pas échappé à l'influence exercée par le modèle tayloriste. L'instauration de ce modèle s'est notamment traduite par l'instauration progressive d'une division verticale du travail : quelque soit le domaine dans lequel exerce les professionnels rencontrés, nous avons pu constater l'existence d'un clivage net entre le pôle de conception - qui se situe dans la sphère politico-administrative - et le pôle d'exécution, ou de mise en oeuvre, occupé par les Assistants sociaux.

Sur le fond, la petite noblesse (2) des Assistants sociaux ne conteste pas cette partition des compétences qui s'est instituée parallèlement, semble-t'il, à la «fonctionnarisation» de l'Action sociale.

S'ils ne revendiquent pas une autre place que celle de mettant en oeuvre, qu'ils occupent actuellement, les assistants sociaux aspirent vivement à une transformation des rapports existant avec le pôle concepteur.

De longue date, les «décideurs sociaux» ont souhaité, tout au moins dans le discours, que s'opère la fameuse «remontée des besoins». Avec, peut-être, un peu de retard sur la «commande», cette notion a été intégrée par les travailleurs sociaux qui, actuellement, et dans bien des cas, ne se limitent pas à exécuter, mais aussi rendent compte et font des propositions, dans un souci d'optimisation de l'entreprise sociale.

Curieusement, ces initiatives sont, au pire, mal perçues par les concepteurs ou, au mieux, sans effet. Contrairement à ce que pourraient laisser penser les opérations de modernisation du service public, le pire et le mieux se retrouvent, à part égale, tant dans les administrations d'Etat, que dans les services placés sous l'autorité des collectivités locales.

Visiblement, les «patrons» de l'Action sociale estiment déplacer les excès de zèle de ces «techniciens sociaux», qui s'autorisent à réaliser une analyse, quelquefois critique, des orientations et politiques à mettre en oeuvre.

Possédant encore une conscience fière de leur fonction, les assistants sociaux acceptent difficilement d'être cantonnés dans le rôle de simple exécutant. Cette imposition est généralement vécue comme une restriction abusive et disqualifiante. Cela apparemment avec d'autant plus de force, quand ces professionnels se trouvent dans la quasi obligation de mettre en oeuvre des décisions inefficientes, ou inadaptées.

En contradiction avec les «beaux discours de congrès», qui tendent à honorer les «nobles professions du social». les rapports existant, au quotidien, entre la sphère politico-administrative et le travail social révèle le peu de considération, voire le mépris, que les premiers peuvent avoir pour les seconds. Peu considérés par la haute noblesse des politico-administratifs, il n'est pas étonnant que les professionnels du social perçoivent des salaires médiocres : en

effet, comme le remarque P. BOURDIEU, «Le salaire octroyé est un indice sans équivoque de la valeur accordée au travail et aux travailleurs correspondants et que le mépris pour une fonction se marque d'abord par la rémunération plus ou moins dérisoire qui lui est accordée» (1992).

DES INTERROGATIONS SUR LE SENS DE L'ACTIVITE

Depuis les années 50, l'idéologie «psy» a eu un ascendant très fort sur le travail social, en général, et sur la profession d'Assistant social en particulier.

Cette orientation théorique a engagé les professionnels à privilègier l'étiologie «intra-psychique» et/ou «intra-familiale» des situations et conduites estimées problématiques, au détriment de l'éclairage sociopolitique. Considéré comme facteur secondaire, le contexte social avait tendance à apparaître, au mieux, à l'arrière plan des «situations».

Cette approche a longtemps légitimé les formes d'intervention, (assistancielles et/ou éducative) centrées sur la personne ou le groupe familial.

Si cette manière de penser marque encore fortement la culture des professionnels, il est à remarquer un changement de tendance notable : bon nombre estiment, en effet, que c'est actuellement l'»ordre social» (ou tout au moins une partie de celuici) qui pose problème. Ce dernier leur apparaît, en effet, animé par des forces centrifuges multiples qui, d'une part, tendent à exclure un nombre croissant d'individus et, d'autre part, rend difficile, voire impossible toute tentative de retour des exclus.

Cette attractivité grandissante du discours socio-politique pourrait, à priori, apparaître comme une «nouveauté» dans le champ du travail social. Il semble plutôt que cela s'inscrive dans un mouvement quasi perpétuel d'oscillation, propre au travail social qui, depuis l'origine, est traversé par deux théories opposées - le médico-psy et le socio-politique.

Admettre pour vraie l'idée que c'est avant tout l'»ordre institué» qui produit du «problème» amènent les professionnels à s'interroger sur :

- leur fanction objective. Ils ont de plus en plus l'impression que, faute de vouloir engager les réformes qui s'imposent, «le politique» leur demande de concourir à la «réduction des tensions sociales», en leur confiant des missions d'assistance, ad minima, des exclus et de surveillance des révoltés. Ce rôle aperçu s'articule difficilement avec les idéaux altruistes, qui animent la plupart des professionnels.

- Les modalités prévalentes de l'Action sociale : Construite sur l'idée que le «cas social» est inadapté, déficient ou déviant et qu'il s'agit, avant toute chose, de le réadapter, de réduire sa déficience ou de le normaliser, l'Action sociale est. de manière prédominante, centrée sur la personne, ou le groupe familial. Cette logique, animée par l'idéologie psy, rentre en conflit avec la conception socio-po, qui tendrait à privilégier l'intervention sur les «règles du jeu social». Cette forme d'intervention, qui ne correspond pas aux attentes des «commanditaires», s'avère être à «hauts risques» pour les professionnels en exercice, qui s'y aventurait.

Les rares tentatives dans ce sens, qu'il nous est donné de connaître, ont été suivies d'une reprise en main quasi immédiate, de la part des hiérarchies et quelquefois de sanctions.

Jusqu'à présent, aucune de ces questions n'ont été réellement abordées. Faute de les prendre en compte et d'y trouver réponse, il est fort à parier que l'état de crise perdure et, à terme, fragilise dangereusement le secteur social.

Jean Jacques DELUCHEY

- (1) I. HAYANO définit ce terme de la manière suivante : Etude d'une forme sociale par un ou plusieurs de ses membres. Cité dans P. et P. ADLER. 1986
- (2) terme emprunté à P. BOURDIEU, 1992



- ENTRETIENS AVEC PIERRE BOURDIEU, ARTICLE DU 14.01.1992, LE MONDE.
- -P. ET P. ADLER, MEMBER SHIP ROLES IN FIELD RESEARCH, SAGE, NEW-YORK, 1987.
- A. SCHUTZ, LE CHERCHEUR ET LE QUOTIDIEN, EDITIONS FRANÇAISES, MERIDIEN, PARIS, 1987.

63

Les Femmes dans l'Immigration

PROCHAIN

TRIMESTRIEL

PEPS

La politique de regroupement familial a favorisé l'arrivée en France d'un nombre considérable de femmes, épouses de travailleurs immigrés ; des femmes célibataires ont également immigré dans notre pays. Les familles ont donné naissance à des dizaines de milliers de jeunes, garçons et filles, qui continuent le processus d'acculturation amorcé par leurs parents, dans une société en pleine mutation.

Ce numéro sera consacré aux «immigrées de l'ombre», femmes et jeunes filles, dont les cheminements reflètent l'éventail des voies possibles pour les femmes d'aujourd'hui dans notre société.

En effet la condition des femmes a connu des changements profonds depuis deux décennies: baisse du nombre des mariages, augmentation de celui des divorces et des familles monoparentales, généralisation de la contraception, développement sans précédent du salariat féminin... Comment des femmes issues d'autres cultures vivent elles cette évolution? Comment les travailleurs sociaux (qui sont souvent des travailleuses sociales) peuvent ils adapter leur intervention auprès des populations d'origine étrangère en tenant compte de ces multiples paramètres?

Nous tenterons d'apporter des éléments de réponse en abordant les thèmes suivants :

- Divorce, monoparentalité et action sociale : les C.H.R.S.
- -Le relogement incertain : politiques de logement social, interviews d'acteurs.
- -Le visible et l'invisible : éducateurs de rue et jeunes filles issues de l'immigration.
- Investissements et stratégies de résistance : l'exemple des P.M.I.
- Des femmes en action :
 - rencontre avec l'association des Femmes du Franc Moisin (St Denis), rencontre avec les «Nanas Beurs»,
 - des femmes africaines rencontrent des agricultrices françaises
- Immigrées de l'Est : parcours.

Ces articles seront complétés par une fiche de données générales sur la place des femmes d'origine étrangère en France (emploi, taux de chômage, branches professionnelles investies, données connues sur la contraception, le mariage...) ainsi que par une bibliographie et une filmographie. Toutes les contributions à ce dossier sont les bienvenues.

Contact: PEPS - 163 rue de Charenton - 75012 PARIS - Tél: 16 (1) 40 02 09 56